

Rapport de gestion
CORPORATION FIERA CAPITAL

Trimestre et exercice clos
le 31 décembre 2019



Table des matières

Faits saillants financiers.....	1
Mode de présentation et déclarations prospectives.....	6
Vue d'ensemble	8
Événements importants	10
Revue des marchés, de la conjoncture économique et du rendement des fonds.....	11
Résultats financiers	17
Résultats d'exploitation et performance globale – actifs sous gestion et produits.....	20
Résultats d'exploitation et performance globale – Charges	30
Résultat net	34
Mesures non conformes aux IFRS	35
Situation de trésorerie et sources de financement.....	43
Paiements fondés sur des actions	50
Transactions avec des parties liées	54
Contrôle interne et procédures.....	55
Instruments financiers	56
Jugements comptables significatifs et incertitudes relatives aux estimations.....	64
Nouvelles normes comptables	67
Facteurs de risque.....	70

Cette page a été laissée vierge intentionnellement.

Faits saillants financiers

Le présent rapport de gestion, daté du 18 mars 2020, contient une analyse de la situation financière et des résultats d'exploitation consolidés de Corporation Fiera Capital (la « Société » ou « Fiera Capital ») au 31 décembre 2019 et pour le trimestre et l'exercice clos à cette date. Ce rapport de gestion doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés audités et les notes y afférentes pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018.

Vue d'ensemble

La Société a attiré des nouveaux actifs totalisant 4,7 milliards de dollars au cours du quatrième trimestre clos le 31 décembre 2019, ce qui est sensiblement plus que les sorties d'actifs de 3,1 milliards de dollars survenues au cours du trimestre. Fait à noter, en finançant des stratégies dans des catégories d'actifs plus rentables, Fiera Capital a effectivement ajouté des actifs sous gestion générant des honoraires de gestion plus élevés que ceux des actifs sous gestion ayant fait l'objet d'un retrait au cours du trimestre.

Par ailleurs, les quatre acquisitions survenues en 2019 sont désormais entièrement intégrées et ont sensiblement amélioré la gamme de stratégies de placement concurrentielles de la Société. La Société est très fière de sa présence mondiale aujourd'hui, ainsi que de la diversification des catégories d'actifs et des marchés à laquelle elle est parvenue au fil des ans.

Depuis la fondation de Fiera Capital il y a 16 ans, nous avons affecté nos capitaux au développement et à l'accroissement de notre plateforme de placement. Aujourd'hui, nous présentons une vaste gamme de stratégies de placement fructueuses et concurrentielles, ce qui nous place en meilleure position que jamais auparavant pour nous démarquer et servir nos clients à l'échelle mondiale.

L'exercice 2019 a été déterminant pour le positionnement de Fiera Capital pour la croissance future. Nous avons conclu quatre acquisitions sur deux continents qui ont ajouté à l'expertise et à la qualité des actifs de notre plateforme de stratégies de placement privé alternatives, notamment dans les secteurs de l'immobilier et du financement privé, consolidant encore davantage notre position de chef de file des placements fondés sur le passif et nous avons établi un partenariat stratégique avec la société de gestion de placement d'envergure mondiale Natixis Investment Managers.

Faits saillants financiers

(en milliards de dollars à moins d'indication contraire)

	Actifs sous gestion au			Variation d'un trimestre à l'autre	Variation d'un exercice sur l'autre
	31 décembre 2019	30 septembre 2019	31 décembre 2018		
Actifs sous gestion	169,7	164,7	136,7	5,0	33,0

(en millions de dollars à moins d'indication contraire)

	T4 2019	T3 2019	T4 2018	Variation d'un trimestre à l'autre	Variation d'un exercice sur l'autre
Produits	204,5	160,0	157,0	44,5	47,5
Résultat net ¹	3,4	(4,7)	(1,7)	8,1	5,1
Résultat net ajusté ^{1,2}	42,7	32,6	28,3	10,1	14,4
BAIIA ajusté ²	61,8	46,6	39,3	15,2	22,5
Marge du BAIIA ajusté ²	30,2 %	29,1 %	25,1 %	1,1 %	5,1 %

¹ Attribuable aux actionnaires de la Société

² Voir la rubrique Mesures non conformes aux IFRS à la page 35, ainsi que le rapprochement avec le résultat net aux termes des IFRS.

Au 31 décembre 2019, les actifs sous gestion se chiffraient à 169,7 milliards de dollars, en hausse de 5,0 milliards de dollars par rapport au 30 septembre 2019. Cette hausse séquentielle des actifs sous gestion découle principalement de

Faits saillants financiers

l'appréciation des marchés ayant ajouté 4,8 milliards de dollars d'actifs sous gestion, ainsi que de nouveaux mandats de 4,7 milliards de dollars grâce à d'importants gains en Europe et aux États-Unis. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par des pertes de mandats et retraits nets de 3,1 milliards de dollars au cours du trimestre, principalement en raison du fait que les clients consolident leurs fournisseurs de services de placement ou absorbent le mandat à l'interne. La fluctuation des taux de change de 1,4 milliard de dollars au cours du quatrième trimestre de 2019 a eu une incidence défavorable.

Pour le quatrième trimestre de 2019, la Société a réalisé des produits de 204,5 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 47,5 millions de dollars ou 30 % par rapport au quatrième trimestre de 2018. Cette augmentation d'un exercice sur l'autre s'explique principalement par :

- › la croissance interne attribuable aux secteurs Marchés institutionnels, Gestion privée et Stratégies de placement privé alternatives de Fiera;
- › la hausse des honoraires de performance et autres revenus;
- › les produits additionnels découlant de l'acquisition d'une participation de 80 % dans Palmer Capital Partners Limited (« Palmer Capital »), ainsi que des acquisitions de Foresters Asset Management Inc. (« Foresters »), Integrated Asset Management Corp. (« IAM ») et des activités canadiennes de Natixis (« Natixis Canada » renommée « Fiera Investissements »).

Pour le quatrième trimestre de 2019, la Société a présenté un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 3,4 millions de dollars, ou 0,03 \$ par action (de base et dilué), contre un résultat net de (1,7) million de dollars, ou (0,02) \$ par action (de base et dilué), pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La variation positive est principalement attribuable à la hausse des produits, surtout en raison de la croissance interne et des récentes acquisitions, compensées en partie par la hausse globale des frais de vente et charges générales et administratives suivant la croissance de la Société, ainsi que par la hausse des charges d'intérêt, d'amortissement et d'impôt sur le résultat.

Le résultat net ajusté pour le quatrième trimestre de 2019 a totalisé 42,7 millions de dollars, ou 0,42 \$ par action de base et 0,41 \$ par action dilué, soit une hausse de 14,4 millions de dollars par rapport à 28,3 millions de dollars (soit 0,29 \$ par action de base et dilué) au quatrième trimestre de 2018, essentiellement en raison de la hausse du total des produits découlant de la croissance interne ainsi que des récentes acquisitions. Ces facteurs ont été compensés en partie par la hausse des frais de vente et charges générales et administratives suivant la croissance de la Société, par l'inclusion des diverses charges d'exploitation liées aux acquisitions, par la hausse des intérêts sur la dette à long terme et les contrats de location-financement, ainsi que par la hausse de la charge d'impôt sur le résultat.

Le BAIIA ajusté s'est accru de 22,5 millions de dollars, soit 57 %, d'un exercice sur l'autre pour se chiffrer à 61,8 millions de dollars en raison :

- › de l'acquisition de Palmer Capital en avril 2019;
- › de l'apport de Foresters, IAM et Fiera Investissements, dont les acquisitions ont toutes été conclues au troisième trimestre de 2019;
- › des contributions positives de Stratégies de placement privé alternatives de Fiera découlant du déploiement de capital en immobilier, en infrastructures et en financement privé;
- › de la croissance interne et de l'appréciation des marchés;
- › d'un profit sur les contrats de change au cours du quatrième trimestre de 2019, comparativement à une perte au quatrième trimestre de 2018;
- › du changement de classement des charges locatives, passées des frais de vente et charges générales et administratives aux coûts de financement et aux amortissements par suite de l'adoption d'une nouvelle norme comptable liée aux contrats de location (« IFRS 16, *Contrats de location* ») le 1^{er} janvier 2019.

Faits saillants financiers

La marge du BAIIA ajusté pour le quatrième trimestre de 2019 s'est établie à 30,2 %, en hausse de 5,1 % par rapport à la marge de 25,1 % générée à la période correspondante de l'exercice précédent.

La prochaine phase de croissance de la Société devrait découler de l'amélioration de ses capacités de distribution pour tirer parti de sa solide gamme de stratégies de placements maintenant en place, ainsi que de la consolidation de sa plateforme technologique alors que Fiera Capital continue d'aller de l'avant avec le développement des TI et de l'infrastructure d'exploitation à l'échelle mondiale déjà en cours.

Sommaire des résultats trimestriels

Le tableau suivant présente les actifs sous gestion, le total des produits, le BAIIA ajusté¹, la marge du BAIIA ajusté¹ et le résultat net de la Société, y compris les montants par action, pour chacun des huit derniers trimestres, ainsi que pour les douze derniers mois clos le 31 décembre 2019.

Tableau 1 – Résultats trimestriels (en milliers de dollars, sauf les actifs sous gestion qui sont en millions de dollars et les données par action)

	Douze derniers mois ²	T4 31 déc. 2019	T3 30 sept. 2019	T2 30 juin 2019	T1 31 mars 2019	T4 31 déc. 2018	T3 30 sept. 2018	T2 30 juin 2018	T1 31 mars 2018
Actifs sous gestion	157 182	169 671	164 664	149 531	144 861	136 675	143 475	139 389	131 360
Total des produits	657 170	204 526	159 956	149 904	142 785	156 963	137 109	126 232	119 981
BAIIA ajusté ¹	192 953	61 752	46 578	45 804	38 817	39 322	36 620	32 703	28 839
Marge du BAIIA ajusté ¹	29,4 %	30,2 %	29,1 %	30,6 %	27,2 %	25,1 %	26,7 %	25,9 %	24,0 %
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	(13 419)	3 387	(4 740)	(5 513)	(6 553)	(1 709)	995	(2 106)	(2 193)
PAR ACTION (DE BASE)									
BAIIA ajusté ¹	1,95	0,61	0,46	0,47	0,40	0,41	0,38	0,35	0,32
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	(0,14)	0,03	(0,05)	(0,06)	(0,07)	(0,02)	0,01	(0,02)	(0,02)
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société ¹	1,34	0,42	0,32	0,33	0,26	0,29	0,29	0,26	0,24
PAR ACTION (DILUÉ)									
BAIIA ajusté ¹	1,95	0,60	0,46	0,47	0,40	0,41	0,36	0,35	0,32
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	(0,14)	0,03	(0,05)	(0,06)	(0,07)	(0,02)	0,01	(0,02)	(0,02)
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société ¹	1,34	0,41	0,32	0,33	0,26	0,29	0,27	0,26	0,24

¹ Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS*, à la page 35.

Les résultats des trimestres de 2019 comprennent l'incidence de l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location*. Cette application est analysée à la note 3 des états financiers consolidés audités. Comme le permet l'IFRS 16, *Contrats de location*, les données comparatives n'ont pas été retraitées et pourraient ne pas être comparables.

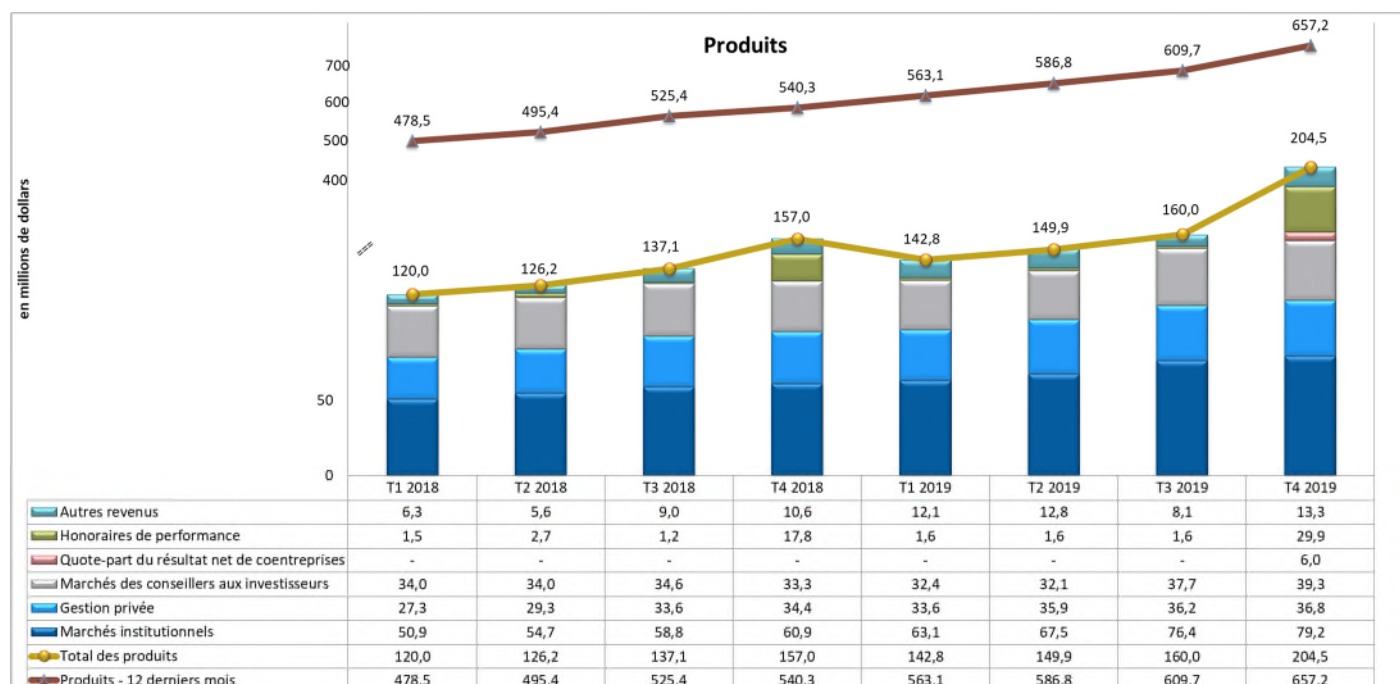
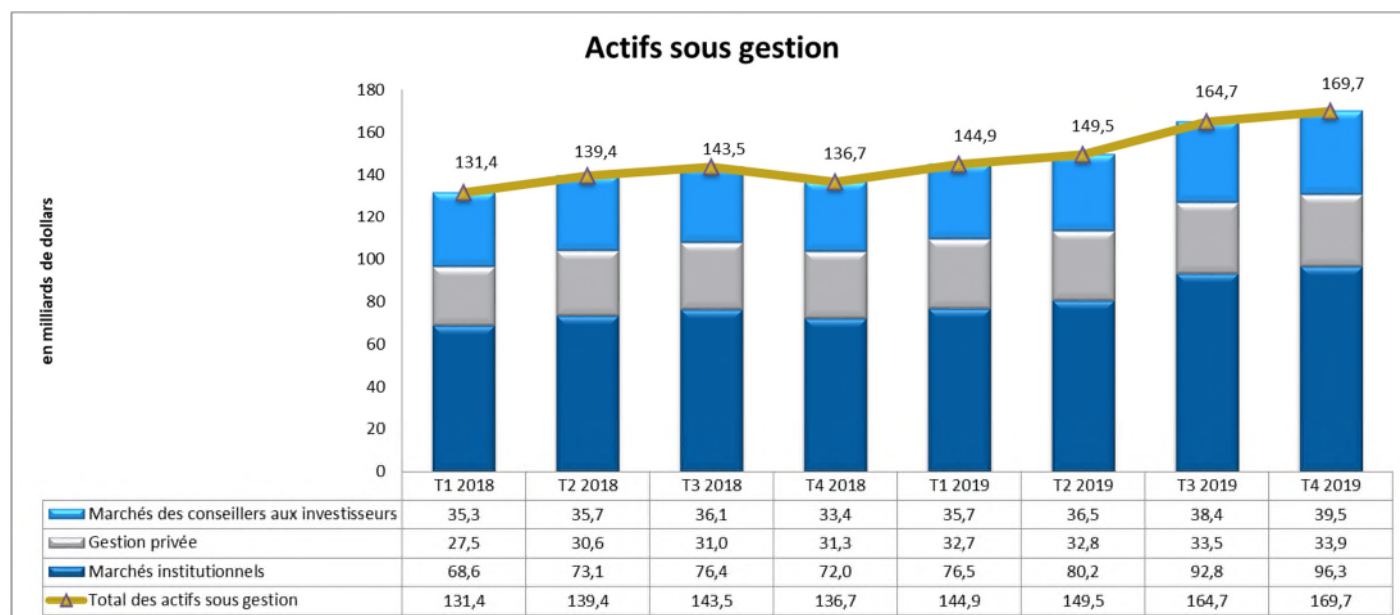
² Les actifs sous gestion des douze derniers mois représentent la moyenne des actifs sous gestion de clôture des quatre derniers trimestres.

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Faits saillants financiers

Tendances des actifs sous gestion et des produits

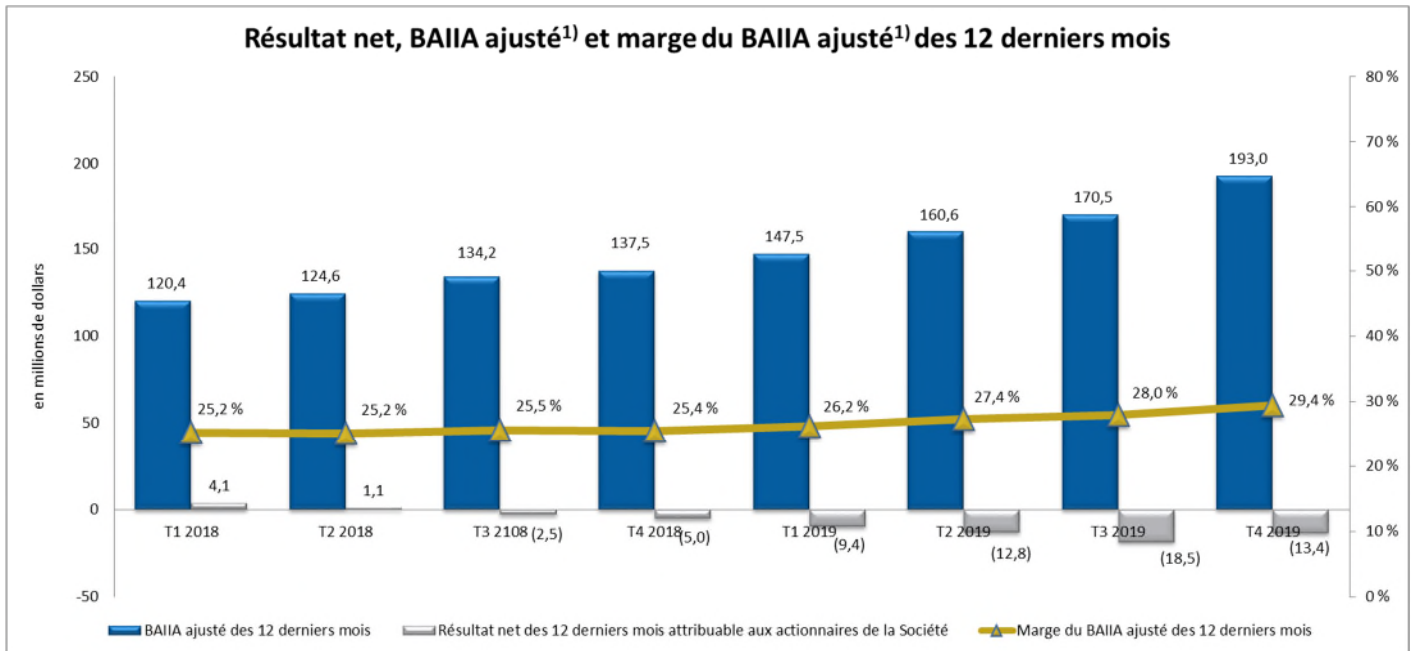
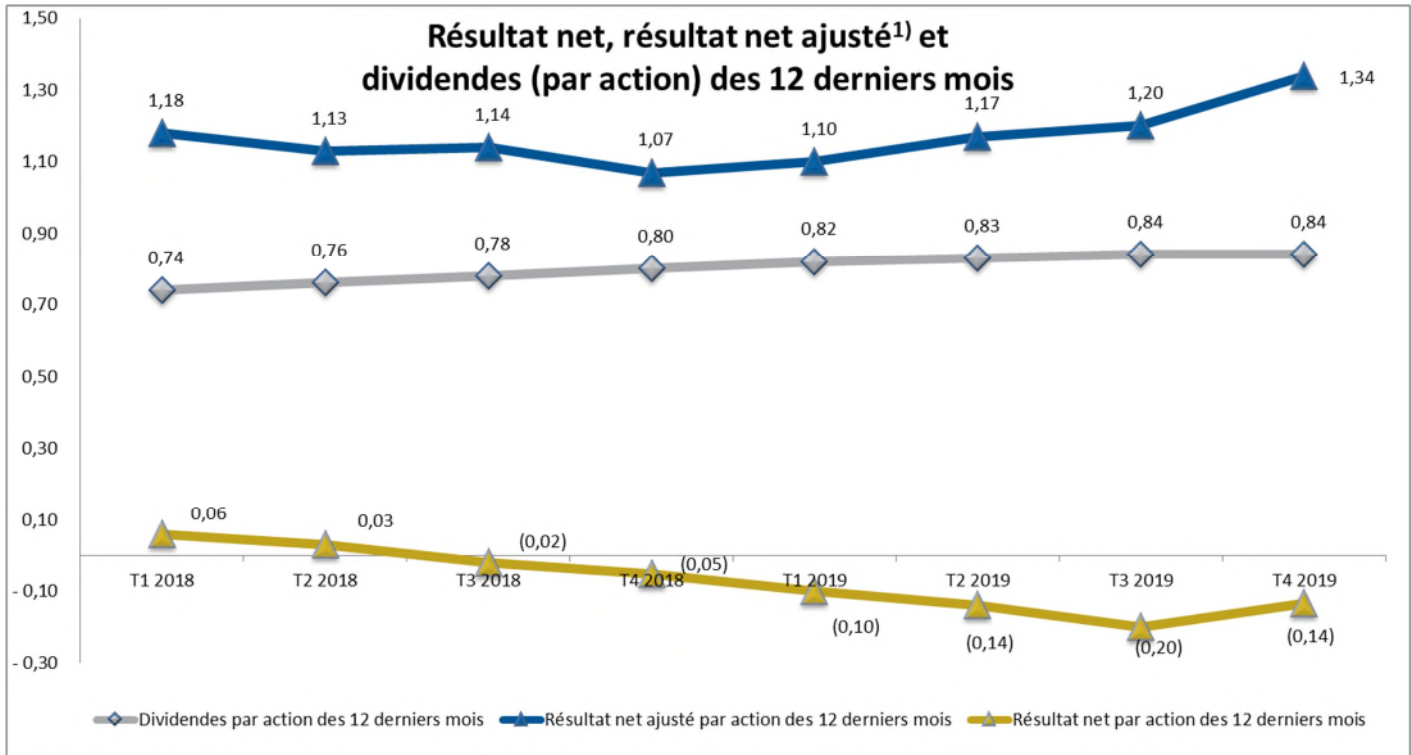
Les diagrammes ci-après illustrent les tendances en ce qui concerne les actifs sous gestion et les produits trimestriels et pour les 12 derniers mois, le résultat net par action pour les 12 derniers mois, le résultat ajusté par action¹ pour les 12 derniers mois et les dividendes pour les 12 derniers mois, le BAIIA ajusté¹ pour les 12 derniers mois et la marge du BAIIA ajusté¹ pour les 12 derniers mois.



Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

¹Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS*, à la page 35.

Faits saillants financiers



¹⁾Voir la rubrique Mesures non conformes aux IFRS, à la page 35.

Mode de présentation

La Société dresse ses états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS »).

Les méthodes appliquées dans les états financiers consolidés de la Société sont fondées sur les IFRS qui avaient été publiées et qui étaient en vigueur au 31 décembre 2019.

Les états financiers consolidés audités comprennent les comptes de Corporation Fiera Capital et de ses filiales. Les filiales sont des entités sur lesquelles la Société exerce un contrôle. La Société contrôle une entité émettrice lorsqu'elle est exposée ou qu'elle a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité émettrice et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient sur celle-ci. L'existence et l'effet des droits de vote potentiels qui sont actuellement exerçables ou convertibles sont pris en compte au moment d'évaluer si la Société contrôle ou non une autre entité. Les filiales sont consolidées à partir de la date à laquelle la Société en obtient le contrôle et sont déconsolidées à partir de la date à laquelle elle en perd le contrôle. Les transactions intersociétés ainsi que les soldes provenant de telles transactions avec les filiales et parmi celles-ci sont tous éliminés à la consolidation.

La participation ne donnant pas le contrôle dans le résultat net et les capitaux propres des filiales est présentée séparément dans les états consolidés de la situation financière, du résultat net, du résultat global et des variations des capitaux propres.

Les méthodes comptables des filiales sont modifiées, s'il y a lieu, avant que la Société acquière une entreprise afin d'en assurer la cohérence avec celles qu'elle a adoptées.

Après la date d'acquisition, la quote-part revenant à la Société du résultat net d'une coentreprise est comptabilisée dans les états consolidés du résultat net. Les fluctuations cumulatives postérieures à l'acquisition sont prises en compte dans la valeur comptable du placement.

À moins d'indication contraire, les montants sont présentés en dollars canadiens. Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis. Certaines données comparatives ont été reclassées pour être conformes avec la présentation de la période à l'étude.

La Société présente le résultat avant intérêts, impôts et amortissements (le « BAIIA »)¹, le BAIIA ajusté¹, le BAIIA ajusté par action¹, la marge du BAIIA ajusté¹, le résultat net ajusté¹ et le résultat net ajusté par action¹ comme principaux indicateurs de performance non conformes aux IFRS. Ces mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS et pourraient ne pas être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. La définition de ces mesures non conformes aux IFRS et le rapprochement avec les mesures conformes aux IFRS les plus comparables sont présentés à la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* du présent rapport de gestion.

¹ Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS*, à la page 35.

Déclarations prospectives

Le présent rapport de gestion contient des déclarations prospectives. Dans certains cas, les déclarations prospectives peuvent être identifiées par des termes tels que « pourrait », « fera », « devrait », « s'attend à », « anticipe », « croit », « estime », « prévoit », « potentiel », « continue », « cible », « entend » ou la forme négative de ces termes ou toute terminologie comparable. De par leur nature, les déclarations prospectives comportent de nombreux hypothèses, incertitudes et risques inhérents, tant généraux que particuliers, ainsi que le risque que les prévisions et autres déclarations prospectives se révèlent inexactes. La Société ne garantit donc pas que ses déclarations prospectives se réaliseront et elle conseille aux lecteurs de ne pas s'y fier indûment, puisque les résultats et faits réels pourraient différer sensiblement des estimations et intentions qui y sont exprimées en raison d'importants facteurs dont bon nombre sont indépendants de sa volonté. Ces facteurs comprennent, notamment, le rendement des placements de Fiera Capital, la capacité de Fiera Capital de maintenir sa clientèle existante et d'attirer de nouveaux clients, sa dépendance vis-à-vis de grands clients, sa capacité de recruter du personnel clé et de le conserver, sa capacité de réussir l'intégration des entreprises dont elle fait l'acquisition, la concurrence dans son secteur d'activité, sa capacité de gérer les conflits d'intérêts, la conjoncture économique défavorable au Canada et dans le reste du monde (notamment par suite de replis des marchés des capitaux), les fluctuations des taux d'intérêt et cours du change, les sanctions imposées par les autorités de réglementation ou le tort pouvant être fait à sa réputation par suite d'erreurs ou de l'inconduite de membres de son personnel, les risques liés aux questions réglementaires et aux litiges et la capacité de Fiera Capital de gérer ces risques, le manquement par des tiers à leurs obligations vis-à-vis de Fiera Capital et de ses sociétés affiliées, les actes de la nature et autres cas de force majeure, l'évolution des lois et règlements au Canada et ailleurs, notamment en matière de fiscalité, l'incidence et les conséquences de l'endettement de Fiera Capital, la dilution éventuelle du capital social et les autres facteurs décrits sous la rubrique *Facteurs de risque* du présent rapport de gestion ou dans d'autres documents déposés périodiquement par la Société auprès des autorités compétentes en valeurs mobilières. Ces déclarations prospectives sont faites en date du présent rapport de gestion, et la Société ne s'engage nullement à les actualiser ou à les réviser à la lumière de nouveaux événements ou circonstances, sauf dans la mesure prévue par les lois sur les valeurs mobilières.

Vue d'ensemble de la Société

Fiera Capital est une société de gestion de placement indépendante d'envergure mondiale dont l'actif sous gestion se chiffrait à plus de 169,7 milliards de dollars au 31 décembre 2019. La Société offre des solutions multi-actifs personnalisées tirant parti d'un vaste éventail de catégories d'actifs traditionnelles et alternatives. Nos stratégies s'adressent à une clientèle institutionnelle, de gestion privée et d'investisseurs individuels établie en Amérique du Nord, en Europe et dans les principaux marchés d'Asie. L'approche de la Société reposant sur sa présence internationale grandissante et sur son engagement à faire preuve de rigueur et d'esprit d'entreprise dans sa façon d'analyser les occasions d'affaires et son modèle intégré offrent aux clients à la fois l'envergure, les ressources et le rayonnement dignes d'un gestionnaire d'actifs mondial et l'approche axée sur le client caractérisant les petites firmes spécialisées.

La Société est engagée envers l'investissement responsable et adhère à son devoir d'agir avec professionnalisme, responsabilité et diligence dans l'intérêt supérieur de ses investisseurs et parties prenantes dans le but de créer une valeur durable à long terme. Par ailleurs, Fiera Capital est d'avis que les organisations qui comprennent et gèrent avec brio d'importants facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance, ainsi que les risques et opportunités connexes tendent à créer des actifs et des entreprises de plus grande qualité et, par conséquent, d'être mieux positionnés pour offrir une valeur durable à long terme. La Société est d'avis qu'il existe de nombreuses approches à la gestion des stocks, des obligations et des placements alternatifs.

Grâce à sa structure sous forme d'équipes autonomes, Fiera Capital est en mesure d'offrir un éventail diversifié de stratégies de placement à travers une multitude de catégories d'actifs et de primes de risque en utilisant une grande variété de styles de placement. La Société croit que cette approche souple permet à ses équipes d'investissement d'adopter des techniques d'intégration cadrant avec leur philosophie de placement.

Pour s'adapter à l'environnement des placements en constante évolution, les équipes de Fiera Capital collaborent et cherchent à tirer parti des offres les plus innovantes et diversifiées pour élaborer des stratégies qui répondent aux besoins de chaque client, où qu'il soit situé. La Société adhère aux normes les plus élevées en matière de gouvernance et de gestion des risques liés aux placements et mène ses activités avec transparence et intégrité pour créer de la valeur pour les clients et les actionnaires à long terme.

Fiera Capital gère également plusieurs fonds de placement. Ces fonds de placement sont des sociétés d'investissement à capital variable et à capital fixe, des fonds de placement non traditionnels, des sociétés en commandite ou d'autres fonds en gestion commune qui investissent dans une variété d'actifs. Jusqu'à la clôture de la transaction de Canoe le 22 février 2019, la Société gérait également les Fonds Fiera Capital et elle agit à l'heure actuelle à titre de conseiller secondaire pour certains de ces fonds communs.

Outre ses stratégies de placement traditionnelles, Fiera Capital a procédé à des acquisitions, a conclu des coentreprises et a développé des partenariats de manière à offrir à ses clients des stratégies de placement alternatives dans un éventail de secteurs et industries, dont les infrastructures, l'agriculture, l'immobilier, le capital-investissement et les prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux à court terme.

Vue d'ensemble

Évolution de la Société

Le diagramme suivant présente les initiatives clés, notamment la croissance interne et les acquisitions d'entreprises depuis la création de la Société en 2003.



Événements importants

- **Actifs sous gestion de 169,7 milliards de dollars au 31 décembre 2019, soit une hausse de 5,0 milliards de dollars ou 3 % par rapport au 30 septembre 2019.** La hausse survenue au cours du trimestre considéré est principalement attribuable à l'appréciation des marchés et aux nouveaux mandats, qui ont eu une incidence favorable sur les actifs sous gestion de 4,8 milliards de dollars et de 4,7 milliards de dollars, respectivement. Les nouveaux mandats obtenus au cours du trimestre considéré comprennent les nouveaux mandats remportés dans le secteur Actions mondiales en Europe et aux États-Unis qui ont contribué à hauteur de 2,8 milliards de dollars à la croissance des actifs sous gestion. Ces augmentations ont été en partie contrebalancées par des pertes de mandats et retraits nets de 3,1 milliards de dollars et par l'incidence défavorable de la fluctuation du taux de change de 1,4 milliard de dollars au cours du trimestre considéré.
- **Notation du MSCI en matière d'ESG relevée de « BBB » à « A ».** MSCI a souligné que Fiera Capital continue d'être au-devant de ses pairs en matière d'intégration des principes d'ESG à ses activités d'exploitation grâce à ses politiques d'investissement responsable, permettant ainsi une gestion efficace des risques et des occasions liés aux enjeux d'ESG. Le rapport de MSCI a également mis en lumière les améliorations de la Société qui a renforcé ses programmes de cybersécurité en fournissant de la formation à ses employés.

Revue des marchés – Quatrième trimestre de 2019

Au cours du dernier exercice, les investisseurs nerveux ont dû composer avec une tempête de manchettes à caractère géopolitique ayant entraîné des craintes de ralentissement mondial prononcé. Toutefois, les investisseurs ont enfin une raison de pousser un soupir de soulagement alors que deux principales sources d'incertitude politique se sont atténuées à la mi-décembre. Fait remarquable, les États-Unis et la Chine sont parvenus à s'entendre sur les détails d'un accord commercial de « phase 1 » évitant une nouvelle attaque sur le plan des tarifs et reculant légèrement sur certains droits de douane existants. Par ailleurs, de l'autre côté de l'Atlantique, la probabilité d'un Brexit chaotique a diminué après que le premier ministre Boris Johnson a obtenu une solide majorité conservatrice aux élections générales, ce qui a pavé la voie à une sortie sans heurt en 2020. Il s'agit là d'une bonne nouvelle, car les vents contraires ayant nui à la croissance et au sentiment de confiance tout au long de 2019 se sont transformés en force motrice alors que nous approchons du nouvel exercice. En effet, il semblerait que le pic de pessimisme quant à l'état de l'économie mondiale soit derrière nous, certains signes avant-coureurs laissant entendre que le pire pourrait enfin être passé. Bien que le consommateur ait été un élément essentiel de la solidité, l'amélioration des résultats du secteur manufacturier aux États-Unis, en Europe et en Chine a validé nos attentes quant à une réaccélération de la croissance mondiale faisant suite à plusieurs mois de craintes liées aux tensions commerciales, alors que le cessez-le-feu dans la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine laisse sous-entendre que les dommages additionnels à l'économie mondiale seront dorénavant limités. Enfin, les responsables politiques se sont avancés et ont affirmé leur soutien indéfectible, la pléthore d'efforts visant à favoriser la croissance des banques centrales et des gouvernements réussissant ultimement à revitaliser l'économie mondiale.

Les marchés boursiers mondiaux ont prospéré à la fin de l'exercice 2019 dans un contexte caractérisé par une diminution des tensions commerciales mondiales, la probabilité accrue d'un Brexit réalisé dans l'ordre et le soutien offert par de nombreuses banques centrales. Sur la scène régionale, les actions américaines ont atteint des sommets records, alors que les actions canadiennes ont emboîté le pas et ont clôturé l'exercice 2019 avec le meilleur rendement annuel de la dernière décennie. À l'étranger, les bourses internationales ont également affiché une hausse, les actions européennes connaissant leur meilleur rendement depuis 2009. Enfin, les instincts se sont éveillés et les investisseurs se sont ralliés vers les marchés émergents qui ont été les plus durement touchés par les craintes liées aux relations commerciales plus tôt au cours de l'exercice, les titres des marchés émergents montant en flèche pour atteindre leur plus haut niveau des dix-huit derniers mois.

Dans l'intervalle, les marchés des titres à revenu fixe ont inscrit des résultats négatifs au quatrième trimestre. Les courbes de taux ont connu une forte pentification, l'augmentation la plus marquée étant observée à l'extrémité à long terme de la courbe, alors que l'extrémité à court terme a légèrement augmenté étant donné que les investisseurs ont moins misé sur un assouplissement audacieux des banques centrales en réponse à l'amélioration du contexte macroéconomique. Parallèlement, les écarts sur titres de sociétés se sont rétrécis dans le sillage des incertitudes géopolitiques persistantes, les obligations de société affichant un rendement supérieur à celui des obligations des gouvernements à la clôture de 2019.

Perspectives économiques – En date du 17 mars 2020

Les marchés des capitaux ont été ébranlés par les derniers développements liés à la COVID-19, les investisseurs tentant de jauger la gravité de la pandémie rampante et de son incidence sur la croissance mondiale. Bien que la pandémie s'atténue tranquillement en Chine et que les entreprises reprennent graduellement leurs activités, la nouvelle de la propagation du virus mortel hors de la Chine alimente les craintes d'une pandémie plus vaste, poussant les investisseurs à réévaluer si la pandémie pourra être contenue en temps opportun.

Le coronavirus a fait son apparition à un moment auquel l'économie mondiale reprenait enfin du poil de la bête. Les données sur le secteur manufacturier mondial faisaient état d'un important regain à la fin de 2019 et au début de 2020, l'économie américaine tournait à plein régime, et l'économie chinoise mal en point présentait des signes très clairs de reprise au début de la nouvelle année. Autrement dit, le pire du ralentissement économique mondial imputable au secteur manufacturier était essentiellement chose du passé.

Sans l'ombre d'un doute, la pandémie pose d'importants risques baissiers à court terme en dépit des efforts déployés par la Chine pour contenir le virus. La reprise économique en Chine a subi un important revers et les données sur les activités se sont détériorées par suite des fermetures de manufactures, de la limitation des déplacements et du coup sévère porté au secteur des services reposant sur la demande des consommateurs. Et les dommages ne se limitent pas à la Chine; les multinationales se préparent à des interruptions de leurs chaînes d'approvisionnement et au choc que subira la demande émanant du deuxième plus important consommateur mondial. Qui plus est, le contexte économique actuel est inhabituellement sombre puisque la transmission du coronavirus a progressé à l'échelle mondiale. Bien que la situation en Chine soit prometteuse, là où des mesures de confinement très strictes semblent avoir eu raison de la propagation de la COVID-19, l'épicentre de la pandémie s'est maintenant déplacé vers l'Europe, où l'Italie est le premier pays à souffrir d'un nombre fort élevé de cas, ainsi que vers les États-Unis, où l'accélération de nouveaux cas se fait également sentir. Par conséquent, les gouvernements des pays développés mettent désormais en place des mesures draconiennes afin d'atténuer la propagation du coronavirus. Ces mesures comprennent la quarantaine de masses, l'annulation d'événements, la fermeture d'entreprises ainsi que des restrictions concernant les déplacements, mesures qui vont assurément rétrécir l'activité économique à court terme.

Nous continuons à suivre de près les derniers développements pour évaluer les répercussions de la pandémie à mesure que celle-ci progresse de façon virulente à l'échelle de la planète, ainsi que les coups soudains et sans précédent portés à l'activité économique mondiale. Comme en témoigne la situation en Asie, des sacrifices économiques énormes doivent être faits afin de s'assurer que l'on puisse contenir le virus. Nous assistons à cette même situation en Europe et en Amérique du Nord.

Prise dans son ensemble, la reprise de l'activité économique mondiale du début 2020 a été malmenée par les répercussions économiques du coronavirus. L'économie pourrait tomber en récession même si le ralentissement de la croissance s'avérera probablement temporaire et que le retour à la normale se fera plus tard au cours de l'année après avoir suivi des mesures de distanciation sociale drastiques. Lorsque la pandémie sera contenue, on devrait assister à une forte remontée à mesure que la demande latente sera libérée, ce qui pourrait être amplifié par les importantes mesures fiscales et monétaires de soutien en place. Comme il est difficile de prévoir la durée et l'ampleur de la pandémie, de nombreuses incertitudes perdurent à l'heure actuelle. Il va sans dire que les marchés des capitaux demeureront extrêmement fragiles jusqu'à ce que nous ayons une meilleure connaissance de la crise de la COVID-19, ce qui entraînera de la volatilité à court terme alors que les investisseurs évalueront le poids des divers développements liés à la pandémie.

Résultats

Les stratégies de la Société ont présenté un solide rendement global ces cinq dernières années et ce rendement s'est maintenu sur les douze derniers mois.

Stratégies à revenu fixe traditionnelles

Les stratégies à revenu fixe de la Société ont généré des résultats absolus positifs au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, la majorité de nos équipes Revenu fixe affichant généralement un rendement supérieur à celui de leur indice de référence respectif. Nos activités liées aux obligations municipales et nos stratégies axées sur le crédit ont particulièrement bien performé.

Stratégies fondées sur le financement privé

Les stratégies de la Société fondées sur le financement privé au Canada et dans les pays développés d'Asie ont continué d'afficher de solides rendements allant du haut de la fourchette à un chiffre au bas de la fourchette à deux chiffres.

Stratégies fondées sur l'immobilier

Les fonds Agriculture mondiale et Infrastructure ont affiché un rendement à la hauteur des attentes, présentant un rendement au haut de la fourchette à un chiffre et déployant du capital rapidement. Les fonds Immobilier canadien et britannique ont présenté des rendements attrayants. Les actifs immobiliers industriels et les actifs immobiliers de base canadiens sont très performants par rapport à leurs pairs depuis les cinq dernières années.

Stratégies fondées sur des actions

La plupart des stratégies fondées sur des actions de la Société ont affiché un rendement supérieur à celui de leur indice de référence au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019. Notre équipe Actions mondiales a encore une fois généré des résultats exceptionnels et présenté d'excellents antécédents sur les dix dernières années. Notre principale équipe Actions canadiennes a également de solides antécédents. Nos stratégies fondées sur des actions émergentes ont marqué une reprise rapide en 2019 après un exercice 2018 plus ardu.

Fonds de couverture

La plupart de nos stratégies de fonds de couverture ont généré des rendements positifs au cours des douze derniers mois.

Stratégies d'appréciation du capital non traditionnel

Les stratégies à valeur ajoutée en immobilier canadien, les stratégies à valeur ajoutée en immobilier britannique et le capital-investissement ont tous offert des résultats très intéressants aux clients à long terme, ainsi que pour les douze derniers mois.

Positionnement

Dans le contexte d'un environnement en constante évolution, notre gamme de stratégies de placement a été conçue pour répondre aux besoins de la plupart des investisseurs. Nous sommes d'avis que notre vaste gamme d'offres peut fournir les solutions nécessaires pour les régimes de retraite, les assureurs, les fonds de dotation et les fondations, ainsi que pour les particuliers fortunés. En outre, nous avons également élaboré un puissant cadre de gestion des risques pour les solutions pour catégories d'actifs multiples (« MACS ») afin d'orienter la prise de décisions.

Faits nouveaux

Nous avons déployé des efforts considérables pour maintenir et améliorer notre cadre de gestion des facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance selon une approche individualisée. Nous avons développé un solide cadre de placements à impact social dans le but de répondre aux besoins changeants des investisseurs.

Tableau 2 - Taux de rendement annualisés au 31 décembre 2019

Stratégies de placement	1 an			5 ans ou depuis la création* (si cette date est à l'intérieur des 5 dernières années)			Date de création	Indice de référence	Devise
	Rendement de la stratégie	Valeur ajoutée	Quartile	Rendement de la stratégie	Valeur ajoutée	Quartile			
Revenu fixe actif et stratégique									
Revenu fixe – Gestion intégrée crédit	8,49	0,43	Q2	4,09	0,32	Q2	1 ^{er} mars 2012	Indice obligataire universel de sociétés FTSE Canada	CAD
Revenu fixe – Gestion intégrée univers	7,43	0,56	Q2	3,69	0,52	Q2	1 ^{er} janv. 1993	Indice obligataire universel FTSE Canada	CAD
Revenu fixe – Gestion tactique univers	6,58	-0,29	Q3	3,22	0,04	Q3	1 ^{er} janv. 2000	Indice obligataire universel FTSE Canada	CAD
Obligations à haut rendement 1	14,04	1,03	Q1	5,48	0	Q2	1 ^{er} févr. 2002	85 % Merrill Lynch High Yield Corp B-BB couvert en \$ CA, 15 % Merrill Lynch High Yield Corp CCC couvert en \$ CA	CAD
Actions privilégiées opportunités	2,41	0,13	s. o.	3,42*	0,84*	s. o.	1 ^{er} août 2015	Indice échelonné SOLACTIVE actions privilégiées	CAD
Actions privilégiées – Gestion valeur relative	2,85	-0,63	s. o.	0,79	1,09	s. o.	1 ^{er} févr. 2004	Indice S&P/TSX d'actions privilégiées	CAD
Obligations infrastructure	13,86	0,34	s. o.	6,19	0,82	s. o.	1 ^{er} août 2019	Indice des obligations provinciales à long terme FTSE	CAD
Revenu fixe et stratégique – Gestion active univers	6,61	-0,26	Q3	4,15*	0,05*	Q3	1 ^{er} janv. 2018	Indice obligataire universel FTSE Canada	CAD
Revenu fixe et stratégique – Gestion stratégique univers	7,43	0,56	Q2	4,5*	0,4*	Q2	1 ^{er} janv. 2018	Indice obligataire universel FTSE Canada	CAD
Revenu fixe – Rendement global canadien	8,66	1,79	Q2	4,24	1,06	Q2	1 ^{er} févr. 2001	Indice FTSE CAN Overall Universe	CAD
Obligations à court terme	4,32	1,23	Q2	2,53	0,8	Q1	1 ^{er} oct. 2003	Indice FTSE CAN Overall Short Term	CAD
Tax Efficient Core Intermediaire (indice de référence principal)	5,61	-0,02	s. o.	2,53	-0,07	s. o.	31 mars 2007	Bloomberg Barclays 1-10 Year Municipal Index	USD
Tax Efficient Core Intermediaire (indice de référence secondaire)	5,61	0,69	s. o.	2,53	0,37	s. o.	31 mars 2007	Bloomberg Barclays 1-10 Year AA+ Municipal Index	USD
Tax Efficient Core Plus	6,59	0,96	s. o.	3,13	0,52	s. o.	31 déc. 2012	Bloomberg Barclays 1-10 Year Municipal Index	USD
High Grade Core Intermediaire (indice de référence principal)	6,50	-0,17	s. o.	2,64	0,44	s. o.	31 déc. 2004	Bloomberg Barclays Intermediate Aggregate Index	USD
High Grade Core Intermediaire (indice de référence secondaire)	6,50	0,05	s. o.	2,64	0,25	s. o.	1 ^{er} janv. 2005	Bloomberg Barclays Intermediate Aggregate Ex CMBS/ABS/BBB Index	USD
Équilibré									
Fonds équilibré « Core » 2	17,73	2,09	Q1	7,99	1,46	Q1	1 ^{er} sept. 1984	Indice de référence – équilibré « Core »	CAD
Fonds équilibré intégré 3	18,04	2,17	Q1	8,11	1,63	Q1	1 ^{er} avr. 2013	Indice de référence – équilibré intégré	CAD
Actions									
Actions canadiennes	23,55	0,68	Q2	9,49	3,21	Q1	1 ^{er} janv. 2013	Indice composé S&P/TSX	CAD
Actions canadiennes – « Core »	23,49	0,62	Q2	6,96	0,68	Q3	1 ^{er} janv. 1992	Indice composé S&P/TSX	CAD
Actions canadiennes – Petite capitalisation « Core »	28,52	12,68	Q1	5,68	2,5	Q2	1 ^{er} janv. 1987	Indice des titres à petite capitalisation S&P/TSX	CAD
Actions canadiennes – Petite capitalisation	20,90	5,06	Q3	3,09	-0,08	Q4	1 ^{er} janv. 1989	Indice des titres à petite capitalisation S&P/TSX	CAD
Actions américaines	28,09	3,25	Q1	16,88	2,63	Q1	1 ^{er} avr. 2009	Indice S&P 500 (\$ CA)	CAD
Actions internationales	25,74	9,89	Q1	13,36	5,28	Q1	1 ^{er} janv. 2010	Indice MSCI EAO net (\$ CA)	CAD
Actions mondiales	27,77	6,56	Q1	15,87	4,64	Q1	1 ^{er} oct. 2009	Indice MSCI Monde net (\$ CA)	CAD
CGOV à actions totales	18,21	-3,40	Q3	9,84	0,02	Q4	1 ^{er} avril 1999	65 % Indice MSCI Monde/ 35 % Indice composé S&P/TSX	CAD
Apex Large Cap Growth	36,26	-0,13	Q2	14,71	0,08	Q2	1 ^{er} avril 2007	Russell 1000 Growth	USD
Apex Mid Cap Growth	26,49	-8,98	Q4	15,58	3,98	Q1	1 ^{er} mai 2008	Russell MidCap Growth	USD
Apex Smid Growth	32,55	-0,08	Q2	9,63	-1,20	Q3	1 ^{er} janv. 1990	Russell 2500 Growth	USD
Apex Small Cap Growth	36,64	8,21	Q1	7,61	-1,70	Q4	1 ^{er} janv. 2006	Russell 2000 Growth	USD
Emerging Markets Select	23,45	5,03	Q1	5,95	0,34	Q3	14 déc. 2011	Indice MSCI Marchés émergents NR (\$ US)	USD
Emerging Markets Core Growth	22,45	4,01	Q2	7,03	1,42	Q1	1 ^{er} août 2003	Indice MSCI Marchés émergents	USD
Emerging Markets Growth & Income	21,92	3,49	Q2	5,79	0,18	Q3	1 ^{er} juill. 2010	Indice MSCI Marchés émergents	USD
Frontier Markets	17,90	-0,09	Q1	10,90	8,20	Q1	1 ^{er} juill. 2010	Indice MSCI Marchés frontaliers	USD
Fonds de couverture – Stratégies liquides									
Fonds – Marché neutre nord-américain	4,56	–	s. o.	2,87	–	s. o.	1 ^{er} oct. 2007	Rendement absolu	CAD
Fonds – Actions « Long/Short »	9,78	–	s. o.	4,78	–	s. o.	1 ^{er} août 2010	Rendement absolu	CAD
Fonds – Multi-stratégies – Revenu	5,92	–	s. o.	4,23	–	s. o.	1 ^{er} nov. 2009	Rendement absolu	CAD
Charlemagne OCCO Eastern European Fund	7,02	–	s. o.	6,84	–	s. o.	1 ^{er} janv. 2002	Rendement absolu	USD
OAKS Emerging & Frontier Opportunities Fund	12,97	–	Q2	7,52	–	Q1	1 ^{er} déc. 2009	Rendement absolu	USD

Notes :

1. L'indice de référence mixte à haut rendement est composé à 85 % de l'indice Merrill Lynch US High Yield Cash Pay BB-B (couvert en \$ CA) et à 15 % de l'indice Merrill Lynch High Yield Cash Pay C (couvert en \$ CA).
2. L'indice de référence – équilibré « Core » est composé à 5 % de l'indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE TMX, à 35 % de l'indice obligataire universel FTSE TMX, à 32,5 % de l'indice composé S&P/TSX et à 27,5 % de l'indice MSCI Monde ex-Canada net.
3. L'indice de référence – équilibré intégré est composé à 2 % de l'indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE TMX, à 36 % de l'indice obligataire universel FTSE TMX, à 35 % de l'indice composé S&P/TSX et à 27 % de l'indice MSCI Monde Tous Pays Net.

Renseignements importants :

- Tous les rendements sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire.
- Tous les rendements présentés ci-dessus sont annualisés.
- Tous les rendements, sauf ceux liés aux stratégies liquides des fonds de couverture, sont présentés avant déduction des honoraires de gestion, des frais de garde et des retenues fiscales, mais après déduction des coûts de transaction.
- Les rendements des stratégies liquides des fonds de couverture sont présentés déduction faite des honoraires de gestion, des frais de garde, des honoraires de performance et des retenues fiscales.
- Les rendements présentés présument le réinvestissement de tous les dividendes.
- Les rendements présentés de chacune des stratégies, excepté ceux des stratégies non traditionnelles, témoignent des rendements d'un ensemble de portefeuilles discrétionnaires.
- Chaque stratégie présentée se rapporte à un portefeuille discrétionnaire unique ou bien à un groupe de portefeuilles discrétionnaires qui, collectivement, représentent une stratégie de placement unique ou un ensemble.
- La date de création représente la date la plus ancienne à laquelle un portefeuille discrétionnaire d'une stratégie donnée est entré en activité.
- Les fonds composés et les fonds en gestion commune ci-dessus ont été sélectionnés à partir des principales stratégies de placement de la Société; les actifs sous gestion représentent le montant total géré pour chaque catégorie d'actifs.
- Les classements par quartile sont fournis par eVestment.
- Les normes GIPS sur les indices composés sont fournies sur demande.

Tableau 2 - Taux de rendement annualisés au 31 décembre 2019 (suite)

Stratégies de placement	1 an			5 ans ou depuis la création* (si cette date est à l'intérieur des 5 dernières années)			Date de création	Indice de référence	Devise
	Rendement de la stratégie	Valeur ajoutée	Quartile	Rendement de la stratégie	Valeur ajoutée	Quartile			
Financement privé									
Fonds – Financement diversifié	7,86	–	s. o.	6,75	–	s. o.	1 ^{er} avr. 2008	Rendement absolu	CAD
Global Diversified Lending Master Fund, L.P.	9,34	–	s. o.	9,47	–	s. o.	1 ^{er} juin 2018	Rendement absolu	CAD
Fiera FP Real Estate Financing Fund, L.P.	7,58	–	s. o.	7,05	–	s. o.	22 nov. 2006	Rendement absolu	CAD
Fiera FP Business Financing Fund, L.P.	7,83	–	s. o.	9,39	–	s. o.	6 nov. 2013	Rendement absolu	CAD
Fiera Private Debt Fund V	7,11	–	s. o.	5,52	–	s. o.	1 ^{er} avr. 2016	Rendement absolu	CAD
Fiera Infrastructure Debt Fund LP	3,08	–	s. o.	5,37	–	s. o.	1 ^{er} févr. 2017	Rendement absolu	CAD
Crédit - Asie									
Clearwater Capital Partners Fund V ¹	s. o.	–	s. o.	8,62	–	s. o.	1 ^{er} févr. 2017	Rendement absolu	USD
Clearwater Capital Direct Lending Opportunities Fund, L.P.	12,52	–	s. o.	11,85	–	s. o.	1 ^{er} août 2018	Rendement absolu	USD
Clearwater Capital Yield Fund, L.P. ¹	s. o.	–	s. o.	17,11	–	s. o.	1 ^{er} nov. 2018	Rendement absolu	USD
Immobilier									
Fiera Real Estate CORE Fund L.P.	8,57	–	s. o.	7,98	–	s. o.	1 ^{er} avril 2013	Rendement absolu	CAD
Fiera Real Estate Small Cap Industrial Fund L.P.	13,21	–	s. o.	12,24	–	s. o.	1 ^{er} févr. 2014	Rendement absolu	CAD
Palmer Capital Development Fund III, L.P. ²	s. o.	–	s. o.	12,10	–	s. o.	1 ^{er} juin 2014	Rendement absolu	GBP
Fiera Real Estate Long Income Fund (U.K.), L.P.	1,86	–	s. o.	6,74	–	s. o.	1 ^{er} août 2009	Rendement absolu	GBP
Fiera FP Mezzanine Financing Fund, L.P.	10,75	–	s. o.	10,96	–	s. o.	21 juill. 2015	Rendement absolu	CAD
Fonds Fiera Immobilier d'hypothèques « Core »	4,91	–	s. o.	5,56	–	s. o.	1 ^{er} déc. 2017	Rendement absolu	CAD
Infrastructure									
EagleCrest Portfolio Holdings LP ¹	12,74	–	s. o.	10,96	–	s. o.	1 ^{er} janv. 2016	Rendement absolu	CAD
Placements privés									
Glacier Global Private Equity Fund I L.P. ³	18,80	–	s. o.	18,00	–	s. o.	1 ^{er} sept. 2018	Rendement absolu	CAD
Agriculture									
Global Agriculture Open-End Fund L.P. ³	8,20	–	s. o.	8,30	–	s. o.	1 ^{er} juill. 2017	Rendement absolu	CAD

Notes :

1. Taux de rendement interne, avant déduction des honoraires de gestion, honoraires de performance, charges d'exploitation du fonds et, selon le cas, ajusté pour tenir compte de la fluctuation du change
2. Taux de rendement interne, déduction faite des honoraires de gestion, honoraires de performance, et charges d'exploitation du fonds
3. Taux de rendement interne, avant déduction des honoraires de gestion et honoraires de performance, mais déduction faite des charges d'exploitation du fonds
 - Tous les rendements présentés ci-haut sont pondérés en fonction du temps, à moins d'indication contraire.
 - Les stratégies de placement privé alternatives sont présentées déduction faite des honoraires de gestion, des honoraires de performance et des charges d'exploitation du fonds, à moins d'indication contraire.

Résultats financiers

Tableau 3 – États consolidés du résultat net pour les trimestres clos les 31 décembre 2019 et 2018 et le 30 septembre 2019

ÉTATS DU RÉSULTAT NET (en milliers de dollars, sauf les données par action)	TRIMESTRES CLOS			VARIATION	
	LE 31 DÉCEMBRE 2019	LE 30 SEPTEMBRE 2019	LE 31 DÉCEMBRE 2018	POS (NÉG) D'UN TRIMESTRE À L'AUTRE ²⁾	POS (NÉG) D'UN EXERCICE À L'AUTRE ²⁾
Produits					
Honoraires de gestion	155 304	150 316	128 561	4 988	26 743
Honoraires de performance – actifs traditionnels	16 139	1 354	8 309	14 785	7 830
Honoraires de performance – actifs non traditionnels	13 779	210	9 498	13 569	4 281
Quote-part du résultat des coentreprises et entreprises associées	6 047	–	–	6 047	6 047
Autres revenus	13 257	8 076	10 595	5 181	2 662
	204 526	159 956	156 963	44 570	47 563
Charges					
Frais de vente et charges générales et administratives	147 876	116 905	122 440	(30 971)	(25 436)
Frais des gestionnaires externes	1 804	1 849	560	45	(1 244)
Amortissement des immobilisations incorporelles	14 412	13 525	12 468	(887)	(1 944)
Amortissement des immobilisations corporelles	1 504	1 403	1 179	(101)	(325)
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	5 412	4 892	–	(520)	(5 412)
Coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts	6 812	3 577	3 399	(3 235)	(3 413)
Frais d'acquisition	(391)	2 306	2 966	2 697	3 357
(Profit) perte réalisé(e) et non réalisé(e) sur placements	(550)	140	(171)	690	379
(Profit) perte sur la modification de contrats de location et autres	–	(114)	–	(114)	–
(Profit) perte sur disposition d'immobilisations corporelles	121	(199)	55	(320)	(66)
(Profit) perte sur disposition d'immobilisations incorporelles	–	–	26	–	26
Intérêts sur les obligations locatives	1 425	1 393	–	(32)	(1 425)
Intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières	8 870	8 865	10 147	(5)	1 277
Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat	8 052	8 801	8 332	749	280
Réévaluation des passifs au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur	336	317	–	(19)	(336)
Réévaluation des actifs détenus en vue de la vente	–	–	191	–	191
Total des charges	195 683	163 660	161 592	(32 023)	(34 091)
Résultat avant l'impôt sur le résultat	8 843	(3 704)	(4 629)	12 547	13 472
Charge d'impôt sur le résultat	3 589	889	(3 056)	(2 700)	(6 645)
Résultat net	5 254	(4 593)	(1 573)	9 847	6 827
Attribuable :					
Aux actionnaires de la Société	3 387	(4 740)	(1 709)	8 127	5 096
À la participation ne donnant pas le contrôle	1 867	147	136	1 720	1 731
Résultat net	5 254	(4 593)	(1 573)	9 847	6 827
PAR ACTION (DE BASE)					
BAIIA ajusté ¹⁾	0,61	0,46	0,41	0,15	0,20
Résultat net	0,03	(0,05)	(0,02)	0,08	0,05
Résultat net ajusté ¹⁾	0,42	0,32	0,29	0,10	0,13
PAR ACTION (DILUÉ)					
BAIIA ajusté ¹⁾	0,60	0,46	0,41	0,14	0,19
Résultat net	0,03	(0,05)	(0,02)	0,08	0,05
Résultat net ajusté ¹⁾	0,41	0,32	0,29	0,09	0,12

¹ Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* et le tableau de rapprochement connexe, à la page 35. Les résultats des trimestres de 2019 comprennent l'incidence de l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location*. Cette application est analysée à la note 3 des états financiers consolidés audités. Comme le permet l'IFRS 16, *Contrats de location*, les données comparatives n'ont pas été retraitées et pourraient ne pas être comparables.

² POS : positive; NÉG : négative. Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Résultats financiers

Tableau 4 – États consolidés du résultat net pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

ÉTATS DU RÉSULTAT NET (en milliers de dollars, sauf les données par action)	EXERCICES CLOS		VARIATION
	LE 31 DÉCEMBRE 2019	LE 31 DÉCEMBRE 2018	POS (NÉG) D'UN EXERCICE À L'AUTRE ²⁾
Produits			
Honoraires de gestion	570 256	485 624	84 632
Honoraires de performance – actifs traditionnels	20 246	13 680	6 566
Honoraires de performance – actifs non traditionnels	14 397	9 422	4 975
Quote-part du résultat des coentreprises et entreprises associées	6 047	–	6 047
Autres revenus	46 224	31 559	14 665
	657 170	540 285	116 885
Charges			
Frais de vente et charges générales et administratives	484 397	425 924	(58 473)
Frais des gestionnaires externes	4 084	1 845	(2 239)
Amortissement des immobilisations incorporelles	52 975	44 813	(8 162)
Amortissement des immobilisations corporelles	5 207	4 235	(972)
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	19 923	–	(19 923)
Coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts	14 539	7 586	(6 953)
Frais d'acquisition	10 292	11 086	794
(Profit) perte réalisé(e) et non réalisé(e) sur placements	(856)	(145)	711
(Profit) perte sur la modification de contrats de location et autres	(114)	–	114
Perte sur disposition d'actifs, d'immobilisations incorporelles et d'immobilisations corporelles	222	82	(140)
Intérêts sur les obligations locatives	5 390	–	(5 390)
Intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières	31 841	25 355	(6 486)
Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat	29 980	24 497	(5 483)
Réévaluation des passifs au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur	1 003	–	(1 003)
Réévaluation des actifs détenus en vue de la vente	(699)	191	890
Total des charges	658 184	545 469	(112 715)
Résultat avant l'impôt sur le résultat	(1 014)	(5 184)	4 170
Charge d'impôt sur le résultat	9 692	(429)	(10 121)
Résultat net	(10 706)	(4 755)	(5 951)
Attribuable :			
Aux actionnaires de la Société	(13 419)	(5 013)	(8 406)
À la participation ne donnant pas le contrôle	2 713	258	2 455
Résultat net	(10 706)	(4 755)	(5 951)
PAR ACTION (DE BASE)			
BAIIA ajusté ¹⁾	1,95	1,45	0,50
Résultat net	(0,14)	(0,05)	(0,09)
Résultat net ajusté ¹⁾	1,34	1,07	0,27
PAR ACTION (DILUÉ)			
BAIIA ajusté ¹⁾	1,95	1,45	0,50
Résultat net	(0,14)	(0,05)	(0,09)
Résultat net ajusté ¹⁾	1,34	1,07	0,27

¹ Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* et le tableau de rapprochement connexe, à la page 35. Les résultats de la période considérée comprennent l'incidence de l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location*. Cette application est analysée à la note 3 des états financiers consolidés audités. Comme le permet l'IFRS 16, *Contrats de location*, les données comparatives n'ont pas été retraitées et pourraient ne pas être comparables.

² POS : positive; NÉG : négative.

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Résultats financiers

Tableau 5 – Données choisies des états consolidés de la situation financière (en milliers de dollars)

	AU 31 DÉCEMBRE 2019	AU 31 DÉCEMBRE 2018
Trésorerie et équivalents de trésorerie, trésorerie soumise à des restrictions et placements	107 024	58 335
Créances clients et autres débiteurs	177 013	148 459
Autres actifs courants	16 753	50 654
Total des actifs courants	300 790	257 448
Goodwill	687 899	631 699
Immobilisations incorporelles	516 880	529 062
Actifs au titre de droits d'utilisation	123 392	–
Autres actifs non courants	77 931	42 398
Total des actifs	1 706 892	1 460 607
Créditeurs et charges à payer	207 447	144 059
Autres passifs courants	63 245	46 260
Total des passifs courants	270 692	190 319
Dette à long terme	446 699	421 139
Obligations locatives	129 228	–
Dette convertible	185 793	79 008
Obligations au titre du prix d'achat	90 732	98 221
Passifs au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur	13 997	–
Impôt sur le résultat différé	14 041	12 489
Autres passifs non courants	11 874	25 705
Total des passifs	1 163 056	826 881
Capitaux propres		
Attribuables aux actionnaires de la Société	542 811	632 958
Attribuables à la participation ne donnant pas le contrôle	1 025	768
	543 836	633 726
Total des passifs et des capitaux propres	1 706 892	1 460 607

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Résultats d'exploitation et performance globale – actifs sous gestion et produits

Actifs sous gestion

Fiera Capital tire ses produits principalement des actifs sous gestion. Ses produits sont, pour la plupart, calculés en pourcentage des actifs sous gestion de la Société. La variation des actifs sous gestion de Fiera Capital est fonction i) du montant des nouveaux mandats (« nouveaux »); ii) du montant des retraits (« perdus »); iii) du montant des dépôts et retraits des clients existants (« contributions nettes »); iv) de l'appréciation ou de la dépréciation de la valeur de marché des actifs détenus dans le portefeuille de placements (« marché ») et v) des acquisitions d'entreprises (« acquisitions ») ou des cessions d'entreprise (« cessions »). En termes simples, la « variation nette » correspond à la somme des nouveaux mandats, des mandats perdus, des contributions nettes, de la variation des valeurs de marché et de l'incidence des fluctuations des taux de change. De plus, les actifs sous gestion moyens d'une période donnée correspondent à la moyenne de la valeur de clôture des actifs sous gestion des mois compris dans la période.

Il y a lieu de consulter la note 4 des états financiers consolidés audités des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018 pour de l'information sur les regroupements d'entreprises et les autres transactions réalisés par Fiera Capital. Il convient d'en faire la lecture conjointement à l'analyse qui suit. Il convient également de se reporter au diagramme sur l'évolution de la Société, à la page 9, pour connaître les détails et le calendrier des acquisitions et des autres transactions commerciales.

Les tableaux 6, 7 et 8 ci-après résument les variations des actifs sous gestion de la Société.

Tableau 6 – Actifs sous gestion¹ (en millions de dollars)

	TRIMESTRES CLOS		
	LE 31 DÉCEMBRE 2019	LE 30 SEPTEMBRE 2019	LE 31 DÉCEMBRE 2018
Actifs sous gestion à l'ouverture de la période	164 664	149 531	143 475
Variation nette	5 007	123	(6 800)
Acquisitions	–	15 010	–
Actifs sous gestion à la clôture de la période	169 671	164 664	136 675
Actifs sous gestion moyens	167 993	161 223	137 995

¹ Les actifs sous gestion tiennent compte de l'incidence du change.

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Tableau 7 – Actifs sous gestion par catégories de clientèle – Variation d'un trimestre à l'autre (en millions de dollars)

	30 SEPTEMBRE 2019	NOUVEAUX	PERDUS	CONTRIBUTIONS NETTES	MARCHÉ	INCIDENCE DU CHANGE	ACQUISITIONS/AJUSTEMENTS	31 DÉCEMBRE 2019
Marchés institutionnels	92 826	3 629	(2 010)	(25)	1 881	(595)	592	96 298
Gestion privée	33 446	551	(314)	(248)	947	(544)	–	33 838
Marché des conseillers aux investisseurs	38 392	538	(323)	(194)	1 942	(228)	(592)	39 535
Actifs sous gestion à la clôture de la période	164 664	4 718	(2 647)	(467)	4 770	(1 367)	–	169 671

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Variations trimestrielles

Le total des actifs sous gestion a augmenté de 5,0 milliards de dollars, ou 3 %, pour s'établir à 169,7 milliards de dollars au 31 décembre 2019, contre 164,7 milliards de dollars au 30 septembre 2019. Cette hausse s'explique principalement par les nouveaux mandats de 4,7 milliards de dollars gagnés au cours de la période principalement en Europe et aux États-Unis, combinés à l'appréciation des marchés de 4,8 milliards de dollars. Ces hausses des actifs sous gestion ont été en partie contrebalancées par des mandats perdus de 2,6 milliards de dollars et par des contributions nettes négatives de 0,5 milliard de dollars au cours du quatrième trimestre de 2019. Enfin, au cours du quatrième trimestre de 2019, la fluctuation du change a eu une incidence défavorable d'environ 1,4 milliard de dollars sur les actifs sous gestion de la Société.

Les actifs sous gestion gérés au nom de la clientèle du secteur des Marchés institutionnels ont augmenté de 3,5 milliards de dollars, ou 4 %, pour s'établir à 96,3 milliards de dollars au 31 décembre 2019, contre 92,8 milliards de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2019. Cette augmentation est essentiellement attribuable à de nouveaux mandats et à des dépôts de 3,6 milliards de dollars gérés essentiellement au nom des clients en Europe et aux États-Unis, ainsi qu'à l'appréciation des marchés de 1,9 milliard de dollars. La hausse des actifs sous gestion est contrebalancée en partie par les mandats perdus de 2,0 milliards de dollars au cours du trimestre en raison principalement de clients qui ont consolidé leurs fournisseurs de services de placement à l'échelle mondiale, poursuivant leur stratégie d'atténuation des risques et rapatriant la gestion de leurs mandats à l'interne. Enfin, les fluctuations du change ont eu une incidence défavorable d'environ 0,6 milliard de dollars sur les actifs sous gestion de la Société pour le trimestre clos le 31 décembre 2019.

Les actifs sous gestion de la clientèle de la Gestion privée ont enregistré une hausse de 0,4 milliard de dollars, ou 1,2 %, pour atteindre 33,9 milliards de dollars au 31 décembre 2019, contre 33,5 milliards de dollars au trimestre précédent clos le 30 septembre 2019. Cette hausse est avant tout attribuable aux nouveaux mandats de 0,6 milliard de dollars découlant principalement des activités au Canada et à l'appréciation des marchés de 0,9 milliard de dollars partiellement contrebalancée par des mandats de 0,3 milliard de dollars au cours de la période. Enfin, la fluctuation du change a eu une incidence défavorable d'environ 0,5 milliard de dollars sur les actifs sous gestion de la Société au cours du trimestre clos le 31 décembre 2019.

Les actifs sous gestion de la clientèle du Marché des conseillers aux investisseurs ont affiché une hausse de 1,1 milliard de dollars, ou 3 %, pour s'établir à 39,5 milliards de dollars au 31 décembre 2019, contre 38,4 milliards de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 septembre 2019. Cette augmentation est principalement attribuable à l'appréciation des marchés de 1,9 milliard de dollars combinée aux nouveaux mandats de 0,5 milliard de dollars remportés au cours du trimestre, essentiellement en Europe. La hausse des actifs sous gestion a été en partie contrebalancée par les mandats perdus de 0,3 milliard de dollars principalement en raison de clients qui ont adopté des stratégies d'atténuation des risques ainsi que par la contribution nette négative de 0,2 milliard de dollars au cours de la période. Enfin, la fluctuation du change a eu une incidence défavorable d'environ 0,2 milliard de dollars sur les actifs sous gestion de la Société au cours du trimestre clos le 31 décembre 2019.

Résultats d'exploitation et performance globale – actifs sous gestion et produits

Tableau 8 – Actifs sous gestion par catégories de clientèle – Variations depuis l'ouverture de l'exercice (en millions de dollars)

	31 DÉCEMBRE 2018	NOUVEAUX	PERDUS	CONTRIBUTIONS NETTES	MARCHÉ	INCIDENCE DU CHANGE	ACQUISITIONS/AJUSTEMENTS	31 DÉCEMBRE 2019
Marchés institutionnels	71 958	8 847	(7 216)	(1 333)	10 896	(1 363)	14 509	96 298
Gestion privée	31 317	2 296	(1 191)	(354)	3 201	(1 453)	22	33 838
Marché des conseillers aux investisseurs	33 400	1 362	(1 465)	(116)	5 648	(510)	1 216	39 535
Actifs sous gestion à la clôture de la période	136 675	12 505	(9 872)	(1 803)	19 745	(3 326)	15 747	169 671

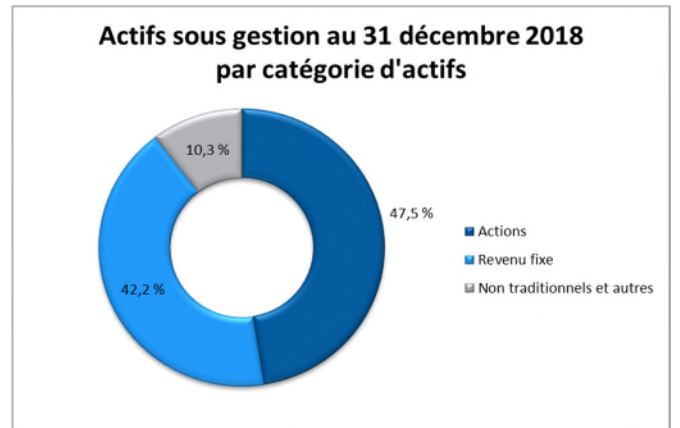
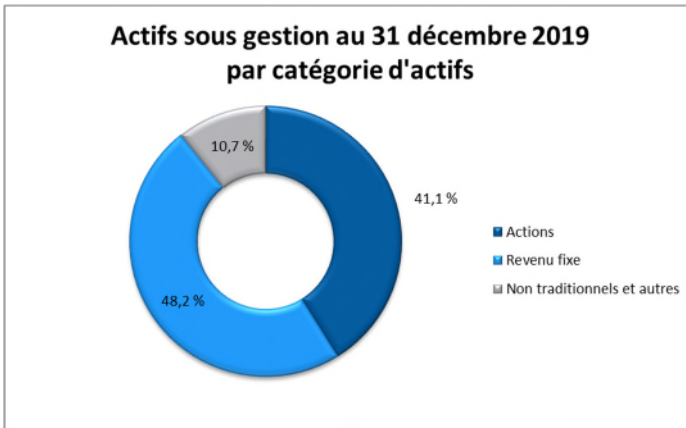
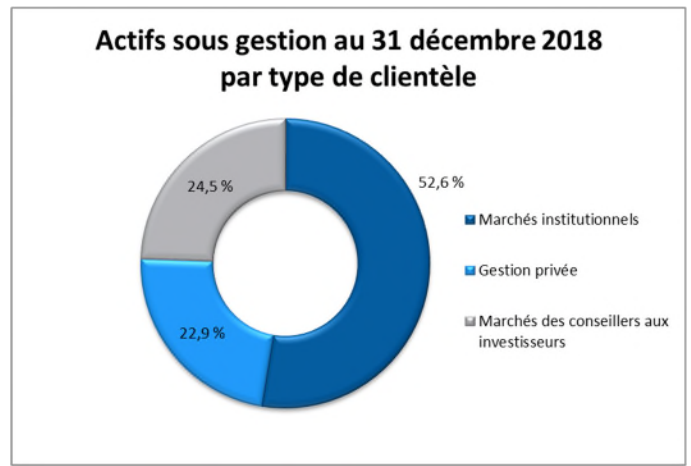
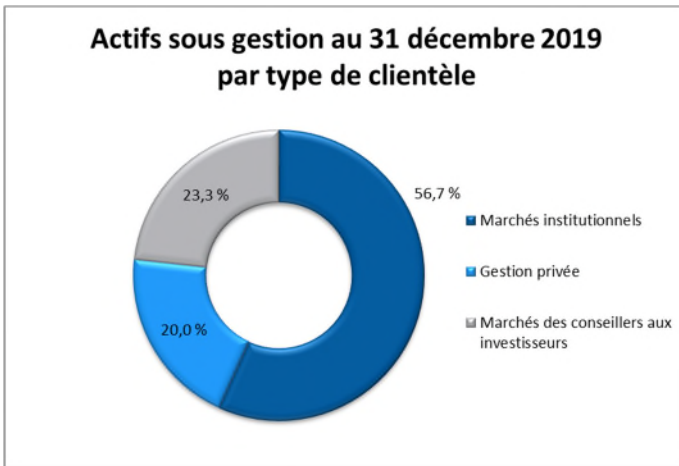
Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Variations depuis l'ouverture de l'exercice

Le total des actifs sous gestion a augmenté de 33,0 milliards de dollars, ou 24 %, pour s'établir à 169,7 milliards de dollars au 31 décembre 2019, contre 136,7 milliards de dollars au 31 décembre 2018. Cette augmentation s'explique principalement par l'appréciation des marchés de 19,7 milliards de dollars combinée aux acquisitions de Palmer Capital, IAM et Foresters et par la création de Fiera Investissements par suite de l'acquisition de Natixis Canada, portant les actifs sous gestion à 15,7 milliards de dollars et par de nouveaux mandats de 12,5 milliards de dollars au cours de la période, principalement dans les secteurs Marchés institutionnels et Gestion privée. Ces augmentations des actifs sous gestion ont été contrebalancées en partie par des mandats perdus de 9,9 milliards de dollars en raison de clients qui ont consolidé leurs fournisseurs de services de placement ou ont opté pour d'autres catégories d'actifs et par la contribution nette négative de 1,8 milliard de dollars. La fluctuation du change a eu une incidence défavorable d'environ 3,3 milliards de dollars sur les actifs sous gestion de la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Résultats d'exploitation et performance globale – actifs sous gestion et produits

Les graphiques ci-après illustrent la ventilation des actifs sous gestion de la Société par catégories de clientèle et par catégories d'actifs au 31 décembre 2019 et au 31 décembre 2018, respectivement.



Résultats d'exploitation et performance globale – actifs sous gestion et produits

Produits

Les produits de la Société sont formés i) des honoraires de gestion, ii) des honoraires de performance, iii) de la quote-part des résultats dans les coentreprises et entreprises associées et iv) des autres revenus. Le calcul des honoraires de gestion est fondé sur les actifs sous gestion et, pour chaque catégorie de clientèle, le calcul des produits est essentiellement basé sur la valeur moyenne des actifs sous gestion à la clôture de chaque jour, mois ou trimestre civil, conformément aux dispositions contractuelles. La Société perçoit aussi des honoraires de performance dans le cadre de certains mandats. Elle classe ses honoraires de performance dans deux catégories : ceux générés sur les actifs ou stratégies de placement traditionnels et ceux générés sur les actifs ou stratégies de placement non traditionnels. Les produits comprennent également la quote-part des résultats des coentreprises et des entreprises associées comme la Société possède des participations dans un certain nombre de coentreprises et entreprises associées négligeables sur une base individuelle. Les autres revenus se composent principalement des frais de courtage et des honoraires de consultation, dont le montant n'est pas fonction des actifs sous gestion, ainsi que des profits ou pertes sur les contrats de change à terme.

Tableau 9 – Produits – Variations trimestrielles (en milliers de dollars)

	TRIMESTRES CLOS			VARIATION	
	LE 31 DÉCEMBRE 2019	LE 30 SEPTEMBRE 2019	LE 31 DÉCEMBRE 2018	D'UN TRIMESTRE À L'AUTRE	D'UN EXERCICE À L'AUTRE
Marchés institutionnels	79 150	76 394	60 926	2 756	18 224
Gestion privée	36 817	36 167	34 341	650	2 476
Marché des conseillers aux investisseurs	39 337	37 755	33 294	1 582	6 043
Total des honoraires de gestion	155 304	150 316	128 561	4 988	26 743
Honoraires de performance – actifs traditionnels	16 139	1 354	8 309	14 785	7 830
Honoraires de performance – actifs non traditionnels	13 779	210	9 498	13 569	4 281
Total des honoraires de performance	29 918	1 564	17 807	28 354	12 111
Quote-part du résultat des coentreprises et entreprises associées	6 047	-	-	6 047	6 047
Autres revenus	13 257	8 076	10 595	5 181	2 662
Total des produits	204 526	159 956	156 963	44 570	47 563

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2019, les produits se sont accrus de 47,5 millions de dollars, ou 30 %, pour se fixer à 204,5 millions de dollars, contre 157,0 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La croissance des produits tient principalement de la prise en compte de la croissance interne combinée à l'acquisition d'une participation de 80 % dans Palmer Capital en avril 2019, et plus récemment à la création de Fiera Investissements par suite de l'acquisition de Natixis Canada et à l'acquisition de IAM (juillet 2019) et de Foresters (août 2019), ainsi qu'à la hausse des autres revenus (présentés en détail ci-après) et des honoraires de performance.

Résultats d'exploitation et performance globale – actifs sous gestion et produits

Honoraires de gestion

Les honoraires de gestion ont monté de 26,7 millions de dollars, ou 21 %, pour atteindre 155,3 millions de dollars pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2019, contre 128,6 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La ventilation de l'augmentation globale des honoraires de gestion par catégories de clientèle s'établit comme suit :

- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle des Marchés institutionnels pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2019 ont augmenté de 18,3 millions de dollars, ou 30 %, pour se fixer à 79,2 millions de dollars, comparativement à 60,9 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette augmentation des honoraires de gestion tient essentiellement de l'augmentation des produits attribuable à la croissance interne, principalement dans le secteur Stratégies de placement privé alternatives de Fiera, ainsi que de la hausse des actifs sous gestion découlant de nouveaux mandats aux États-Unis, au Canada et en Europe, surtout dans la stratégie Actions mondiales, combinée à des produits additionnels découlant des acquisitions de Palmer Capital, IAM et Foresters.
- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle de la Gestion privée se sont accrus de 2,5 millions de dollars, ou 7 %, pour s'établir à 36,8 millions de dollars pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2019, contre 34,3 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique avant tout par la hausse des produits tirés des activités aux États-Unis et au Canada.
- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle du Marché des conseillers aux investisseurs ont progressé de 6,0 millions de dollars, ou 18 %, au cours du quatrième trimestre clos le 31 décembre 2019, pour se chiffrer à 39,3 millions de dollars, contre 33,3 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette progression découle essentiellement de la création de Fiera Investissements par suite de l'acquisition de Natixis Canada, combinée à la hausse des produits tirés des activités aux États-Unis.

Honoraires de performance

Les honoraires de performance se sont établis à 29,9 millions de dollars pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2019, contre 17,8 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, essentiellement en raison de la solide performance et des volumes plus élevés.

Quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées

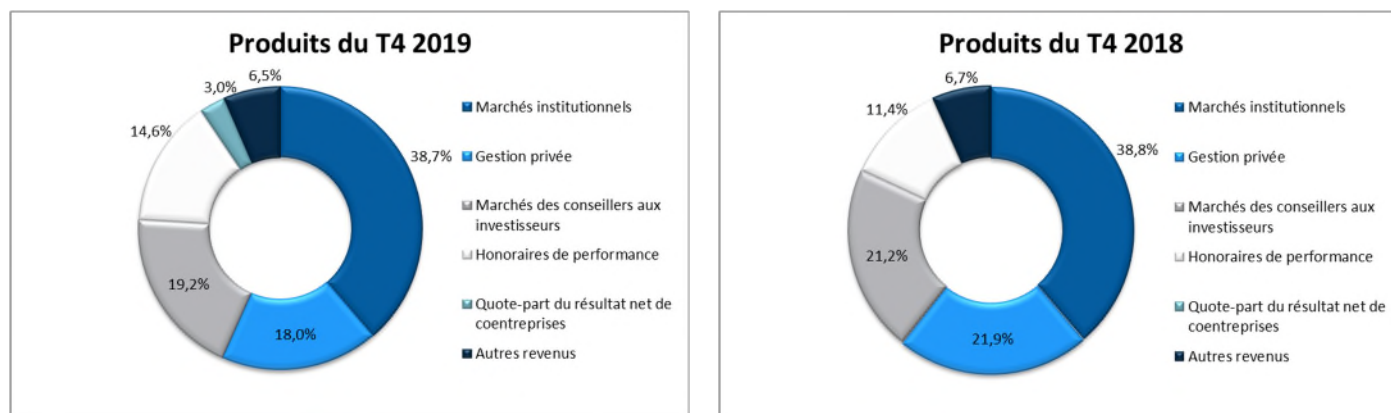
La Société détient des participations dans un certain nombre de coentreprises et entreprises associées négligeables sur une base individuelle qui sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. La Société a comptabilisé un montant de 6,0 millions de dollars au titre de la quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2019, essentiellement lié à l'acquisition de Palmer Capital, contre néant pour le trimestre correspondant de 2018.

Autres revenus

Les autres revenus ont augmenté de 2,7 millions de dollars, ou 25 %, pour s'élever à 13,3 millions de dollars au quatrième trimestre clos le 31 décembre 2019, contre 10,6 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est attribuable essentiellement à un profit sur un contrat de change à terme de 1,1 million de dollars, contre une perte de (3,5) millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, partiellement contrebalancé par la diminution des autres revenus émanant du Canada en raison de l'adoption de l'IFRS 15, présentant les produits sur une base brute par opposition au fait qu'ils étaient auparavant présentés sur une base nette dans les frais de vente et charges générales et administratives.

Résultats d'exploitation et performance globale – actifs sous gestion et produits

Les graphiques ci-après illustrent la ventilation des produits de la Société pour les trimestres clos le 31 décembre 2019 et le 31 décembre 2018.



Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2019, les produits ont monté de 44,5 millions de dollars, ou 28 %, pour se fixer à 204,5 millions de dollars, comparativement à 160,0 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 septembre 2019. Cette montée des produits s'explique surtout par la hausse des honoraires de performance pour les catégories d'actifs traditionnels et non traditionnels, combinée à la hausse des autres revenus et honoraires de gestion découlant de l'augmentation des actifs sous gestion.

Honoraires de gestion

Les honoraires de gestion ont progressé de 5,0 millions de dollars, ou 3 %, pour s'établir à 155,3 millions de dollars pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2019, contre 150,3 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 septembre 2019. La répartition des honoraires de gestion par catégorie de clientèle se détaille comme suit :

- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle des Marchés institutionnels ont augmenté de 2,8 millions de dollars, ou 4 %, pour s'établir à 79,2 millions de dollars pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2019, contre 76,4 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 septembre 2019. L'augmentation séquentielle tient surtout de la hausse des produits des activités au Canada, en Europe et aux États-Unis.
- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle de la Gestion privée ont progressé de 0,6 million de dollars, ou 2 %, pour s'établir à 36,8 millions de dollars au quatrième trimestre clos le 31 décembre 2019, par rapport à 36,2 millions de dollars au trimestre précédent clos le 30 septembre 2019 essentiellement en raison des activités aux États-Unis.
- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle du Marché des conseillers aux investisseurs ont augmenté de 1,5 million de dollars, ou 4 %, pour s'élever à 39,3 millions de dollars pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2019, contre 37,8 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 septembre 2019, ce qui s'explique principalement par l'augmentation des actifs sous gestion des activités au Canada et aux États-Unis.

Honoraires de performance

Résultats d'exploitation et performance globale – actifs sous gestion et produits

Les honoraires de performance se sont établis à 29,9 millions de dollars pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2019, contre 1,6 million de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 septembre 2019. Les honoraires de performance sont habituellement comptabilisés aux deuxième et quatrième trimestres de l'exercice.

Quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées

La Société détient des participations dans un certain nombre de coentreprises et entreprises associées négligeables sur une base individuelle qui sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. La Société a comptabilisé un montant de 6,0 millions de dollars au titre de la quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2019, essentiellement lié à l'acquisition de Palmer Capital, contre néant pour le trimestre précédent clos le 30 septembre 2019.

Autres revenus

Les autres revenus ont augmenté de 5,2 millions de dollars, ou 64 %, pour s'élever à 13,3 millions de dollars pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2019, contre 8,1 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 septembre 2019. Cette augmentation s'explique essentiellement par la hausse des autres revenus tirés du secteur Stratégies de placement privé alternatives de Fiera combinés à un profit sur les contrats de change à terme de 1,1 million de dollars, contre une perte de (0,9) million de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 septembre 2019.

Tableau 10 – Produits – Variations depuis l'ouverture de l'exercice (en milliers de dollars)

	EXERCICES CLOS		VARIATION
	LE 31 DÉCEMBRE 2019	LE 31 DÉCEMBRE 2018	D'UN EXERCICE À L'AUTRE
Marchés institutionnels	286 108	225 229	60 879
Gestion privée	142 532	124 505	18 027
Marché des conseillers aux investisseurs	141 616	135 890	5 726
Total des honoraires de gestion	570 256	485 624	84 632
Honoraires de performance – actifs traditionnels	20 246	13 680	6 566
Honoraires de performance – actifs non traditionnels	14 397	9 422	4 975
Total des honoraires de performance	34 643	23 102	11 541
Quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées	6 047	-	6 047
Autres revenus	46 224	31 559	14 665
Total des produits	657 170	540 285	116 885

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Résultats d'exploitation et performance globale – actifs sous gestion et produits

Comparaison des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, les produits ont progressé de 116,9 millions de dollars, ou 22 %, pour se fixer à 657,2 millions de dollars, comparativement à 540,3 millions de dollars pour l'exercice précédent. Cette progression d'un exercice à l'autre s'explique surtout par les produits additionnels attribuables aux acquisitions de CGOV Asset Management (« CGOV »), Clearwater, Palmer Capital et IAM, et la création de Fiera Investissements par suite de l'acquisition de Natixis Canada, combinées à la croissance interne découlant de l'amélioration continue de nos capacités de distribution, surtout dans les secteurs Marchés institutionnels et Gestion privée, à la croissance du secteur Stratégies de placement privé alternatives de Fiera et à la hausse des honoraires de performance tirés des catégories d'actifs traditionnels et non traditionnels.

Honoraires de gestion

Les honoraires de gestion ont progressé de 84,7 millions de dollars, ou 17 %, pour s'établir à 570,3 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, contre 485,6 millions de dollars pour l'exercice précédent. L'augmentation globale des honoraires de gestion et l'augmentation par catégories de clientèle s'établit comme suit :

- › Les produits tirés de la clientèle des Marchés institutionnels ont augmenté de 60,9 millions de dollars, ou 27 %, pour s'établir à 286,1 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, contre 225,2 millions de dollars pour l'exercice précédent. Cette augmentation des honoraires de gestion tient essentiellement aux revenus additionnels découlant des acquisitions de CGOV, Clearwater, Palmer Capital, IAM et Foresters, combinés à la croissance interne tenant à la hausse des actifs sous gestion découlant de l'obtention de nouveaux mandats dans les stratégies Actions mondiales et les Stratégies de placement privé alternatives de Fiera.
- › Les produits tirés de la clientèle de la Gestion privée ont progressé de 18,0 millions de dollars, ou 14 %, pour s'établir à 142,5 millions de dollars à l'exercice clos le 31 décembre 2019, par rapport à 124,5 millions de dollars pour l'exercice précédent. Cette progression s'explique essentiellement par la croissance interne en raison de l'amélioration continues de nos capacités de distribution principalement aux États-Unis, combinée aux produits additionnels tirés de l'acquisition de CGOV.
- › Les produits tirés de la clientèle du Marché des conseillers aux investisseurs ont diminué de 5,7 millions de dollars, ou 4,2 %, pour s'élever à 141,6 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, contre 135,9 millions de dollars pour l'exercice précédent. Cette augmentation découle essentiellement des produits additionnels tirés de la création de Fiera Investissements par suite de l'acquisition de Natixis Canada, ainsi que de la hausse des honoraires de gestion des activités aux États-Unis, facteurs contrebalancés en partie par la diminution des produits tirés des activités en Europe et au Canada.

Honoraires de performance

Le total des honoraires de performance s'est chiffré à 34,6 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, comparativement à 23,1 millions de dollars pour l'exercice précédent, ce qui rend compte d'une augmentation à la fois pour les actifs traditionnels et non traditionnels.

Résultats d'exploitation et performance globale – actifs sous gestion et produits

Quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées

La Société détient des participations dans un certain nombre de coentreprises et entreprises négligeables sur une base individuelle qui sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. La Société a comptabilisé un montant de 6,0 millions de dollars au titre de la quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, essentiellement lié à l'acquisition de Palmer Capital, contre néant pour la période correspondante de 2018.

Autres revenus

Les autres revenus ont augmenté de 14,6 millions de dollars, ou 46 %, pour s'élever à 46,2 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, contre 31,6 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse est essentiellement attribuable à un profit de 2,2 millions de dollars sur les contrats de change à terme visant les produits libellés en dollars américains en 2019, contre une perte de (5,3) millions de dollars en 2018, combiné à la hausse des autres revenus tirés des Stratégies de placement privé alternatives de Fiera et à la hausse des produits tirés des activités aux États-Unis en 2019 par rapport à 2018.

Frais de vente et charges générales et administratives et frais des gestionnaires externes

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les frais de vente et charges générales et administratives et frais des gestionnaires externes ont monté de 26,7 millions de dollars, ou 22 %, pour s'établir à 149,7 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2019, contre 123,0 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est surtout imputable à une hausse de la structure de coûts découlant du volume plus élevé et des acquisitions. Ces hausses ont été contrebalancées en partie par l'incidence de l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location*, au 1^{er} janvier 2019, qui a eu pour effet le reclassement des charges locatives, lesquelles sont passées des frais de vente et charges générales et administratives aux coûts de financement et aux amortissements.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Les frais de vente et charges générales et administratives et frais des gestionnaires externes ont augmenté de 30,9 millions de dollars, ou 26 %, pour se chiffrer à 149,7 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2019, contre 118,8 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 septembre 2019. Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse des charges de rémunération variable suivant la hausse des produits et des charges à payer au titre de la rémunération à la clôture de l'exercice en raison du solide rendement des placements pour 2019 combiné à la hausse des charges découlant des récentes acquisitions.

Comparaison des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

Les frais de vente et charges générales et administratives et frais des gestionnaires externes ont augmenté de 60,7 millions de dollars, ou 14 %, pour se chiffrer à 488,5 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, contre 427,8 millions de dollars pour l'exercice précédent. Cette augmentation des coûts est imputable au volume accru d'opérations à la suite de la croissance de la Société à l'échelle mondiale et aux acquisitions de la Société, partiellement contrebalancés par l'incidence de l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location* au 1^{er} janvier 2019.

Dotation aux amortissements

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

L'amortissement des immobilisations corporelles s'est élevé à 1,5 million de dollars pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2019, contre 1,2 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse est essentiellement attribuable à un amortissement plus élevé sur les améliorations locatives liées aux espaces de bureaux du nouveau siège social de la Société sis au 1981 avenue McGill College.

L'amortissement des immobilisations incorporelles s'est établi à 14,4 millions de dollars au cours du quatrième trimestre clos le 31 décembre 2019, ce qui représente une hausse de 1,9 million de dollars, ou 15 %, contre 12,5 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse de l'amortissement des immobilisations incorporelles est principalement attribuable aux diverses acquisitions.

L'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation lié à l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location*, s'est établi à 5,4 millions de dollars pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2019, contre néant pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Résultat d'exploitation et performance globale – Charges

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

L'amortissement des immobilisations corporelles est demeuré stable, à 1,5 million de dollars, pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2019, comparativement à celui de 1,4 million de dollars du trimestre précédent clos le 30 septembre 2019.

L'amortissement des immobilisations incorporelles a augmenté de 0,9 million de dollars, ou 7 %, pour s'établir à 14,4 millions de dollars pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2019, comparativement à 13,5 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 septembre 2019. Cette hausse est principalement attribuable à l'inclusion de Fiera Investissements, IAM et Foresters.

L'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation lié à l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location*, s'est établi à 5,4 millions de dollars pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2019, contre 4,9 millions de dollars pour le trimestre correspondant clos le 30 septembre 2019.

Comparaison des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

L'amortissement des immobilisations corporelles pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 s'est chiffré à 5,2 millions de dollars, contre 4,2 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation découle essentiellement de l'amortissement des améliorations locatives.

L'amortissement des immobilisations incorporelles a augmenté de 8,2 millions de dollars, ou 18 %, pour atteindre 53,0 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, contre 44,8 millions de dollars pour l'exercice précédent. La hausse de l'amortissement des immobilisations incorporelles est essentiellement attribuable aux diverses acquisitions.

L'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation lié à l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location*, s'est établi à 19,9 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, contre néant pour la période correspondante close le 31 décembre 2018.

Intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières ont diminué de 1,2 million de dollars ou 12 % pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2019, pour se fixer à 8,9 millions de dollars, contre 10,1 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette diminution est principalement attribuable à l'incidence nette favorable des autres charges financières, contrebalancée en partie par une charge d'intérêts plus élevée sur la dette convertible et par une hausse des charges liées à la dette à long terme.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

S'établissant à 8,9 millions de dollars, les intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières du quatrième trimestre de 2019 sont demeurés stables par rapport à ceux du trimestre précédent clos le 30 septembre 2019.

Résultat d'exploitation et performance globale – Charges

Comparaison des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

Les intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières ont augmenté de 6,4 millions de dollars ou 25 % pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, pour se fixer à 31,8 millions de dollars, contre 25,4 millions de dollars pour l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable à la hausse de la charge d'intérêts sur la dette à long terme et à la hausse de la charge d'intérêts sur la dette convertible partiellement compensées par l'incidence nette favorable des autres charges financières.

Intérêts sur les obligations locatives

Par suite de l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location*, l'intérêt sur les obligations locatives se chiffrait à 1,4 million de dollars au quatrième trimestre clos le 31 décembre 2019, contre 1,4 million de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 septembre 2019 et à néant pour le trimestre comparable clos le 31 décembre 2018.

Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Une charge de 8,1 millions de dollars a été inscrite pour la désactualisation et la variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2019, en regard d'une charge de 8,3 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette variation est surtout attribuable à la réévaluation de l'obligation au titre du prix d'achat au quatrième trimestre de 2018.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Une charge de 8,1 millions de dollars a été inscrite pour la désactualisation et la variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2019, en regard d'une charge de 8,8 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 septembre 2019. La variation est principalement attribuable à la réévaluation de l'obligation au titre du prix d'achat au troisième trimestre de 2019.

Comparaison des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

Une charge de 30,0 millions de dollars a été inscrite pour la désactualisation et la variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, en regard d'une charge de 24,5 millions de dollars pour l'exercice précédent. Cette hausse est principalement imputable à l'acquisition de Clearwater.

Frais d'acquisition et coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les frais d'acquisition et les coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts sont demeurés stables à 6,4 millions de dollars pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2019, contre 6,4 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse des coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts a été partiellement contrebalancée par la diminution des coûts d'acquisition d'un exercice sur l'autre.

Résultat d'exploitation et performance globale – Charges

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Les frais d'acquisition et les coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts ont augmenté de 0,5 million de dollars, ou de 8 %, pour s'établir à 6,4 millions de dollars pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2019, contre 5,9 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 septembre 2019. Cette augmentation est essentiellement attribuable aux coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts plus élevés compensés en partie par la diminution des frais d'acquisition au quatrième trimestre de 2019, plus précisément au sein des Stratégies de placement privé alternatives de Fiera par rapport au trimestre précédent clos le 30 septembre 2019.

Comparaison des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

Les frais d'acquisition et les coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts ont augmenté de 6,1 millions de dollars, ou 33 %, pour s'établir à 24,8 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, contre 18,7 millions de dollars pour l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable à l'augmentation des frais d'acquisition par suite des divers projets d'acquisition en 2019, ainsi qu'à la hausse des coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts.

Résultat net

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2019, la Société a présenté un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 3,4 millions de dollars, ou 0,03 \$ par action (de base et dilué), contre un résultat net de (1,7) million de dollars ou (0,02) \$ par action (de base et dilué) pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La variation positive est essentiellement imputable à la hausse des produits attribuable au volume plus élevé et aux acquisitions combinées à la diminution des frais d'acquisition, coûts de restructuration et autres coûts d'intégration partiellement contrebalancés par la hausse globale des frais de vente et charges générales et administratives et de la charge d'impôt sur le résultat.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2019, la Société a présenté un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 3,4 millions de dollars, ou 0,03\$ par action (de base et dilué), contre un résultat net de (4,7) millions de dollars, ou (0,05) \$ par action (de base et dilué) pour le trimestre précédent clos le 30 septembre 2019. La variation positive est essentiellement attribuable à la hausse des produits attribuable à la hausse des honoraires de performance, à la hausse des autres produits et à la hausse des honoraires de gestion, combinée à la diminution des frais d'acquisition, coûts de restructuration et autres coûts d'intégration, partiellement contrebalancées par la hausse des frais de vente et charges générales et administratives et de la charge d'impôt sur le résultat.

Comparaison des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, la Société a comptabilisé un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de (13,4) millions de dollars, ou (0,14) \$ par action (de base et dilué), contre (5,0) millions de dollars, ou (0,05) \$ par action (de base et dilué) pour l'exercice précédent. La variation du résultat net est attribuable à la hausse globale des frais de vente et charges générales et administratives, à une augmentation de la charge d'intérêts et de la dotation aux amortissements, à la hausse des frais d'acquisition et des coûts de restructuration, à la hausse des obligations au titre du prix d'achat et à la hausse de la charge d'impôt sur le résultat, principalement en raison de la hausse des éléments non déductibles combinée à l'amélioration du résultat avant impôt, facteurs compensés en partie par la hausse des produits attribuable à l'amélioration continue de nos capacités de distribution, à l'appréciation des marchés et aux acquisitions.

Nous avons inclus des mesures qui ne sont pas conformes aux IFRS afin de fournir aux investisseurs un complément d'information sur nos résultats d'exploitation et notre performance financière. Nous estimons que ces mesures non conformes aux IFRS sont particulièrement éclairantes à cet égard, du fait qu'elles ne tiennent pas compte d'éléments qui ont une faible incidence sur ces résultats et cette performance et qu'elles font dès lors ressortir les tendances de fond qui marquent nos activités de base que les seuls indicateurs conformes aux IFRS ne permettraient pas nécessairement de mettre en évidence. Nous croyons également que les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et les autres parties intéressées ont aussi fréquemment recours à des mesures non conformes aux IFRS pour évaluer les sociétés émettrices, dont bon nombre utilisent des mesures non conformes aux IFRS aux fins de la présentation de leurs résultats. La direction fait par ailleurs appel à des mesures non conformes aux IFRS pour faciliter la comparaison des résultats d'exploitation et de la performance financière d'une période à l'autre, pour établir les budgets annuels et pour évaluer sa capacité à assurer le service de la dette, à financer les dépenses d'investissement et à satisfaire aux besoins en fonds de roulement.

Les mesures non conformes aux IFRS ne sont pas des mesures définies par les IFRS. Les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS et pourraient ne pas être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Par exemple, certaines ou la totalité d'entre elles ne tiennent pas compte a) de nos dépenses en trésorerie ou de nos besoins futurs au titre des dépenses d'investissement ou des engagements contractuels, b) des variations de nos besoins en fonds de roulement ou de nos besoins de liquidités à cet égard, c) de la charge d'intérêts ou des besoins de liquidités liés aux paiements d'intérêts et du principal sur notre dette, et d) des versements d'impôt, qui viennent réduire notre trésorerie disponible. Ces mesures non conformes aux IFRS comportent des limitations importantes en tant qu'outils d'analyse, les lecteurs ne doivent pas les considérer isolément ni les substituer à l'analyse de nos résultats présentés selon les IFRS. En raison de ces limitations, nous nous appuyons principalement sur nos résultats présentés selon les IFRS et n'utilisons les mesures non conformes aux IFRS qu'à des fins complémentaires.

La Société définit le **BAIIA** comme étant le résultat net avant intérêts, impôts sur le résultat et amortissements (BAIIA). Le **BAIIA ajusté** correspond au BAIIA, ajusté pour tenir compte des frais d'acquisition, des coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts, de la désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat, de la perte réalisée (du profit réalisé) sur les placements, de la perte réalisée (du profit réalisé) découlant de la cession d'actifs, de la perte (du profit) découlant de la cession des participations dans des coentreprises et des filiales, de la réévaluation des passifs au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur, de la réévaluation des actifs détenus en vue de la vente, de la perte (du profit) sur modification de contrats de location et autres et des charges de rémunération fondée sur des actions.

La Société estime que le BAIIA et le BAIIA ajusté lui sont utiles en ce qu'ils lui permettent d'évaluer sa performance d'exploitation de base d'une période à l'autre sans les variations causées par l'incidence des éléments décrits ci-dessus. La Société considère que ses activités d'exploitation de base sont la gestion d'actifs, les conseils en placement et les services connexes. Les coûts liés aux initiatives stratégiques comme les acquisitions d'entreprises, l'intégration d'entreprises acquises et la restructuration ne sont pas considérés comme des coûts de base. La Société exclut ces éléments parce qu'ils peuvent toucher la comparabilité de ses résultats financiers entre les périodes et pourraient éventuellement déformer l'analyse des tendances de la performance de ses activités de base.

La Société a procédé à la première application de l'IFRS 16, *Contrats de location*, le 1^{er} janvier 2019. La Société a appliqué l'IFRS 16 selon l'approche rétrospective modifiée. Par conséquent, la Société, à titre de preneur, a comptabilisé les actifs au titre du droit d'utilisation qui représentent ses droits d'utilisation de ses bureaux, son équipement et autres actifs qui répondent à la définition d'un contrat de location, et les obligations locatives qui représentent son obligation d'effectuer des paiements locatifs. Ainsi, les données comparatives présentées n'ont pas été retraitées et sont présentées conformément à l'IAS 17, *Contrats de location*. L'incidence de l'adoption est présentée à la note 3 des états financiers consolidés audités pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018.

Mesures non conformes aux IFRS

La Société définit *la marge du BAIIA ajusté* comme étant le ratio du BAIIA ajusté au total des produits. Il s'agit là d'une importante mesure de la performance d'exploitation globale, car elle est indicatrice de la rentabilité de la Société du point de vue de l'exploitation.

BAIIA ajusté

Le tableau suivant présente respectivement le BAIIA ajusté¹ et le BAIIA ajusté par action¹ de la Société pour les trimestres et les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018, ainsi que pour le trimestre clos le 30 septembre 2019.

Tableau 11 – BAIIA ajusté (en milliers de dollars, sauf les données par action)

	TRIMESTRES CLOS			EXERCICES CLOS	
	LE 31 DÉCEMBRE 2019	LE 30 SEPTEMBRE 2019	LE 31 DÉCEMBRE 2018	LE 31 DÉCEMBRE 2019	LE 31 DÉCEMBRE 2018
Résultat net	5 254	(4 593)	(1 573)	(10 706)	(4 755)
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	3 589	889	(3 056)	9 692	(429)
Amortissement des immobilisations corporelles	1 504	1 403	1 179	5 207	4 235
Amortissement des immobilisations incorporelles	14 412	13 525	12 468	52 975	44 813
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	5 412	4 892	–	19 923	–
Intérêts sur les obligations locatives	1 425	1 393	–	5 390	–
Intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières	8 870	8 865	10 147	31 841	25 355
BAIIA¹	40 466	26 374	19 165	114 322	69 219
Coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts	6 812	3 577	3 399	14 539	7 586
Frais d'acquisition	(391)	2 306	2 966	10 292	11 086
Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat	8 052	8 801	8 332	29 980	24 497
Perte (profit) réalisé(e) sur placements	(550)	140	(171)	(856)	(145)
(Profit) perte sur modification de contrats de location et autres	–	(114)	–	(114)	–
(Profit) perte sur disposition d'actifs, d'immobilisations incorporelles et immobilisations corporelles	121	(199)	81	222	82
Réévaluation des passifs au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur	336	317	–	1 003	–
Réévaluation des actifs détenus en vue de la vente	–	–	191	(699)	191
Rémunération fondée sur des actions	6 906	5 376	5 359	24 264	24 967
BAIIA ajusté¹	61 752	46 578	39 322	192 953	137 483
Par action (de base)	0,61	0,46	0,41	1,95	1,45
Par action (dilué)	0,60	0,46	0,41	1,95	1,45

¹ Les résultats des trimestres et de l'exercice 2019 comprennent l'incidence de l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location*. Cette application est analysée à la note 3 des états financiers consolidés audités. Comme le permet l'IFRS 16, *Contrats de location*, les données comparatives n'ont pas été retraitées et pourraient ne pas être comparables.

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2019, le BAIIA ajusté a été en hausse de 22,5 millions de dollars, ou 57 %, pour atteindre 61,8 millions de dollars, ou 0,61 \$ par action (de base) et 0,60 \$ (dilué), contre 39,3 millions de dollars, ou 0,41 \$ par action (de base et dilué), pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Mesures non conformes aux IFRS

Le BAIIA ajusté du quatrième trimestre clos le 31 décembre 2019 a augmenté essentiellement du fait de l'inclusion de Clearwater, Palmer Capital, Fiera Investissements, IAM et Foresters, combinée à la hausse des produits tirés des stratégies de placement privé alternatives de Fiera et de l'incidence de l'adoption le 1^{er} janvier 2019 de l'IFRS 16, *Contrats de location*. Cette hausse a été contrebalancée en partie par la hausse globale des frais de vente et charges générales et administratives nécessaires pour soutenir la croissance des activités de la Société et l'expansion de celle-ci.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2019, le BAIIA ajusté a progressé de 15,2 millions de dollars, ou 33 %, pour s'établir à 61,8 millions de dollars, soit 0,61 \$ par action (de base) et 0,60 \$ (dilué), contre 46,6 millions de dollars, ou 0,46 \$ par action (de base et dilué), au trimestre précédent clos le 30 septembre 2019. Cette progression séquentielle du BAIIA ajusté est avant tout attribuable à la hausse des produits découlant de la hausse des honoraires de performance, de la hausse des honoraires de gestion et autres revenus combinée à un profit sur les contrats de change à terme, contre une perte au trimestre précédent, facteurs contrebalancés en partie par la hausse globale des frais de vente et charges générales et administratives.

Comparaison des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, le BAIIA ajusté a progressé de 55,5 millions de dollars, ou 40 %, pour s'établir à 193,0 millions de dollars, ou 1,95 \$ par action (de base et dilué), contre 137,5 millions de dollars, ou 1,45 \$ par action (de base et dilué), pour l'exercice précédent.

Cette progression du BAIIA ajusté pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 est avant tout attribuable à une hausse des produits provenant des actifs sous gestion découlant de la croissance interne et de la croissance du marché, ainsi qu'à diverses acquisitions et à l'incidence de l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location*, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Le tableau qui suit présente un rapprochement du BAIIA, du BAIIA ajusté, du BAIIA ajusté par action et de la marge du BAIIA ajusté avec les mesures du résultat conformes aux IFRS les plus comparables pour chacun des huit derniers trimestres de la Société.

Mesures non conformes aux IFRS

Tableau 12 – Rapprochement du BAIIA¹ et du BAIIA ajusté¹ (en milliers de dollars, sauf les données par action)

	T4 2019	T3 2019	T2 2019	T1 2019	T4 2018	T3 2018	T2 2018	T1 2018
Résultat net	5 254	(4 593)	(4 783)	(6 584)	(1 573)	1 127	(2 215)	(2 093)
Impôt sur le résultat (recouvrement)	3 589	889	3 370	1 844	(3 056)	969	1 641	17
Amortissement des immobilisations corporelles	1 504	1 403	1 216	1 084	1 179	1 091	1 018	947
Amortissement des immobilisations incorporelles	14 412	13 525	12 622	12 415	12 468	11 834	10 488	10 022
Dépréciation des actifs au titre de droits d'utilisation	5 412	4 892	4 561	5 057	–	–	–	–
Intérêt sur les contrats de location	1 425	1 393	1 288	1 284	–	–	–	–
Intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières	8 870	8 865	6 709	7 398	10 147	5 393	5 054	4 761
BAIIA¹	40 466	26 374	24 983	22 498	19 165	20 414	15 986	13 654
Coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts	6 812	3 577	1 022	3 128	3 399	871	2 389	928
Frais d'acquisition	(391)	2 306	6 670	1 707	2 966	2 594	2 508	3 018
Désactualisation et variation de la juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat	8 052	8 801	6 636	6 491	8 332	5 978	5 720	4 467
Perte réalisée (profit réalisé) sur les placements	(550)	140	(452)	5	(171)	(3)	2	27
(Profit) perte sur modification de contrats de location et autres	–	(114)	–	–	–	–	–	–
(Profit) perte sur disposition d'actifs	121	(199)	–	300	81	1	–	–
Réévaluation des passifs au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur	336	317	350	–	–	–	–	–
Réévaluation des actifs détenus à des fins de vente	–	–	(153)	(546)	191	–	–	–
Rémunération fondée sur des actions	6 906	5 376	6 748	5 234	5 359	6 765	6 098	6 745
BAIIA ajusté¹	61 752	46 578	45 804	38 817	39 322	36 620	32 703	28 839
PRODUITS	204 526	159 956	149 904	142 785	156 963	137 109	126 232	119 981
Marge du BAIIA ajusté	30,2 %	29,1 %	30,6 %	27,2 %	25,1 %	26,7 %	25,9 %	24,0 %
BAIIA ajusté par action								
De base	0,61	0,46	0,47	0,40	0,41	0,38	0,35	0,32
Dilué	0,60	0,46	0,47	0,40	0,41	0,36	0,35	0,32

¹ Les résultats des trimestres de 2019 comprennent l'incidence de l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location*. Cette application est analysée à la note 3 des états financiers consolidés audités. Comme le permet l'IFRS 16, *Contrats de location*, les données comparatives n'ont pas été retraitées et pourraient ne pas être comparables.

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Mesures non conformes aux IFRS

La Société définit le **résultat net ajusté** comme étant le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société ajusté afin de tenir compte de la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, de l'amortissement des actifs au titre du droit d'utilisation et des éléments de rémunération fondée sur des actions, ainsi que des frais d'acquisition et coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts après impôt, de la désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat, de la désactualisation du taux d'intérêt effectif sur la dette convertible et de la réévaluation des actifs détenus en vue de la vente après impôt, de la perte après impôt découlant de la cession de la participation dans des filiales et d'un profit (d'une perte) après impôt sur la réévaluation des obligations au titre du prix d'achat et du profit après impôt sur l'acquisition du contrôle de la participation dans une coentreprise, de la réévaluation après impôt des passifs au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur.

Avec prise d'effet au 31 mars 2018, la Société a modifié la définition du résultat net ajusté pour tenir compte de la désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat. Également, avec prise d'effet au 31 décembre 2018, la société a modifié la définition du résultat net ajusté pour tenir compte de la désactualisation du taux d'intérêt effectif sur la dette convertible. Les charges de désactualisation ainsi que les profits et les pertes comptabilisés dans la variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat découlent des accords portant sur la contrepartie conditionnelle, en général dans le cas de regroupements d'entreprises qui sont considérées comme des activités secondaires. La juste valeur de la contrepartie conditionnelle est évaluée à chaque date de clôture et elle est déterminée à l'aide de techniques d'évaluation qui utilisent les flux de trésorerie nets prévus actualisés en fonction de la valeur actualisée. La charge de désactualisation (soit la charge d'intérêts hors trésorerie) fait passer la valeur actualisée des obligations au titre du prix d'achat à sa valeur future au fil du temps. L'ajustement de la charge de désactualisation et la variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat découlant du résultat net ajusté permettent de mieux comparer les résultats financiers entre les périodes lorsque les hypothèses portant sur l'évaluation utilisées par la direction peuvent présenter une certaine volatilité des résultats. Les chiffres comparatifs préalables au 31 décembre 2018 pour le résultat net ajusté et le résultat net par action (de base et dilué) ont été retraités afin de les rendre conformes à la présentation de la période à l'étude.

La Société estime que le résultat net ajusté lui est utile en ce qu'il lui permet d'évaluer sa performance globale d'une période à l'autre sans la variation causée par l'incidence des éléments décrits ci-dessus. La Société exclut ces éléments parce qu'ils peuvent toucher la comparabilité de ses résultats financiers d'une période à l'autre et pourraient éventuellement déformer l'analyse des tendances de la performance de ses activités. L'exclusion de ces éléments ne signifie pas nécessairement qu'ils ne sont pas récurrents.

Résultat net ajusté

Le tableau suivant présente respectivement le résultat net et le résultat net ajusté de la Société pour les trimestres et les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018, ainsi que pour le trimestre clos le 30 septembre 2019.

Mesures non conformes aux IFRS

Tableau 13 – Résultat net et résultat net ajusté (en milliers de dollars, sauf les données par action)

	TRIMESTRES CLOS			EXERCICES CLOS	
	LE 31 DÉCEMBRE 2019	LE 30 SEPTEMBRE 2019	LE 31 DÉCEMBRE 2018	LE 31 DÉCEMBRE 2019	LE 31 DÉCEMBRE 2018
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	3 387	(4 740)	(1 709)	(13 419)	(5 013)
Amortissement des immobilisations corporelles	1 504	1 403	1 179	5 207	4 235
Amortissement des immobilisations incorporelles	14 412	13 525	12 468	52 975	44 813
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	5 412	4 892	–	19 923	–
Rémunération fondée sur des actions ^{*)}	6 906	5 376	5 359	24 264	24 967
Coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts ^{*)}	6 812	3 577	3 399	14 539	7 586
Frais d'acquisition ^{*)}	(391)	2 306	2 966	10 292	11 086
Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat et intérêt effectif sur la dette convertible ^{*)}	8 676	9 297	8 692	31 772	25 819
Réévaluation des passifs au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur ^{*)}	336	317	–	1 003	–
Réévaluation des actifs détenus en vue de la vente ^{*)}	–	–	191	(699)	191
Déduire : Impôt sur le résultat applicable aux éléments ci-dessus ^{*)}	4 393	3 373	4 294	13 260	12 447
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société	42 661	32 580	28 251	132 597	101 237
Par action (de base)					
Résultat net	0,03	(0,05)	(0,02)	(0,14)	(0,05)
Résultat net ajusté	0,42	0,32	0,29	1,34	1,07
Par action (dilué)					
Résultat net	0,03	(0,05)	(0,02)	(0,14)	(0,05)
Résultat net ajusté	0,41	0,32	0,29	1,34	1,07

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société s'est élevé à 42,7 millions de dollars, ou 0,42 \$ par action (de base) et 0,41 \$ (dilué) pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2019, contre 28,3 millions de dollars ou 0,29 \$ par action (de base et dilué) pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2018. Le résultat net ajusté pour le trimestre clos le 31 décembre 2019 reflétait le résultat net, compte non tenu de l'amortissement des immobilisations corporelles, de l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation, de l'amortissement des immobilisations incorporelles et de la rémunération fondée sur des actions de 28,2 millions de dollars, ou 0,28 \$ par action (de base et dilué), ainsi que des frais d'acquisition et des coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts de 11,0 millions de dollars, ou 0,11 \$ par action (de base et dilué), d'une charge de désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat, d'une charge de désactualisation liée aux intérêts effectifs sur la dette convertible, de la réévaluation des actifs détenus en vue de la vente et de la réévaluation des passifs au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur, compte tenu de l'impôt sur le résultat. Cette hausse du résultat net ajusté s'explique en grande partie par une augmentation du BAIIA ajusté (voir la rubrique *BAIIA ajusté*), contrebalancée en partie par une diminution de la charge d'impôt sur le résultat et des intérêts.

Mesures non conformes aux IFRS

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2019, la Société a comptabilisé un résultat net ajusté de 42,7 millions de dollars, ou 0,42 \$ par action (de base) et 0,41 \$ par action (dilué) par rapport à celui inscrit pour le trimestre précédent clos le 30 septembre 2019, qui s'était établi à 32,6 millions de dollars ou 0,32 \$ (de base et dilué). Cette hausse s'explique en grande partie par une augmentation du BAIIA ajusté (voir la rubrique *BAIIA ajusté*), contrebalancée en partie par une hausse de la charge d'impôt sur le résultat.

Comparaison des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

Le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société s'est élevé à 132,6 millions de dollars, ou 1,34 \$ par action (de base et dilué), pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, contre 101,2 millions de dollars, ou 1,07 \$ par action (de base et dilué), pour l'exercice 2018. Le résultat net ajusté pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 reflétait le résultat net, compte non tenu de l'amortissement des immobilisations corporelles, de l'amortissement des immobilisations incorporelles et de la rémunération fondée sur des actions de 102,4 millions de dollars, ou 1,04 \$ par action (de base et dilué), et des frais d'acquisition et des coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts de 43,6 millions de dollars, ou 0,44 \$ par action (de base et dilué), d'une charge de désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat, d'une charge de désactualisation liée aux intérêts sur la dette convertible et de la réévaluation des actifs détenus en vue de la vente et de la réévaluation des passifs au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur, après impôt. Cette augmentation du résultat net ajusté est essentiellement attribuable à la hausse du BAIIA ajusté (voir la rubrique *BAIIA ajusté*) contrebalancée en partie par la hausse de la charge d'impôt sur le résultat principalement en raison de la hausse des éléments non déductibles combinée à l'augmentation du résultat avant impôt et de la charge d'intérêt.

Le tableau qui suit présente un rapprochement du résultat net ajusté et du résultat net ajusté par action avec les mesures du résultat conformes aux IFRS les plus comparables pour chacun des huit derniers trimestres de la Société.

Mesures non conformes aux IFRS

Tableau 14 – Rapprochement du résultat net ajusté (en milliers de dollars, sauf les données par action)

	T4 2019	T3 2019	T2 2019	T1 2019	T4 2018	T3 2018	T2 2018	T1 2018
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	3 387	(4 740)	(5 513)	(6 553)	(1 709)	995	(2 106)	(2 193)
Amortissement des immobilisations corporelles	1 504	1 403	1 216	1 084	1 179	1 091	1 018	947
Amortissement des immobilisations incorporelles	14 412	13 525	12 622	12 415	12 468	11 834	10 488	10 022
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	5 412	4 892	4 561	5 057	-	-	-	-
Rémunération fondée sur des actions *	6 906	5 376	6 748	5 234	5 359	6 765	6 098	6 745
Coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts ^{*)}	6 812	3 577	1 022	3 128	3 399	871	2 389	928
Frais d'acquisition*	(391)	2 306	6 670	1 707	2 966	2 594	2 508	3 018
Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat et intérêt effectif sur la dette convertible ^{*)}	8 676	9 297	6 992	6 807	8 692	6 285	6 058	4 784
Réévaluation des actifs détenus en vue de la vente ^{*)}	-	-	(153)	(546)	191	-	-	-
Réévaluation des passifs au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur*	336	317	350	-	-	-	-	-
Moins : Impôt sur le résultat applicable aux éléments ci-dessus ^{*)}	4 393	3 373	2 034	3 460	4 294	2 902	2 661	2 590
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société	42 661	32 580	32 481	24 873	28 251	27 533	23 792	21 661
Par action (de base)								
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	0,03	(0,05)	(0,06)	(0,07)	(0,02)	0,01	(0,02)	(0,02)
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société	0,42	0,32	0,33	0,26	0,29	0,29	0,26	0,24
Par action (dilué)								
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	0,03	(0,05)	(0,06)	(0,07)	(0,02)	0,01	(0,02)	(0,02)
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société	0,41	0,32	0,33	0,26	0,29	0,27	0,26	0,24

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Situation de trésorerie et sources de financement

Flux de trésorerie

En plus des frais de vente et charges générales et administratives, la Société affecte sa trésorerie notamment aux versements de dividendes, au service de la dette, aux dépenses d'investissement et aux acquisitions d'entreprises.

Selon les projections actuelles, nous prévoyons disposer de ressources financières suffisantes (grâce essentiellement à l'utilisation de nos entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation, à des emprunts, à des facilités de crédit et à l'émission de capital social) pour financer notre plan d'affaires, répondre à nos besoins en fonds de roulement et maintenir un niveau de dépenses approprié.

Le tableau suivant présente un complément d'information sur les flux de trésorerie de Fiera Capital.

Tableau 15 – Sommaire des tableaux consolidés des flux de trésorerie (en milliers de dollars)

	EXERCICES CLOS	
	LE 31 DÉCEMBRE 2019	LE 31 DÉCEMBRE 2018
Entrées de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation	149 799	106 294
Sorties de trésorerie nettes liées aux activités d'investissement	(92 497)	(110 745)
Entrées (sorties) de trésorerie nettes liées aux activités de financement	(7 227)	16 811
(Diminution) augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	50 075	12 360
Incidence des fluctuations des cours du change sur la trésorerie libellée en monnaies étrangères	(6 322)	(973)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice	52 466	41 079
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice	96 219	52 466

Comparaison des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

Les entrées de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation ont atteint 149,8 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2019. Ce montant découle essentiellement des entrées de trésorerie de 152,5 millions de dollars liées au résultat net ajusté pour tenir compte de la dotation aux amortissements, de la réévaluation des actifs détenus en vue de la vente, de la perte sur disposition d'immobilisations corporelles et incorporelles, du profit sur modification de contrats de location et autres, de la désactualisation et de la variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat et des instruments financiers remboursables au gré du porteur, des incitatifs à la location, des obligations locatives différées, de la rémunération fondée sur des actions, des coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts, des intérêts sur les obligations locatives, des intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières, de la charge d'impôt sur le résultat et de l'impôt sur le résultat payé, combinés à l'incidence positive de la variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation de 16,0 millions de dollars (voir la note 24 des états financiers consolidés audités pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018), facteurs partiellement compensés par la quote-part du résultat des coentreprises et entreprises associées de 6,0 millions de dollars, ainsi que par des sorties de trésorerie de 8,9 millions de dollars au titre du paiement des autres passifs non courants.

Les entrées de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation se sont chiffrées à 149,8 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, comparativement à des entrées de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation de 106,3 millions de dollars pour l'exercice précédent. La variation positive de 43,5 millions de dollars découle principalement de la hausse de 55,5 millions de dollars du BAIIA ajusté d'un exercice sur l'autre, tel qu'il est décrit à la rubrique *BAIIA ajusté*, combinée à l'écart positif de 18,9 millions de dollars des éléments hors trésorerie du fonds de

Situation de trésorerie et sources de financement

roulement d'exploitation, facteurs contrebalancés en partie par une variation négative de 10,5 millions de dollars des autres passifs non courants, une variation négative de 9,8 millions de dollars de l'impôt sur le résultat payé et un montant de 6,0 millions de dollars au titre de la quote-part du résultat des coentreprises et entreprises associées.

Les sorties de trésorerie nettes liées aux activités d'investissement ont été de 92,5 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, en raison essentiellement de sorties de trésorerie de 79,2 millions de dollars liées aux regroupements d'entreprises et à l'acquisition d'immobilisations incorporelles, de sorties de trésorerie de 28,8 millions de dollars liées au règlement des obligations au titre du prix d'achat, de sorties de trésorerie de 16,0 millions de dollars liées à l'achat d'immobilisations corporelles au cours de la période, combinées à une hausse de 7,2 millions de dollars de la trésorerie soumise à restrictions et de 5,2 millions de dollars de frais différés et autres actifs, facteurs partiellement contrebalancés par les entrées de trésorerie de 33,9 millions de dollars liées à la cession d'actifs et par les distributions de 9,2 millions de dollars reçues des coentreprises et entreprises associées.

Les sorties de trésorerie nettes liées aux activités d'investissement ont été de 92,5 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, en regard de 110,7 millions de dollars pour l'exercice précédent. La diminution s'explique surtout par les entrées de trésorerie tirées de la cession d'actifs de 33,9 millions de dollars, combinées à une hausse des entrées de trésorerie liées aux investissements de 22,4 millions de dollars et à une augmentation des distributions reçues des coentreprises et entreprises associées de 9,2 millions de dollars, partiellement contrebalancées par une hausse des sorties de trésorerie liées aux regroupements d'entreprises et à l'acquisition d'immobilisations incorporelles de 14,2 millions de dollars, de 13,5 millions de dollars liées à l'acquisition d'immobilisations corporelles, de 7,2 millions de dollars liées à l'utilisation de trésorerie soumise à restrictions et de 3,7 millions de dollars et 3,6 millions de dollars liées au règlement des obligations au titre du prix d'achat et aux investissements dans des coentreprises et entreprises associées, respectivement.

Les sorties de trésorerie nettes liées aux activités de financement se sont élevées à 7,2 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, en raison principalement des sorties de trésorerie de 85,6 millions de dollars au titre des versements de dividendes combinées à des sorties de trésorerie de 29,1 millions de dollars au titre du rachat et de l'annulation d'actions, à des paiements d'intérêts sur la dette à long terme de 25,0 millions de dollars, des paiements locatifs de 10,4 millions de dollars, un montant de 7,8 millions de dollars au titre du règlement des instruments financiers et un montant de 2,7 millions de dollars en règlement de la rémunération fondée sur des actions au cours de la période, facteurs compensés en partie par l'émission de débentures hybrides à hauteur de 105,0 millions de dollars et par une hausse de 49,0 millions de dollars de la dette à long terme.

Les sorties de trésorerie nettes liées aux activités de financement se sont élevées à 7,2 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, alors que des entrées de trésorerie nettes liées aux activités de financement de 16,8 millions de dollars avaient été comptabilisées pour l'exercice précédent. L'écart d'un exercice à l'autre est essentiellement attribuable aux sorties de trésorerie liées au rachat et à l'annulation d'actions plus élevées de 29,1 millions de dollars relatives au versement de dividendes de 12,3 millions de dollars et aux sorties de trésorerie de 10,4 millions de dollars au titre des paiements de location liées aux activités de financement par suite d'une modification du classement des charges locatives, lesquelles sont passées des frais de vente et charges générales et administratives aux coûts de financement, combinées à des sorties de trésorerie plus élevées liées au règlement de la rémunération fondée sur des actions et d'instruments financiers dérivés de 9,8 millions de dollars et au paiement des intérêts sur la dette à long terme de 4,2 millions de dollars, partiellement compensés par une hausse de 44,7 millions de dollars des entrées de trésorerie liées aux emprunts à long terme et aux débentures hybrides.

Enfin, les fluctuations du change sur la trésorerie libellée en monnaies étrangères ont eu une incidence défavorable de 6,3 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, contre une incidence défavorable de 1,0 million de dollars pour l'exercice précédent.

Situation de trésorerie et sources de financement

Dette à long terme

Tableau 16 – Facilité de crédit (en milliers de dollars)

	AU 31 DÉCEMBRE 2019	AU 31 DÉCEMBRE 2018
Facilité de crédit		
Facilité renouvelable	449 490	422 805
Autres facilités	–	919
Charges de financement différées	(2 791)	(2 197)
	446 699	421 527
Moins la partie courante	–	(388)
Partie non courante	446 699	421 139

Facilité de crédit

Le 14 novembre 2019, la Société a conclu la sixième entente de crédit modifiée et mise à jour (l'« entente de crédit ») avec un consortium de prêteurs composé de banques canadiennes. La facilité est utilisée aux fins générales de la Société. Elle comprend une facilité renouvelable non garantie de premier rang de 600 millions de dollars (la « facilité ») et peut être utilisée au gré de la Société pour des retraits en dollars canadiens ou en dollars américains.

Selon les modalités de l'entente de crédit et sous réserve du remboursement des débetures convertibles de la Société le 23 juin 2023 (voir la note 17 des états financiers consolidés audités et notes y afférentes, pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018), aucun versement minimal n'est prévu jusqu'au 30 juin 2023, date à laquelle le montant prélevé est remboursable intégralement. En tout temps, sous réserve de certaines conditions, la Société peut demander une augmentation de la limite maximale disponible aux termes de la facilité de 200 millions de dollars, sous réserve de l'acceptation des prêteurs individuels constituant le consortium bancaire. Sous réserve de certaines modalités, l'entente de crédit permet le report de la date d'échéance de la facilité un an à la fois, à la demande de la Société et sous réserve de l'acceptation d'un groupe de prêteurs au sein du consortium bancaire dont les engagements totalisent plus de 66 ⅔ %.

La facilité porte intérêt à taux variable, à régler mensuellement, en fonction de la monnaie dans laquelle la somme est prélevée et du taux fondé sur le ratio trimestriel de la dette à long terme sur le BAIIA défini dans l'entente de crédit. Le taux d'intérêt est fondé sur le taux préférentiel canadien majoré d'un écart se situant entre 0,0 % et 1,5 % ou, au gré de la Société pour les sommes prélevées en dollars américains, fondé soit sur le taux de base des États-Unis majoré d'un écart se situant entre 0,0 % et 1,5 %, soit sur le TIOL majoré d'un écart se situant entre 1,0 % et 2,5 %.

Au 31 décembre 2019, le montant total prélevé sur la facilité comprenait des montants de 29,784 millions de dollars et de 323,66 millions de dollars américains (419,706 millions de dollars) (123,5 millions de dollars et 219,4 millions de dollars américains (299,305 millions de dollars) au 31 décembre 2018).

Situation de trésorerie et sources de financement

La sixième entente de crédit modifiée et mise à jour a remplacé la cinquième entente de crédit modifiée et mise à jour conclue par la Société le 28 mai 2018 assujettie à des modalités semblables et remboursable en totalité le 30 juin 2022.

La renégociation de l'entente de crédit a été traitée à titre de modification aux termes de l'IFRS 9, *Instruments financiers* et les frais de transaction de 0,435 million de dollars liés à la facilité et de 0,48 million de dollars liés à l'entente de crédit précédente ont été incorporés à la facilité à titre de dette à long terme dans l'état consolidé de la situation financière. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, des frais de 0,405 million de dollars liés à une modification de l'administration du consortium bancaire ont également été incorporés à la facilité.

Avant le 28 mai 2018, la quatrième entente de crédit modifiée et mise à jour (l'« entente de crédit précédente ») comprenait une facilité de crédit à terme (non renouvelable) de 125 millions de dollars américains et une facilité renouvelable non garantie de premier rang de 350 millions de dollars pouvant être utilisée au gré de la Société pour des retraits en dollars canadiens ou en dollars américains. Aucun changement n'a été apporté aux taux d'intérêt applicables sur la facilité de crédit précédente. Les frais de transaction de 1,466 million de dollars liés à la facilité et de 1,034 million de dollars liés à l'entente de crédit précédente ont été incorporés à la facilité à titre de dette à long terme dans les états consolidés de la situation financière consolidés.

Selon les modalités de l'entente de crédit et de l'ancienne entente de crédit, la Société doit respecter certaines clauses restrictives, y compris le maintien de ratios financiers minimaux. Ces restrictions visent le maintien d'un ratio maximum de la dette à long terme sur le BAIIA et d'un ratio minimum de couverture des intérêts, tel qu'ils sont définis dans l'entente de crédit et dans l'ancienne entente de crédit. Le BAIIA, mesure financière non conforme aux IFRS, inclut le résultat consolidé avant les intérêts, l'impôt sur le résultat, les amortissements et d'autres éléments hors trésorerie, et ne tient pas compte des éléments extraordinaires et inhabituels, y compris les éléments non récurrents et certaines obligations au titre du prix d'achat ainsi que certains autres ajustements définis dans l'entente de crédit. Aux 31 décembre 2019 et 2018, la Société se conformait à l'ensemble des clauses restrictives aux termes de l'entente de crédit. L'entente de crédit comporte également des clauses restrictives qui limitent la capacité de la Société et de certaines de ses filiales définies précisément dans l'entente de crédit comme étant les emprunteurs, et par conséquent les garants de la facilité, à effectuer certains types de transactions et impose ainsi certaines restrictions d'exploitation et de financement sur ces entités.

Autres facilités

Au 31 décembre 2018, une des filiales de la Société avait un emprunt bancaire à rembourser de 0,231 million de dollars à l'égard duquel des paiements trimestriels de 0,131 million de dollars étaient requis. L'emprunt portait intérêt au taux préférentiel majoré d'un taux se situant entre 0,25 % et 1,25 % qui s'appliquait en fonction du ratio des créances de premier rang au BAIIA (mesure financière non conforme aux IFRS définie dans la convention d'emprunt). L'échéance initiale de ce prêt était le 30 juin 2019, toutefois, la filiale a remboursé le total de l'encours en janvier 2019. Toutes les exigences portant sur les clauses restrictives de la dette étaient respectées au 31 décembre 2018.

Au 31 décembre 2018, cette filiale disposait également d'une facilité de crédit-bail dont le solde impayé était de 0,688 million de dollars aux termes de laquelle des mensualités de 0,015 million de dollars étaient exigées. En janvier 2019, la filiale a remboursé le solde impayé de cette facilité de crédit-bail. Au 31 décembre 2018, les parties courante et non courante de l'emprunt se sont établies à 0,157 million de dollars et à 0,531 million de dollars, respectivement.

Situation de trésorerie et sources de financement

Au 31 décembre 2018, cette filiale disposait également d'une ligne de crédit assortie d'un plafond de 0,75 million de dollars. Cette ligne de crédit portait intérêt au taux préférentiel majoré de 0,25 % à 1,00 % qui s'appliquait en fonction du ratio des créances de premier rang au BAIIA sans date d'échéance fixe. Au 31 décembre 2018, la filiale n'avait prélevé aucun montant sur sa ligne de crédit, laquelle a été annulée en janvier 2019.

Une autre filiale de la Société dispose d'une ligne de crédit assortie d'un plafond de 0,95 million de dollars portant intérêt au taux préférentiel majoré de 1,50 %, sans date d'échéance fixe. Au 31 décembre 2019, la filiale n'avait prélevé aucun montant sur la ligne de crédit (néant au 31 décembre 2018).

Dette convertible

Le solde de la dette convertible allait comme suit au 31 décembre 2019 :

Tableau 17 – Dette convertible (en milliers de dollars)

	Au 31 décembre 2019	Au 31 décembre 2018
	\$	\$
Débtures convertibles à 5,00 % venant à échéance le 23 juin 2023	80 425	79 008
Débtures hybrides à 5,60 % venant à échéance le 31 juillet 2024	105 368	–
Partie non courante	185 793	79 008

a) *Débtures convertibles à 5,00 % venant à échéance le 23 juin 2023*

Tableau 18 – Débtures convertibles (en milliers de dollars)

	Au 31 décembre 2019	Au 31 décembre 2018
	\$	\$
Valeur nominale	86 250	86 250
Moins :		
Frais d'émission	(4 031)	(4 031)
Composante capitaux propres (déduction faite des frais d'émission de 224 \$)	(4 568)	(4 568)
Cumul de la charge de désactualisation sur la composante passif	2 774	1 357
Solde à la clôture de l'exercice	80 425	79 008

Le 21 décembre 2017, la Société a émis 86 250 débtures convertibles non garanties à 5,00 % venant à échéance le 23 juin 2023 (les « débtures convertibles »), pour un produit brut de 86,25 millions de dollars. L'intérêt est payable semestriellement, à terme échu, les 30 juin et 31 décembre de chaque année, à compter du 30 juin 2018. Les débtures sont convertibles au gré du porteur, à un prix de conversion de 18,85 \$ par action de catégorie A. Les débtures convertibles pourront être rachetées par la Société à compter du 30 juin 2021, mais avant le 30 juin 2022, à un prix de 0,001 million de dollars par débenture convertible, majoré de l'intérêt couru, mais non payé (pourvu que le cours moyen pondéré des actions de catégorie A à la TSX ne soit pas inférieur à 125 % du prix de conversion de 18,85 \$ par action au cours des 20 jours de bourse consécutifs se terminant 5 jours avant la date à laquelle l'avis de remboursement est donné). À compter du 30 juin 2022, mais avant la date d'échéance, la Société peut effectuer des remboursements au plus 60 jours, mais au moins 30 jours, avant l'avis, au prix de 0,001 million de dollars par débenture convertible, majoré de l'intérêt couru, mais non payé.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, un montant de 4,313 millions de dollars (4,431 millions de dollars en 2018) a été versé au titre des intérêts en trésorerie courus.

Situation de trésorerie et sources de financement

b) Débentures hybrides à 5,60 % échéant le 31 juillet 2024

Tableau 19 – Débentures hybrides (en milliers de dollars)

	Au 31 décembre 2019
	\$
Valeur nominale	110 000
Moins :	
Frais d'émission	(5 007)
Cumul de la charge de désactualisation	375
Solde à la clôture de l'exercice	105 368

Le 4 juillet 2019, la Société a émis des débentures hybrides subordonnées non garanties de premier rang venant à échéance le 31 juillet 2024 pour un montant de 100 millions de dollars et le 9 juillet 2019, elle a émis pour un montant de 10 millions de dollars de débentures hybrides subordonnées convertibles non garanties liées à l'option de surallocation venant à échéance le 31 juillet 2024 (conjointement, les « débentures hybrides »). Les débentures hybrides portent intérêt à un taux de 5,60 % par année, payable deux fois par année à terme échu les 31 janvier et 31 juillet de chaque année, le premier paiement d'intérêts étant exigible le 31 janvier 2020. Les débentures hybrides ne seront pas remboursables avant le 31 juillet 2022, sauf advenant la satisfaction de certaines conditions après un changement de contrôle de la Société. À compter du 31 juillet 2022 et avant le 31 juillet 2023, les débentures hybrides seront remboursables en totalité ou en partie de temps à autre au gré de la Société, sur présentation d'un avis préalable d'au plus 60 jours et d'au moins 30 jours, à un prix de remboursement équivalent à 102,80 % du capital remboursé majoré des intérêts courus et impayés, le cas échéant. À compter du 31 juillet 2023 et avant la date d'échéance du 31 juillet 2024, les débentures hybrides seront remboursables, en totalité ou en partie, de temps à autre au gré de la Société, sur présentation d'un avis préalable d'au plus 60 jours et d'au moins 30 jours à un prix de 0,001 million de dollars par débenture majoré des intérêts courus et impayés. La Société pourra rembourser à son gré le montant de capital des débentures hybrides exigible au remboursement ou à l'échéance le 31 juillet 2024 en trésorerie ou en émettant des actions de catégorie A conformément aux modalités de l'acte de fiducie. Les débentures hybrides ne seront en aucun cas convertibles en actions de catégorie A au gré des détenteurs. Les débentures hybrides sont comptabilisées au coût amorti, déduction faite des frais d'émission, au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif.

Au 31 décembre 2019, un montant de 3,08 millions de dollars est comptabilisé dans les créditeurs et charges à payer au titre des intérêts en trésorerie courus depuis la date d'émission jusqu'au 31 décembre 2019.

La Société a engagé un total de 5,007 millions de dollars en commissions de prise ferme et en frais d'émission, lesquels sont portés en diminution des débentures hybrides. Les débentures hybrides sont comptabilisées au coût amorti, au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le produit de l'émission des débentures hybrides a été utilisé pour financer la partie en trésorerie des acquisitions de Natixis Canada, Foresters et IAM, afin de réduire l'endettement aux termes de la facilité de crédit et aux fins générales de l'entreprise.

Capital social

Au 31 décembre 2019, la Société avait 81 362 603 actions de catégorie A et 19 412 401 actions de catégorie B avec droit de vote spécial, pour un total de 100 775 004 actions en circulation contre 77 556 288 actions de catégorie A et 19 412 401 actions de catégorie B avec droit de vote spécial, pour un total de 96 968 689 actions en circulation au 31 décembre 2018.

Situation de trésorerie et sources de financement

Gestion du capital

Le capital de la Société se compose du capital social, des résultats non distribués (du déficit), de la dette à long terme, des débetures convertibles et des débetures hybrides, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. La Société gère son capital de manière à disposer de sources de financement suffisantes tout en maximisant le rendement pour ses actionnaires en optimisant l'équilibre entre la dette et les capitaux propres, et de manière à se conformer aux exigences réglementaires et à certaines clauses restrictives exigées par les prêteurs. Aux 31 décembre 2019 et 2018, la Société et une de ses filiales assujetties aux calculs de l'excédent du fonds de roulement, établi sur une base non consolidée, conformément au Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription, se sont conformées à leurs calculs respectifs. La Société et ses filiales se sont également conformées à leurs clauses restrictives aux termes des différentes facilités de crédit.

Afin de maintenir ou d'ajuster sa structure du capital, la Société peut émettre des actions ou procéder à l'émission ou au remboursement de titres débetures convertibles (de la manière applicable selon les modalités du prospectus simplifié final pertinent visant cette dette convertible).

Obligations contractuelles

Au 31 décembre 2019, la Société avait les obligations contractuelles suivantes :

Tableau 20 – Obligations contractuelles (en milliers de dollars)

	Valeur comptable	Total	2020	2021	2022	2023	2024	Par la suite
Dette à long terme	449 490	449 490	–	–	–	449 490	–	–
Dette convertible	185 793	196 250	–	–	–	86 250	110 000	–
Obligations au titre du prix d'achat	127 374	288 629	31 710	44 061	49 085	33 241	27 774	102 758
Passifs au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur	13 997	20 898	–	–	20 898	–	–	–
Obligations locatives	s. o.	179 286	19 099	21 004	18 862	20 107	16 786	83 428
Licences, services logiciels et autres	s. o.	25 258	11 207	8 399	4 970	409	273	–
Obligations totales	s. o.	1 159 811	62 016	73 464	93 815	589 497	154 833	186 186

Passifs éventuels

Dans le cours normal des activités, la Société et ses filiales peuvent faire l'objet de réclamations en lien avec ses activités et ses employés. L'issue éventuelle de telles réclamations en cours auprès de la Société ne peut être déterminée à l'heure actuelle. La Société a l'intention de se défendre contre de telles actions en justice, et la direction estime que leur résolution n'aura pas d'incidence négative importante sur la situation financière de la Société.

Paievements fondés sur des actions

a) Régime d'options sur actions

En vertu du régime d'options sur actions de la Société, le prix d'exercice de chaque option sur actions est égal au cours moyen pondéré en fonction du volume des actions de la Société à la TSX au cours des cinq jours de négociation précédant immédiatement la date d'attribution des options sur actions. Le conseil d'administration peut déterminer la durée maximale pendant laquelle les options sont attribuées et le moment où chaque option devient exerçable et si elles seront exerçables par échelonnement ou en fonction d'un calendrier d'acquisition des droits.

Un sommaire des modifications apportées aux régimes d'options sur actions de la Société au cours des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018 est présenté ci-après :

Tableau 21 – Transactions sur options

	2019		2018	
	Nombre d'options sur actions de catégorie A	Prix d'exercice moyen pondéré (\$)	Nombre d'options sur actions de catégorie A	Prix d'exercice moyen pondéré (\$)
En circulation à l'ouverture de l'exercice	3 977 191	12,21	4 183 852	11,86
Attributions	1 100 000	12,25	305 000	12,22
Exercices	(152 377)	6,58	(391 409)	8,07
Renonciations	(398 045)	13,31	(120 252)	13,63
En circulation à la clôture de l'exercice	4 526 769	12,32	3 977 191	12,21
Options exerçables à la clôture de l'exercice	1 176 510	11,60	1 281 812	11,20

b) Régime d'unités d'actions différées (« UAD »)

En 2007, le conseil d'administration a adopté un régime d'unités d'actions différées (le « régime d'UAD ») en vue de mieux harmoniser les intérêts des administrateurs et ceux des actionnaires en reliant une tranche de la rémunération annuelle des administrateurs à la valeur future des actions au lieu d'une rémunération en trésorerie. Le 1^{er} septembre 2010, le conseil d'administration a annulé ce régime. Cependant, tous les droits et privilèges existants sont demeurés en vigueur. Tous les administrateurs sont désormais rémunérés en argent.

Au 31 décembre 2019, la Société avait inscrit un passif de 0,106 million de dollars pour les 9 031 unités en circulation en vertu du régime d'UAD (0,095 million de dollars pour les 8 395 unités au 31 décembre 2018).

c) Régime d'unités d'actions assujetties à des restrictions (« UAR »)

Le 12 avril 2018, le conseil d'administration a approuvé une version modifiée et mise à jour du régime d'UAR en trésorerie essentiellement pour inclure diverses incidences fiscales et pour préciser que la Société peut, à son gré, régler l'octroi des UAR en trésorerie ou en actions. Le régime d'UAR a pour objectif d'offrir aux employés admissibles la chance d'acquérir des UAR afin de fidéliser les employés clés et de leur permettre de participer à la croissance et au développement de la Société, et de mieux aligner les intérêts des participants au régime d'UAR avec les intérêts à long terme des actionnaires de la Société.

Paielements fondés sur des actions

Le tableau suivant présente les transactions survenues au sein du régime d'UAR de la Société au cours des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018.

Tableau 22 – Transactions sur les UAR

	2019	2018
Unités en circulation à l'ouverture de l'exercice	258 560	608 635
Attributions	100 001	–
Réinvestissements au lieu de versements de dividendes	20 411	24 610
Acquisitions de droits ¹	(136 234)	(374 685)
Renonciations	–	–
Unités en circulation à la clôture de l'exercice	242 738	258 560

¹ Aucune unité d'actions assujetties à des restrictions payée sous forme de trésorerie (47 252 en 2018).

Une UAR équivaut à une action de catégorie A de la Société. La Société a respectivement comptabilisé une charge de 1,88 million de dollars et de 3,176 millions de dollars à l'égard de ces attributions au cours des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018, respectivement. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, 136 234 actions de catégorie A (327 433 actions en 2018) ont été émises en règlement des droits aux UAR et aucun montant en trésorerie n'a été payé en règlement des droits aux UAR (0,585 million de dollars en 2018). Au 31 décembre 2019, la Société avait un passif s'élevant à 2,1 millions de dollars pour les 242 738 unités en circulation aux termes du régime d'UAR (1,759 million de dollars pour les 258 560 unités au 31 décembre 2018).

d) Régime d'unités d'actions assujetties à des restrictions à règlement en trésorerie (« UAR en trésorerie »)

Le tableau suivant présente les transactions survenues au sein du régime d'UAR de la Société au cours des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018.

Tableau 23 – Transactions sur les UAR en trésorerie

	2019	2018
Unités en circulation à l'ouverture de l'exercice	528 308	504 380
Attributions	127 389	154 693
Réinvestissements au lieu de versements de dividendes	38 560	37 936
Acquisition de droits	(325 643)	(167 974)
Renonciations	–	(727)
Unités en circulation à la clôture de l'exercice	368 614	528 308

Les UAR en trésorerie équivalent à une action de catégorie A de la Société. La Société a respectivement comptabilisé une charge de 2,658 millions de dollars et de 2,254 millions de dollars à l'égard de ces attributions au cours des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, les droits sur 325 643 unités ont été acquis (167 974 en 2018) et un montant de 1,945 million de dollars en trésorerie a été payé en guise de règlement de 172 057 unités (0,396 million de dollars en trésorerie pour 32 607 unités en 2018) et les 153 586 unités restantes ont été réglées en trésorerie en janvier 2020. En outre, un montant de 1,528 million de dollars a été payé au cours de l'exercice en règlement des unités dont les droits ont été acquis en 2018. Au 31 décembre 2019, la Société avait inscrit un passif totalisant 3,486 millions de dollars pour les 368 614 unités en circulation (4,305 millions de dollars pour les 528 308 unités au 31 décembre 2018).

Paiements fondés sur des actions

e) Régime d'actions assujetties à des restrictions

Au 31 décembre 2018, il n'y avait plus d'actions assujetties à des restrictions en circulation. Le 21 mars 2019, le Conseil d'administration a approuvé la résiliation du régime d'actions assujetties à des restrictions. Aucune charge n'a été comptabilisée au titre du régime d'actions assujetties à des restrictions pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 (0,284 million de dollars en 2018).

f) Régime d'UALR et d'UADPV applicable aux unités d'exploitation

Le 12 avril 2018, le conseil d'administration a approuvé une version modifiée et mise à jour du régime d'UALR applicable aux unités d'exploitation essentiellement pour inclure diverses incidences fiscales. Des unités d'actions liées au rendement sont attribuées aux employés admissibles à une valeur d'attribution déterminée par le conseil d'administration comme étant la valeur initiale de l'attribution. Le nombre d'unités d'actions liées au rendement attribué à un participant à la date d'attribution est calculé en divisant la valeur d'attribution par la valeur de l'UALR applicable à l'unité d'exploitation déterminée par le conseil d'administration à chaque date d'attribution.

Les UALR sont considérées être attribuées lorsque l'avis d'attribution est approuvé par le conseil d'administration et est accepté par l'employé. La date d'acquisition des droits est la date à laquelle toutes les modalités d'acquisition des droits énoncées dans le régime d'UALR applicable aux unités d'exploitation et la note d'attribution de l'employé ont été satisfaites.

Les UALR dont les droits sont acquis sont réglées conformément aux modalités du régime. La valeur à la date du règlement est déterminée en fonction du produit du nombre d'UALR dont les droits sont acquis par la valeur de l'UALR à la date d'acquisition des droits applicable.

En juin 2018, la Société a modifié son régime d'unités d'actions liées au rendement applicable aux unités d'exploitation (le « régime d'UALR applicable aux unités d'exploitation ») pour inclure la possibilité d'attribuer des unités assorties de droits à la plus-value applicables aux unités d'exploitation (le « régime d'UADPV applicable aux unités d'exploitation »).

Régime d'UALR applicable aux unités d'exploitation

Au cours des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018, la Société a comptabilisé la charge suivante relativement au régime d'UALR applicable aux unités d'exploitation :

Tableau 24 – Transactions aux termes du régime d'UALR applicable aux unités d'exploitation (en milliers de dollars)

	2019	2018
	\$	\$
Attributions réglées en titres de capitaux propres	6 343	6 229
Attributions réglées en trésorerie	8 540	7 297
Total des charges	14 883	13 526

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, la valeur totale des attributions octroyées aux termes des régimes d'UALR de la Société applicables aux unités d'exploitation s'est établie à 6,32 millions de dollars. Un total de 1 820 929 actions de catégorie A ont été émises au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019 en règlement des UALR applicables aux unités d'exploitation dont les droits ont été acquis en 2018 et 7 818 actions de catégorie A ont été émises en règlement des UALR applicables aux unités d'exploitation dont les droits ont été acquis en 2019. Les unités dont les droits n'étaient pas réglés au 31 décembre 2019 seront réglés au cours de l'exercice 2020.

Paievements fondés sur des actions

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, la valeur totale des attributions octroyées aux termes des régimes d'UALR de la Société applicables aux unités d'exploitation s'est établie à 6,575 millions de dollars. Un total de 616 948 actions de catégorie A ont été émises au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018 en règlement des UALR applicables aux unités d'exploitation. Les droits acquis ont été réglés en 2019 au moyen de l'émission d'actions de catégorie A.

Régime d'UADPV applicable aux unités d'exploitation

Aux termes du régime d'UADPV applicable aux unités d'exploitation, les employés admissibles peuvent recevoir une action de catégorie A de la Société pour un montant équivalent à l'écart entre la valeur de l'entreprise par unité à la date d'acquisition des droits et le prix d'exercice établi à la date d'attribution. La Société a comptabilisé une charge de 1,963 million de dollars et de 1,276 million de dollars aux exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018, respectivement.

g) Régime d'UALR

Le 12 avril 2018, le conseil d'administration a approuvé une version modifiée et mise à jour du régime d'UALR essentiellement pour inclure diverses incidences fiscales et pour préciser que la Société peut, à son gré, régler l'octroi des UALR en trésorerie ou en actions. Des UALR sont attribuées aux employés admissibles à une valeur d'attribution déterminée par le conseil d'administration comme étant la valeur initiale de l'attribution. Le nombre d'UALR attribué à un participant à la date d'attribution est calculé en divisant la valeur d'attribution par la valeur de marché à la date d'attribution. Une UALR équivaut à une action de catégorie A de la Société.

Au cours des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018, la Société a comptabilisé la charge suivante relativement aux régimes d'UALR :

Tableau 25 – Transactions sur les UALR (en milliers de dollars)

	2019	2018
	\$	\$
Attributions réglées en titres de capitaux propres	1 419	1 292
Attributions réglées en trésorerie	1 149	1 126
Total des charges	2 568	2 418

Au cours des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018, la valeur totale des attributions octroyées aux employés admissibles aux termes des régimes d'UALR de la Société s'est établie à 0,548 million de dollars et à 4,828 millions de dollars, respectivement. Un total de 217 882 actions de catégorie A ont été émises et un montant de 2,58 millions de dollars a été payé au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019 en règlement des UALR dont les droits ont été acquis en 2018 et en 2019 (19 819 actions de catégorie A ont été émises en règlement des UALR en 2018 dont les droits ont été acquis en 2017). Les unités dont les droits n'étaient pas acquis au 31 décembre 2019 seront réglées en 2020.

h) Régimes d'options établis par les filiales de la Société

L'une des filiales de la Société maintient un régime d'options sur actions fondé sur les actions de la filiale respective. Ce régime est comptabilisé comme un régime réglé en trésorerie. La charge liée aux options sur actions des filiales de la Société inscrite dans les états consolidés du résultat net de l'exercice clos le 31 décembre 2019 s'est établie à 2,443 millions de dollars (2,568 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2018). La filiale a payé un montant de 1,119 million de dollars et de 0,651 million de dollars au cours des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018, respectivement, en guise de règlement des options sur actions. Le passif lié aux paiements fondés sur des actions et réglé en trésorerie se chiffrait à 5,28 millions de dollars, montant présenté dans les états de la situation financière au 31 décembre 2019 (3,956 millions de dollars au 31 décembre 2018).

Transactions avec des parties liées

Dans le cours normal des activités, la Société effectue des transactions avec des parties liées, dont deux sont des actionnaires liés, ou avec des entités sous le même contrôle que ces actionnaires liés.

Au 31 décembre 2019, un actionnaire lié détenait indirectement des actions avec droit de vote spécial de catégorie B correspondant à environ 7,2 % des actions émises et en circulation de la Société (7,4 % au 31 décembre 2018). Selon les modalités de la convention des actionnaires conclue entre cet actionnaire lié et une entité liée à la Société, l'actionnaire lié a le droit de nommer deux des huit administrateurs de la Société que les détenteurs d'actions de catégorie B peuvent élire. Cet actionnaire lié est l'un des deux promoteurs principaux et un des prêteurs du consortium de prêteurs de la facilité de crédit de la Société et avec prise d'effet en juin 2019, il est devenu l'agent administratif de l'entente de crédit.

Par suite de la transaction de Natixis en mai 2019, un actionnaire n'est plus considéré comme une partie liée en raison de la diminution de sa propriété réelle. Les transactions avec cet actionnaire survenues avant mai 2019 sont prises en compte dans le tableau ci-après.

De plus, à la suite de la transaction de Natixis en mai 2019 (note 4 des états financiers consolidés audités pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018), un actionnaire lié détient 10,60 % des actions de catégorie A avec droit de vote subalterne et il a le droit de nommer un administrateur au conseil d'administration de la Société.

Tableau 26 – Transactions entre parties liées (en milliers de dollars)

	2019	2018
	\$	\$
Honoraires de gestion	22 150	44 154
Honoraires de performance	-	3 779
Autres revenus	5 323	367
Frais de vente et charges générales et administratives		
Frais de référence	544	1 701
Autres	196	613
Intérêts sur la dette à long terme	17 331	15 946
(Profit net) perte nette sur la juste valeur des instruments financiers dérivés inclus dans les intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières	8 276	(3 093)
Contrepartie en trésorerie en guise de règlement de l'obligation au titre du prix d'achat	-	8 500

Les transactions ont été effectuées dans le cours normal des activités de la Société et sont mesurées à la valeur d'échange, qui représente le montant de la contrepartie établie et acceptée par les parties liées. Les honoraires sont calculés aux prix en vigueur sur le marché et sont réglés selon des modalités commerciales normales.

Le président du conseil d'administration et chef de la direction ainsi que le vice-président exécutif, chef de la direction financière globale, de concert avec la direction, sont responsables de l'établissement et du maintien de contrôles et procédures de communication de l'information et d'un contrôle interne à l'égard de l'information financière adéquats, selon la définition que donne à ces termes le *Règlement 52-109*.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Les contrôles et procédures de communication de l'information sont conçus pour fournir l'assurance raisonnable que l'information significative est enregistrée et présentée à la direction en temps opportun de sorte que l'information devant être présentée par la Société dans ses documents annuels, ses documents intermédiaires ou d'autres rapports déposés ou transmis par la Société en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par la législation sur les valeurs mobilières.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière est conçu de manière à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers pour diffusion externe conformément aux IFRS. Le cadre de contrôle interne de Corporation Fiera Capital (la « Société ») repose sur les critères publiés dans le rapport *Internal Control-Integrated Framework (cadre COSO de 2013)* publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission (« COSO »).

Le chef de la direction et le chef de la direction financière, appuyés par la direction, ont évalué ou fait évaluer sous leur supervision, la conception (trimestriellement) et l'efficacité du fonctionnement (annuellement) des contrôles et procédures de communication de l'information et du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société au 31 décembre 2019 et ils ont conclu qu'ils étaient efficaces.

Tous les systèmes de contrôle interne, peu importe l'efficacité de leur conception, comportent des limites inhérentes. Par conséquent, même les systèmes réputés efficaces peuvent fournir seulement une assurance raisonnable en ce qui a trait à la préparation et à la présentation des états financiers.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, aucun changement n'a été apporté au contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu ou est susceptible d'avoir une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société.

Limitation de l'étendue de la conception

Le chef de la direction et le chef des finances ont limité l'étendue de la conception des contrôles et procédures et du contrôle interne à l'égard de l'information financière pour exclure les contrôles, les politiques et les procédures pour certaines entreprises significatives acquises au cours de l'exercice 2019.

Cette limitation de l'étendue est conforme à l'alinéa 3.3(1)b) du Règlement 52-109, qui permet à un émetteur de limiter la conception des contrôles et procédures et du contrôle interne à l'égard de l'information financière pour une entreprise acquise par l'émetteur au plus 365 jours avant la période couverte par le présent rapport de gestion. Voir la note 4, « Regroupements d'entreprises et autres transactions », des états financiers consolidés de Corporation Fiera Capital, qui présente un sommaire de l'information financière liée aux entreprises acquises au cours de l'exercice 2019.

Vous trouverez des renseignements supplémentaires sur Fiera Capital Corporation ainsi que ses états financiers annuels audités et sa notice annuelle les plus récents sur le site de SEDAR à www.sedar.com.

Instruments financiers

En raison de ses actifs et passifs financiers, la Société est exposée, à l'égard des instruments financiers, aux risques suivants : risque de marché, risque de crédit, risque de taux d'intérêt, risque de change et risque de liquidité. L'analyse qui suit présente une évaluation des risques auxquels elle était exposée aux 31 décembre 2019 et 2018.

La Société a pour activité la gestion d'actifs de placement. Le niveau des actifs sous gestion, qui est directement lié au rendement des placements et à la capacité de la Société d'attirer et de conserver les clients, constitue le principal inducteur de performance de ses résultats continus.

Les états consolidés de la situation financière présentent le portefeuille de placements de la Société, dont la valeur est exposée à plusieurs facteurs de risque.

Risque de marché

Le risque de marché représente le risque de perte découlant de l'évolution défavorable des taux et prix du marché, dont les taux d'intérêt, les fluctuations des cours boursiers et d'autres variations pertinentes des taux ou prix du marché. Le risque de marché est directement lié à la volatilité et à la liquidité des marchés sur lesquels les actifs sous-jacents connexes se négocient. L'analyse qui suit présente les principaux éléments du risque de marché auxquels s'expose la Société et la façon dont ils sont gérés.

L'appréciation ou la dépréciation de la juste valeur des titres de capitaux propres ont une incidence sur le montant et le moment de la comptabilisation des profits et pertes liés aux titres de capitaux propres et aux placements dans des fonds de placement du portefeuille de la Société, et entraînent des variations des profits et pertes réalisés et non réalisés. La conjoncture économique en général, le contexte politique et plusieurs autres facteurs peuvent également avoir une incidence négative sur les marchés boursiers et obligataires et, en conséquence, sur la juste valeur des actifs financiers détenus, soit les titres de capitaux propres, les titres de fonds de placement et les titres à revenu fixe.

Les gestionnaires du portefeuille de la Société surveillent les risques liés au portefeuille dans le cadre de leurs activités quotidiennes. Aux 31 décembre 2019 et 2018, son portefeuille de titres de capitaux propres et de titres liés à des capitaux propres comprenait des placements dans des fonds de placement et d'autres titres. La juste valeur de ces placements était de 8,4 millions de dollars au 31 décembre 2019 et de 4,857 millions de dollars au 31 décembre 2018. Les fonds de placement comprennent un portefeuille de placements très diversifié en titres de capitaux propres et en obligations.

Aux 31 décembre 2019 et 2018, une variation de 10 % de la juste valeur des placements de la Société dans des titres de capitaux propres et des titres liés à des capitaux propres aurait eu pour effet de faire monter ou baisser le résultat global de 0,84 million de dollars et de 0,486 million de dollars, respectivement.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux actifs financiers de la Société exposés au risque de crédit sont la trésorerie et les équivalents de trésorerie, la trésorerie et les équivalents de trésorerie soumis à des restrictions, les placements et les créances clients et autres débiteurs. La valeur comptable des actifs financiers présentés dans les états consolidés de la situation financière, autres que les instruments financiers dérivés, représente le risque de crédit maximal auquel s'expose la Société à la date de clôture.

Instruments financiers

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie et à la trésorerie et les équivalents de trésorerie soumis à des restrictions est limité parce que les contreparties en cause sont des banques commerciales ou des institutions financières auxquelles les agences de notation indépendantes ont accordé des cotes élevées.

Le risque de crédit de la Société provient essentiellement de ses créances clients. Les montants sont présentés dans les états consolidés de la situation financière après déduction des pertes de crédit attendues, lesquelles ont fait l'objet d'une estimation par la direction de la Société en fonction des résultats passés et de son évaluation de la conjoncture économique actuelle et de la situation financière des contreparties. Afin de réduire ce risque, la direction a adopté des politiques de crédit qui comprennent une révision régulière des soldes des clients. Aucun client ne représentait plus de 10 % des débiteurs aux 31 décembre 2019 et 2018.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt de la Société tient à sa trésorerie et à ses équivalents de trésorerie et à sa dette à long terme. Les taux d'intérêt sur sa dette à long terme sont variables et exposent ses flux de trésorerie au risque de taux d'intérêt.

La Société gère le risque de taux d'intérêt lié aux flux de trésorerie au moyen de swaps de taux d'intérêt variable-fixe. Ces swaps de taux d'intérêt ont pour effet économique de convertir la dette à taux variable en dette à taux fixe. La Société a contracté sa dette à long terme à un taux variable et, au moyen de swaps, elle en a converti une partie en dette assortie de taux fixes inférieurs à ceux qu'elle aurait obtenus si elle avait contracté directement un emprunt à taux fixe. Aux termes d'un contrat de swap de taux d'intérêt, la Société convient avec l'autre partie d'échanger, à intervalles donnés, des montants correspondant à la différence entre le taux contractuel fixe et le taux variable, calculée en fonction de notionnels convenus.

Risque de change

Le risque de change s'entend du risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours de change. Pour la Société, ce risque découle de sa trésorerie et de ses équivalents de trésorerie, de sa trésorerie soumise à des restrictions, de ses débiteurs, de ses placements, de ses instruments financiers dérivés, de ses créditeurs et charges à payer, de son passif au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur, de ses obligations au titre du prix d'achat et de sa dette à long terme. La Société gère une partie de son risque de change en faisant concorder ses positions en actifs et en passifs, soit plus précisément, en appariant sa dette à long terme libellée dans une monnaie étrangère donnée à ses actifs à long terme libellés dans la même monnaie.

Selon les soldes (exclusion faite de la dette à long terme) au 31 décembre 2019, l'appréciation ou la dépréciation de 5 % du dollar américain par rapport au dollar canadien donnerait lieu à une augmentation ou à une diminution de 1,364 million de dollars (1,794 million de dollars en 2018) du total du résultat global. L'appréciation ou la dépréciation de 5 % de la livre sterling (GBP) par rapport au dollar canadien donnerait lieu à une augmentation ou à une diminution de 0,858 million de dollars (néant en 2018) du total du résultat global. Le calcul précédent ne tient pas compte de la dette à long terme libellée en dollars américains, qui est partiellement couverte au moyen d'un actif à long terme dans la même monnaie. Cet actif à long terme n'est pas inscrit aux états consolidés de la situation financière étant donné qu'il s'agit d'un solde intersociétés et qu'il est éliminé à la consolidation.

Risque de liquidité

La Société cherche à disposer de liquidités suffisantes pour régler ses passifs venus à échéance. Elle surveille le solde de sa trésorerie et équivalents de trésorerie et ses flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation afin de pouvoir s'acquitter de ses obligations.

Instruments financiers

La Société génère assez de flux de trésorerie liés à ses activités d'exploitation et a suffisamment de financement disponible aux termes de sa dette à long terme pour financer ses activités et respecter ses obligations à mesure qu'elles viennent à échéance.

Juste valeur

Placements

Le coût et la juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net se chiffraient à 8,1 millions de dollars et 8,4 millions de dollars, respectivement au 31 décembre 2019 (4,574 millions de dollars et 4,857 millions de dollars, respectivement, au 31 décembre 2018). Un profit non réalisé de 0,488 million de dollars et un profit réalisé de 0,368 million de dollars ont été comptabilisés au titre (du profit réalisé et non réalisé) de la perte réalisée et non réalisée sur placements au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019 (perte non réalisée de 0,623 million de dollars et profit réalisé de 0,768 million de dollars au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018).

Débetures convertibles et hybrides

Au 31 décembre 2019, les débetures convertibles et hybrides sont comptabilisées respectivement au coût amorti de 80,425 millions de dollars et de 105,368 millions de dollars (79,008 millions de dollars et néant au 31 décembre 2018). Leur juste valeur selon les cours du marché au 31 décembre 2019 s'établissait respectivement à 90,537 millions de dollars et 112,475 millions de dollars (87,544 millions de dollars et néant au 31 décembre 2018).

Dette à long terme

La juste valeur de la dette à long terme se rapproche de sa valeur comptable compte tenu du fait qu'elle est assujettie à des conditions, y compris des taux d'intérêt variables, semblables à celles que la Société pourrait obtenir pour des instruments ayant des termes similaires.

Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés de la Société sont composés de contrats de swap de devises et de taux d'intérêt et de devises ainsi que de contrats de change à terme qui sont présentés à leur juste valeur dans les états consolidés résumés intermédiaires de la situation financière.

La juste valeur d'instruments dérivés qui ne sont pas négociés sur un marché actif est déterminée au moyen de techniques d'évaluation qui maximisent le recours à des données observables sur les marchés, telles que les courbes de taux d'intérêt, et les informations disponibles concernant des transactions réalisées sur les marchés et portant sur d'autres instruments quasi identiques, par une analyse des flux de trésorerie actualisés ou par d'autres techniques, le cas échéant. Autant que possible, les techniques d'évaluation intègrent tous les facteurs que les intervenants du marché prendraient en considération pour fixer un prix et elles sont conformes aux méthodes économiques reconnues pour l'évaluation du prix d'instruments financiers.

La Société détermine la juste valeur de ses contrats de change à terme en calculant la différence entre les cours de change à terme à la date d'évaluation et le prix à terme contractuel pour la durée résiduelle du contrat. Elle détermine la juste valeur de ses contrats de swap de taux d'intérêt et de swap sur devises en appliquant des techniques d'évaluation.

Instruments financiers

Les profits nets (pertes nettes), la juste valeur et le montant notionnel des instruments dérivés pour la période restant jusqu'à l'échéance se présentent comme suit :

Tableau 27 - Profits nets (pertes nettes), juste valeur et montant notionnel des instruments dérivés (en milliers de dollars)

	Exercice clos le 31 décembre 2019	Au 31 décembre 2019				
		Juste valeur		Montant notionnel pour la période restant jusqu'à l'échéance		
	Profit net (perte nette) sur les instruments dérivés	Actif	(Passif)	Moins de un an	De un à 5 ans	Plus de 5 ans
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Contrats de change à terme						
a) Contrats de change à terme – détenus à des fins de transaction	2 216	755	–	62 300	–	–
b) Swaps sur devises – détenus à des fins de transaction	(12 257)	–	(3 540)	225 000	–	–
Contrats de swap de taux d'intérêt						
c) Contrats de swap – détenus à des fins de transaction	(710)	537	(1 946)	–	250 000	–
d) Contrats de swap – couvertures des flux de trésorerie	–	–	(1 615)	–	219 151	–

	Exercice clos le 31 décembre 2018	Au 31 décembre 2018				
		Juste valeur		Montant notionnel pour la période restant jusqu'à l'échéance		
	Profit net (perte nette) sur les instruments dérivés	Actif	(Passif)	Moins de un an	De un à 5 ans	Plus de 5 ans
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Contrats de change à terme						
a) Contrats de change à terme – détenus à des fins de transaction	(5 294)	–	(1 672)	45 374	–	–
b) Swaps sur devises – détenus à des fins de transaction	4 700	1 083	–	80 000	–	–
Contrats de swap de taux d'intérêt						
c) Contrats de swap – détenus à des fins de transaction	(1 770)	860	(1 560)	–	190 000	–
d) Contrats de swap – couvertures des flux de trésorerie	–	4 506	–	–	230 550	–

Instruments financiers

Tableau 28 - Présentation des instruments financiers dérivés dans les états financiers (en milliers de dollars)

	Au 31 décembre 2019	Au 31 décembre 2018
	\$	\$
Actifs courants liés à des instruments financiers dérivés ¹	755	1 083
Actifs non courants liés à des instruments financiers dérivés	537	5 366
Passifs courants liés à des instruments financiers dérivés	(3 540)	(1 672)
Passifs non courants liés à des instruments financiers dérivés	(3 561)	(1 560)

¹ Inclus dans les charges payées d'avance et autres actifs dans les états consolidés résumés intermédiaires de la situation financière.

a) Contrats de change à terme

Société

La Société conclut des contrats de change à terme mensuels à taux de change au comptant de fin de mois comportant différentes périodes restantes jusqu'à l'échéance afin de gérer le risque lié aux fluctuations de change visant les produits estimés futurs libellés en dollars américains pour une période allant jusqu'à douze mois.

Pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018, la Société a conclu des contrats de change à terme mensuels à taux de change au comptant de fin de mois comportant différentes périodes restantes jusqu'à l'échéance afin de gérer le risque lié aux fluctuations de change visant les produits futurs estimés libellés en dollars américains pour une période allant jusqu'à douze mois.

Les contrats de change à terme sont comptabilisés à la juste valeur à la date où les contrats sont conclus et font ensuite l'objet d'une nouvelle évaluation à la juste valeur par le biais du résultat net à la fin de chaque période de présentation de l'information financière. Le profit ou la perte sur ces instruments financiers dérivés est comptabilisé dans les autres revenus à l'état consolidé du résultat net selon la nature de l'élément couvert.

La Société a inscrit un profit de 2,347 millions de dollars au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019 (perte de 4,673 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2018) et a payé 0,376 million de dollars à titre de règlement de contrats venus à échéance au cours de l'exercice (payé 2,939 millions de dollars au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018). La juste valeur des contrats de change est un actif de 0,735 million de dollars au 31 décembre 2019 (passif de 1,237 million de dollars au 31 décembre 2018).

Filiales

Une des filiales de la Société conclut des contrats de change à terme afin de gérer le risque de fluctuation de change associé aux produits estimatifs libellés en euros. Au cours des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018, la filiale a respectivement comptabilisé une perte de 0,131 million de dollars et une perte de 0,621 million de dollars. Un montant total de 0,587 million de dollars et de 0,186 million de dollars a été payé au cours de l'exercice clos les 31 décembre 2019 et 2018, respectivement, en règlement des contrats. Au 31 décembre 2019, la juste valeur de ces contrats correspondait à un actif de 0,02 million de dollars (passif de 0,435 million de dollars au 31 décembre 2018).

b) Swaps sur devises – détenus à des fins de transaction

Selon les modalités de la facilité renouvelable de la Société (note 16 des états financiers consolidés audités et notes y afférentes pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018), la Société peut emprunter, soit en dollars américains à un taux fondé sur le taux de base des États-Unis majoré d'un écart variant de 0,0 % à 1,5 % ou sur le TIOL majoré d'un écart variant de 1,0 % à 2,5 %, soit en dollars canadiens à un taux fondé sur le taux préférentiel canadien majoré d'un écart variant de 0,0 % à 1,5 %. Afin de bénéficier des économies d'intérêts, la Société avait créé efficacement, jusqu'au 16 janvier 2020, un équivalent synthétique à une facilité renouvelable en dollars canadiens au CDOR majoré de 1,51 %

Instruments financiers

sur 225 millions de dollars (1,57 % sur 80 millions de dollars au 31 décembre 2018) en empruntant sur la facilité renouvelable en dollars américains, soit l'équivalent de 225 millions de dollars (170,5 millions de dollars américains) (80 millions de dollars (59,4 millions de dollars américains) au 31 décembre 2018) au TIOL majoré de 2,00 % et en l'échangeant en taux CDOR majoré de 1,51 % au moyen d'un swap de devises d'un mois.

L'objectif de cette stratégie était de permettre des économies de coûts sans risque de change puisque les modalités du financement au TIOL des États-Unis et du swap de devises correspondent exactement (notionnel en dollars américains, TIOL, dates de transaction et d'échéance). Les pertes (profits) sur les swaps de devises sont contrebalancées par des profits (pertes) équivalent(e)s à la conversion de la partie de la couverture économique, libellée en dollars américains, de la facilité renouvelable en raison des modalités financières qui sont exactement les mêmes.

Le profit net ou la perte nette sur ces instruments financiers dérivés est comptabilisé dans les états consolidés du résultat net selon la nature de l'élément couvert économiquement, soit la facilité renouvelable, et est donc présenté dans les intérêts sur la dette à long terme et les autres charges financières. La Société a comptabilisé une perte de 12,257 millions de dollars au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, sans incidence nette sur les résultats comme il est mentionné plus haut (profit de 4,7 millions de dollars au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018). Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, un total de 7,633 millions de dollars a été payé en règlement de ces contrats (un montant de 3,617 millions de dollars a été reçu au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018).

La juste valeur des contrats de swap de devises correspondait à un passif de 3,54 millions de dollars au 31 décembre 2019 (actif de 1,083 million de dollars au 31 décembre 2018).

c) Swap de taux d'intérêt – détenus à des fins de transaction

La Société conclut des swaps de taux d'intérêt afin de gérer le risque lié à l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt sur sa facilité libellée en dollars canadiens. Les intérêts sont réglés mensuellement.

En mai 2019, la Société a conclu deux swaps de taux d'intérêt comportant un notionnel initial de 35 millions de dollars et 25 millions de dollars et venant à échéance le 2 mai 2022 et le 13 mai 2022, respectivement. Les contrats consistent à échanger le taux d'intérêt variable fondé sur le taux au CDOR à un mois pour un taux fixe de 1,945 % (sur le contrat de 35 millions de dollars) et de 1,900 % (sur le contrat de 25 millions de dollars). Aucune modification n'a été apportée aux modalités des autres swaps de taux d'intérêt (détenus à des fins de transaction) détenus par la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Le profit net ou la perte nette sur ces instruments financiers dérivés est comptabilisé dans l'état consolidé du résultat net avec les intérêts sur la dette à long terme et les autres charges financières. La Société a comptabilisé une perte de 0,71 million de dollars au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019 (perte de 1,77 million de dollars au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018).

La juste valeur des contrats de swap de taux d'intérêt correspondait à un actif de 0,537 million de dollars et à un passif de 1,946 million de dollars au 31 décembre 2019 (actif de 0,86 million de dollars et passif de 1,56 million de dollars au 31 décembre 2018).

d) Swaps de taux d'intérêt – couvertures de flux de trésorerie

La Société détient des swaps de taux d'intérêt désignés comme couvertures de flux de trésorerie qui répondent aux exigences de la comptabilité de couverture. Aucune modification n'a été apportée aux modalités des contrats détenus par la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

La partie efficace des variations de la juste valeur de ces contrats est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global et le montant du cumul est porté dans une réserve de couverture. La Société a comptabilisé une perte de 5,31 millions de dollars (déduction faite de l'impôt sur le résultat de 0,811 million de dollars) dans les autres éléments du

Instruments financiers

résultat global au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019 (profit de 1,833 million de dollars (déduction faite de l'impôt sur le résultat de 0,259 million de dollars) au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018).

La partie inefficace des variations de la juste valeur est immédiatement comptabilisée en résultat net à l'état consolidé du résultat net. Il n'y a pas eu de partie inefficace liée à ces contrats au cours des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018.

La juste valeur des swaps de taux d'intérêt désignés comme couvertures de flux de trésorerie correspond à un passif de 1,615 million de dollars au 31 décembre 2019 (actif de 4,506 millions de dollars au 31 décembre 2018).

La Société demeure exposée aux fluctuations du taux de base des États-Unis ou du TIOL sur l'écart entre la facilité de crédit libellée en dollars américains et les notionnels des swaps de taux d'intérêt en dollars américains. Les prélèvements en dollars américains sur la facilité de crédit se chiffraient à 323,66 millions de dollars américains au 31 décembre 2019 (219,4 millions de dollars américains au 31 décembre 2018).

e) Option d'achat liée à WAGM

Le 1^{er} décembre 2018, Fiera Capital Inc. (« FCI »), filiale entièrement détenue de la Société, a conclu une entente avec Wilkinson Global Capital Partners LLC (les « associés ») dans le cadre de laquelle les associés ont le droit, mais non l'obligation, d'acquérir au minimum la totalité des participations de la Société dans WGAM, une filiale entièrement détenue de la Société qui s'occupe de la gestion des ententes de conseil en placement pour des comptes clients spécifiques. L'option d'achat peut être exercée en tout temps au cours de la période allant du 1^{er} janvier 2021 (date de début de l'achat) au 1^{er} janvier 2023 (date d'expiration de l'option d'achat) ou à une date avant l'échéance fixée par FCI. Si les associés n'exercent pas l'option d'achat avant la date d'expiration de l'achat ou dans les 30 jours suivant la date de l'avis, l'option d'achat viendra à expiration. Le prix d'exercice de l'option d'achat est établi pour représenter la juste valeur de WGAM. Étant donné que le prix de l'option d'achat est fondé sur la juste valeur estimée des activités de WGAM et qu'elle ne peut être exercée au 31 décembre 2019, cet instrument financier dérivé n'a pas d'incidence financière sur les états financiers consolidés de la Société.

f) Passif au titre d'un instrument financier remboursable au gré du porteur et option d'achat liée à Palmer Capital

Aux termes de la convention d'achat et de vente, l'acquéreur, Fiera Real Estate, a le droit, mais non l'obligation d'acquérir une participation de 20 % ne donnant pas le contrôle dans Palmer Capital. Ce droit peut être exercé par l'acquéreur le 30 avril 2022 ou le 30 avril de toute année ultérieure. Les actionnaires de Palmer Capital ne détenant pas le contrôle ont le droit, mais non l'obligation d'exercer leur option de vente sur la participation de 20 % ne donnant pas le contrôle de Palmer Capital le 31 mars 2022 ou le 31 mars de toute année subséquente. S'ils sont exercés, les droits d'achat et de vente exigeraient tous deux que Fiera Real Estate ou la Société acquière la participation de 20 % ne donnant pas le contrôle dans Palmer Capital.

Le prix d'exercice est le même pour les droits de vente et d'achat. Le prix d'exercice correspond au prix prescrit calculé en fonction d'un multiplicateur du bénéfice avant intérêts, impôt et amortissement, comme défini dans la convention d'achat et de vente.

Le droit de vente sur la participation ne donnant pas le contrôle dans Palmer Capital est classé comme passif financier et mesuré à la juste valeur par le biais du résultat net. Il était initialement mesuré à la juste valeur de 13,237 millions de dollars à la date d'acquisition, puis réévalué à chaque date de clôture, les variations de la juste valeur étant comptabilisées à l'état consolidé du résultat net. La juste valeur du passif initial au titre des instruments financiers remboursables au gré du porteur s'est établie à 13,997 millions de dollars au 31 décembre 2019.

g) Droits avec valeur éventuels liés à IAM

Les actionnaires de IAM ont reçu des droits avec valeur éventuels dans le cadre de l'acquisition de IAM (note 4 des états financiers consolidés audités et notes y afférentes pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018). La Société a comptabilisé l'actif au titre du droit avec valeur éventuel à la juste valeur à la date d'acquisition et réévalué par la suite l'instrument au coût amorti. La partie courante de cet actif a été prise en compte dans les créances clients et autres débiteurs, alors que la partie non courante a été portée dans les autres actifs non courants. À la date d'acquisition, le passif au titre du droit avec valeur éventuel a été comptabilisé à la juste valeur pour être réévalué par la suite à la juste valeur par le biais du résultat net. La partie courante de ce passif a été comptabilisée dans les créditeurs et charges à payer et la partie non courante a été inscrite dans les autres passifs non courants.

Jugements comptables significatifs et incertitudes relatives aux estimations

Le présent rapport de gestion renvoie aux états financiers consolidés audités pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018. Un sommaire des jugements comptables significatifs et des incertitudes relatives aux estimations de la Société figure à la note 3 des états financiers consolidés audités de la Société pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018. Certaines des méthodes comptables que la Société doit appliquer conformément aux IFRS amènent la direction à poser des jugements et estimations complexes et subjectifs relativement à des questions inhérentes aux incertitudes.

La juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat est déterminée à l'aide d'une analyse des flux de trésorerie actualisés qui fait appel à l'utilisation de données d'entrée non observables comme les flux de trésorerie attendus et les taux d'actualisation ajustés au titre du risque. Les flux de trésorerie attendus sont estimés en fonction des modalités des accords contractuels, de la connaissance du secteur par la Société et de l'incidence possible de la conjoncture économique sur le secteur.

Les obligations au titre du prix d'achat et les passifs au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur sont des passifs financiers de niveau 3. La Société a utilisé des techniques d'évaluation pour comptabiliser la juste valeur des passifs à la date de clôture. La Société a analysé les caractéristiques de l'obligation évaluée, y compris les circonstances et l'information disponible à la date d'évaluation et a sélectionné la technique d'évaluation la plus appropriée.

Obligation au titre du prix d'achat - CNR

Un changement raisonnable dans des données d'entrée non observables n'entraînerait pas de variation significative de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat autre que pour le passif de City National Rochdale (« CNR »), lequel est présenté ci-après.

Les principales données d'entrée de niveau 3 utilisées par la Société pour évaluer les obligations au titre du prix d'achat de CNR sont tirées des données non observables suivantes et déterminées de la manière suivante :

- Les facteurs de croissance annuelle des produits, comme le taux du marché et le taux des contributions nettes, sont estimés en fonction des données et des publications internes et externes, la conjoncture économique et les caractéristiques particulières du passif financier. Un facteur de croissance annuelle des produits plus élevé donnera lieu à une juste valeur plus élevée. Pour évaluer la juste valeur au 31 décembre 2019 pour le taux de croissance du marché et le taux des contributions nettes, la Société a utilisé des taux de 8,6 % et de 2,5 %, respectivement.
- Le taux d'actualisation ajusté pour tenir compte du risque est établi en ajustant un taux sans risque pour refléter les risques particuliers liés au passif financier. Le taux d'actualisation correspond à la donnée d'entrée utilisée pour ramener les flux de trésorerie futurs à leur valeur actualisée. Un taux d'actualisation plus élevé donnerait lieu à une juste valeur plus faible. Pour évaluer la juste valeur au 31 décembre 2019, la Société a utilisé un taux d'actualisation de 41 %.

La méthode des flux de trésorerie actualisés a été utilisée pour mesurer la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs attendus devant être versés à CNR à titre de contrepartie éventuelle. La juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat de CNR au 31 décembre 2019 se chiffrait à 74,054 millions de dollars (57,108 millions de dollars américains) et à 74,118 millions de dollars (54,331 millions de dollars américains) au 31 décembre 2018.

Les principales données non observables sont les facteurs de croissance annuelle des produits, la croissance des marchés et les contributions nettes, ainsi que le taux d'actualisation ajusté en fonction du risque.

- Une augmentation (diminution) de 350 points de base du taux de croissance du marché entraînerait une augmentation (diminution) d'environ 5,187 millions de dollars (4 millions de dollars américains) de la juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat.

Jugements comptables significatifs et incertitudes relatives aux estimations

- Une augmentation (diminution) de 300 points de base du taux des contributions nettes entraînerait une hausse (baisse) d'environ 2,204 millions de dollars (1,7 million de dollars américains) de la juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat.
- Une augmentation (diminution) de 200 points de base du taux d'actualisation ajusté en fonction du risque entraînerait une diminution (augmentation) d'environ 2,594 millions de dollars (2 millions de dollars américains) de la juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat.

En raison de la nature non observable des intrants, l'évaluation de ces instruments financiers de niveau 3 pourrait comporter des incertitudes et l'utilisation d'hypothèses alternatives raisonnables en modifierait la juste valeur. Par ailleurs, la relation entre le taux d'actualisation ajusté en fonction du risque et les autres intrants non observables n'est pas nécessairement directe et diverses relations entre les données pourraient raisonnablement être appliquées. La Société a varié les principaux intrants non observables comme le taux d'actualisation ajusté en fonction du risque, la croissance du marché et les contributions nettes et a établi une fourchette de valeurs raisonnables qui pourrait donner lieu à une hausse de 7,781 millions de dollars (6 millions de dollars américains) ou à une diminution de la juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat au 31 décembre 2019 (8,08 millions de dollars (6 millions de dollars américains) au 31 décembre 2018).

Obligation au titre du prix d'achat – Clearwater

La méthode des flux de trésorerie actualisés a été utilisée pour évaluer la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus devant être versés aux vendeurs à titre de contrepartie éventuelle. La Société a accru la juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat et a inscrit une charge de 1,359 million de dollars (1,026 million de dollars américains) au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019. La juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat de Clearwater s'est établie à 43,753 millions de dollars au 31 décembre 2019 (33,738 millions de dollars américains) et à 39,955 millions de dollars (28,553 millions de dollars américains) au 31 décembre 2018.

Les principales données d'entrée de niveau 3 utilisées par la Société pour évaluer les obligations au titre du prix d'achat de Clearwater sont dérivées des données d'entrée non observables fondées sur le résultat avant intérêts, impôts et amortissements (le « BAIIA ») prévu, les estimations de la direction à l'égard des produits tirés de ventes croisées et du taux d'actualisation ajusté pour tenir compte du risque. Le taux d'actualisation correspond à la donnée d'entrée utilisée pour ramener les flux de trésorerie futurs à leur valeur actualisée. La Société a utilisé des taux d'actualisation se situant entre 10 % et 15 %.

En raison de la nature des données d'entrée non observables, il peut subsister une incertitude à l'égard de l'évaluation de ces instruments financiers de niveau 3 et le recours à d'autres hypothèses raisonnablement possibles pourrait entraîner une variation de la juste valeur. De plus, le lien entre le taux d'actualisation ajusté pour tenir compte du risque et les autres données d'entrée non observables n'est pas nécessairement une relation directe et différentes filiations pourraient raisonnablement s'appliquer. La Société a varié les données d'entrée non observables importantes comme le taux d'actualisation ajusté pour tenir compte du risque, les produits, le BAIIA et les prévisions de ventes croisées, et elle a établi une fourchette raisonnable des justes valeurs variant entre 36,309 millions de dollars (28 millions de dollars américains) et 40,199 millions de dollars (31 millions de dollars américains) pour la juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat au 31 décembre 2019.

Passif au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur

La méthode des flux de trésorerie actualisés a été utilisée pour évaluer la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus devant être versés aux actionnaires de la participation ne donnant pas le contrôle. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, la Société a inscrit une charge de 1,003 million de dollars (0,598 million de livres sterling (GBP)) aux fins de la réévaluation du passif au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur. La juste valeur de ce passif s'établissait à 13,997 millions de dollars (8,148 millions de livres sterling (GBP)) au 31 décembre 2019.

Les principales données d'entrée de niveau 3 utilisées par la Société pour évaluer le passif au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur sont dérivées des données d'entrée non observables fondées sur le résultat avant intérêts, impôts et amortissements (le « BAIIA ») prévu et le taux d'actualisation ajusté pour tenir compte du risque. Le taux d'actualisation correspond à la donnée d'entrée utilisée pour ramener les flux de trésorerie futurs à leur valeur actualisée. La Société a utilisé un taux d'actualisation de 17 %.

En raison de la nature des données d'entrée non observables, il peut subsister une incertitude à l'égard de l'évaluation de ces instruments financiers de niveau 3 et le recours à d'autres hypothèses raisonnablement possibles pourrait entraîner une variation de la juste valeur. De plus, le lien entre le taux d'actualisation ajusté pour tenir compte du risque et les autres données d'entrée non observables n'est pas nécessairement une relation directe et différentes filiations pourraient raisonnablement s'appliquer. La Société a varié les données d'entrée non observables importantes comme le taux d'actualisation ajusté pour tenir compte du risque et le BAIIA et elle a établi une fourchette raisonnable des justes valeurs variant entre 13,228 millions de dollars (7,7 millions de livres sterling (GBP)) et 16,148 millions de dollars (9,4 millions de livres sterling (GBP)) pour la juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat au 31 décembre 2019.

Adoption de nouvelles IFRS

IFRS 16 – Contrats de location

La Société a adopté l'IFRS 16, *Contrats de location*, le 1^{er} janvier 2019. L'IFRS 16 propose un modèle comptable unique des contrats de location au bilan par les preneurs. Par conséquent, la Société, à titre de preneur, a comptabilisé les actifs au titre de droits d'utilisation à l'état consolidé de la situation financière qui, pour la plupart, représentent ses droits d'utilisation de ses bureaux qui répondent à la définition d'un contrat de location, et les obligations locatives qui représentent son obligation d'effectuer des paiements locatifs.

La Société a appliqué l'IFRS 16 au moyen de l'approche rétrospective modifiée. Par conséquent, l'information comparative présentée en 2018 n'a pas été retraitée et elle est présentée comme elle l'était antérieurement, selon l'IAS 17, *Contrats de location*, et les interprétations connexes. Les détails concernant les changements de méthodes comptables sont présentés ci-après.

Définition d'un contrat de location

À titre de preneur, la Société classait auparavant les contrats de location soit en tant que contrat de location simple, soit en tant que contrat de location-financement, selon son évaluation du fait que le contrat de location transférait la quasi-totalité des risques et avantages liés au droit de propriété. Aux termes de l'IFRS 16, un contrat est ou contient un contrat de location s'il confère le droit de contrôler l'utilisation d'un bien déterminé pour une période moyennant une contrepartie.

Transition

Au moment de la transition à l'IFRS 16, la Société a choisi d'appliquer la mesure de simplification afin de maintenir l'évaluation des transactions qui sont des contrats de location et elle a appliqué l'IFRS 16 uniquement aux contrats qui avaient été précédemment identifiés comme étant des contrats de location aux termes de l'IAS 17. Pour les contrats de location qui étaient classés en tant que contrats de location simple aux termes de l'IAS 17, les obligations locatives ont été évaluées à la valeur actualisée des versements de loyer restants désactualisés selon la charge de désactualisation du taux d'emprunt marginal de la Société au 1^{er} janvier 2019. Les actifs au titre de droits d'utilisation ont été évalués selon un montant équivalent à l'obligation locative, ajusté selon les paiements locatifs payés d'avance ou à payer.

La Société a utilisé les mesures de simplification qui suivent lors de l'application de l'IFRS 16 aux contrats de location qui étaient classés auparavant en tant que contrats de location simple aux termes de l'IAS 17.

- Exclure les coûts directs initiaux dans l'évaluation des actifs au titre de droits d'utilisation à la date d'application initiale.
- Ne pas comptabiliser les actifs au titre de droits d'utilisation et les obligations locatives pour les contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur.
- S'appuyer sur des évaluations antérieures pour savoir si un contrat de location est un contrat déficitaire.

La Société n'a pas choisi d'utiliser l'exemption qui lui permet d'exclure les actifs au titre de droits d'utilisation et les obligations locatives dont la durée du contrat est inférieure à 12 mois à la date de transition.

IFRS modifiées, interprétations et modifications

Les normes révisées dont il est question ci-après sont en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. Leur adoption n'a pas eu d'incidence significative sur les montants présentés et les informations fournies dans les états financiers consolidés audités et les notes y afférentes pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018.

IFRIC 23, Incertitude relative aux traitements fiscaux

En juin 2017, l'IASB a publié l'IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux*. Cette interprétation traite de la manière de déterminer le bénéfice imposable (la perte fiscale), les bases fiscales, les pertes fiscales non utilisées, les crédits d'impôt non utilisés et les taux d'impôt en cas d'incertitude relative au traitement fiscal aux termes de l'IAS 12. Cette norme détermine les cas où les traitements fiscaux doivent être analysés collectivement, les hypothèses des examens des autorités fiscales, la détermination du bénéfice imposable (de la perte fiscale), les assiettes fiscales, les pertes fiscales inutilisées, les crédits d'impôt inutilisés et les taux d'impôt ainsi que l'incidence de changements de faits et de circonstances.

Améliorations annuelles des IFRS (Cycle 2015-2017)

En décembre 2017, l'IASB a publié *Améliorations annuelles des normes IFRS – Cycle 2015-2017*. La prise de position porte sur des modifications apportées aux quatre IFRS découlant du projet d'améliorations annuelles de l'IASB. Les modifications de l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*, précisent que, lorsqu'une entité obtient le contrôle d'une entreprise qui est une entreprise commune, elle doit réévaluer les intérêts détenus antérieurement dans cette entreprise. Les modifications de l'IFRS 11, *Partenariats*, précisent que, lorsqu'une entité obtient le contrôle conjoint d'une entreprise qui est une entreprise commune, elle ne doit pas réévaluer les intérêts détenus antérieurement dans cette entreprise. Les modifications de l'IAS 12, *Impôts sur le résultat*, précisent que toutes les conséquences fiscales des dividendes devraient être comptabilisées en résultat net, quelle que soit l'origine de l'impôt. Les modifications de l'IAS 23, *Coûts d'emprunt*, précisent que si un emprunt spécifique demeure inutilisé après que l'actif connexe soit prêt pour son utilisation ou sa vente prévue, cet emprunt doit être incorporé aux fonds que l'entité emprunte de manière générale aux fins du calcul du taux de capitalisation des emprunts généraux.

Nouvelles normes et interprétations n'ayant pas encore été adoptées

Un certain nombre d'interprétations et de modifications aux normes existantes ont été publiées par l'IASB Interpretations Committee (l'« IFRIC ») et sont obligatoires, mais ne sont pas encore en vigueur pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, et n'ont pas été appliquées aux fins de l'établissement des présents états financiers consolidés. La Société évalue l'incidence de ces nouvelles normes et interprétations sur ses états financiers consolidés qui, cependant, ne devraient pas avoir d'incidence significative sur la Société.

Modifications aux dispositions en matière de comptabilité de couverture – Réforme des TIO et son incidence sur l'information financière

Le 26 septembre 2019, l'IASB a publié des modifications à l'égard de certaines dispositions sur la comptabilité de couverture de l'IFRS 9, *Instruments financiers*, et de l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilité et évaluation*, ainsi que la norme connexe portant sur les informations à fournir, soit l'IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir*, en lien avec la phase 1 du projet de réforme des TIO et son incidence sur l'information financière. Les modifications sont en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2020. Elles traitent des questions touchant la présentation de l'information financière dans la période qui précède la réforme des TIO. Ces modifications sont obligatoires et s'appliquent à toutes les relations de couverture touchées directement par les incertitudes inhérentes à la réforme des TIO. Les modifications touchent certaines dispositions précises en matière de comptabilité de couverture et visent à fournir une mesure d'allègement à l'égard des répercussions potentielles des incertitudes entourant la réforme des TIO, soit ce qui suit :

- l'exigence de « haute probabilité »;
- les appréciations prospectives;
- les appréciations rétrospectives (pour l'IAS 39);
- la possibilité de désigner des composantes de risque.

Définition d'une entreprise (Modifications d'IFRS 3)

Le 22 octobre 2018, l'IASB a publié les modifications d'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*, qui visent à préciser si une transaction constitue une acquisition d'actif ou un regroupement d'entreprises. Les modifications s'appliquent aux entreprises acquises au cours des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020. En vertu des modifications, une entité a le choix d'appliquer un test de concentration qui simplifie l'appréciation à porter et qui entraîne une acquisition d'actifs si la quasi-totalité de la juste valeur de l'actif brut se concentre dans un actif identifiable unique ou un groupe unique d'actifs identifiants similaires. Si une entité choisit de ne pas appliquer le test de concentration, ou que le test est un échec, l'appréciation doit alors porter sur l'existence du caractère substantiel d'un processus.

Risques relatifs au rendement des placements et au placement des actifs sous gestion

Rendement des placements

Un mauvais rendement des placements, que ce soit par rapport aux concurrents de Fiera Capital ou à d'autres éléments, pourrait faire en sorte que les clients existants choisissent de retirer leur trésorerie des Fonds pour investir dans des produits offrant un meilleur rendement, ou nuire à la capacité de Fiera Capital d'attirer de nouveaux clients. En outre, la capacité de Fiera Capital d'obtenir des honoraires de performance est directement liée au rendement de ses placements. Par conséquent, un mauvais rendement des placements pourrait faire en sorte que Fiera Capital n'obtienne plus d'honoraires de performance ou qu'elle en obtienne moins.

L'incapacité de Fiera Capital de retenir ses clients existants et d'en attirer de nouveaux pourrait avoir une incidence défavorable sur l'actif sous gestion, les honoraires de gestion, la rentabilité et le potentiel de croissance de Fiera Capital.

Fiera Capital ne peut garantir qu'elle pourra atteindre ou maintenir un niveau précis d'actifs sous gestion, que ses rendements relatifs futurs seront positifs, qu'elle conservera ses clients ou qu'elle en attirera de nouveaux.

Placement des actifs sous gestion

Les actifs, les stratégies de placement et les véhicules (les « **placements** ») dans lesquels les actifs sous gestion des Fonds et des comptes gérés sont investis sont exposés à des risques, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur la valeur ou le rendement de tels placements et, par conséquent, sur les actifs sous gestion. Ces risques comprennent notamment certains des risques suivants ou l'ensemble de ceux-ci :

- les conditions externes des marchés, de l'économie et d'autres événements qui sont hors du contrôle de la Société, comme les contextes réglementaires et les changements qui y sont apportés, l'incertitude économique et des situations politiques à l'échelle locale, régionale, nationale et mondiale, des catastrophes naturelles et des crises de santé publique (comme la récente écloison à l'échelle mondiale du coronavirus (« COVID-19 »));
- les taux d'intérêt, les taux d'inflation et la disponibilité du crédit;
- le risque de change et le risque lié aux placements étrangers;
- certaines des techniques de placement spéciales qui peuvent être utilisées, comme la vente à découvert, l'effet de levier, la couverture, les dérivés ou les options et la concentration des placements, comportent leurs propres risques;
- le contexte concurrentiel au sein duquel évoluent les placements signifie que le repérage et la réalisation de transactions de placement peuvent comporter des incertitudes pouvant entraîner des modalités de placement moins favorables que celles qui auraient été autrement en vigueur;
- les placements peuvent être faits dans des entités que la Société ne contrôle pas et, par conséquent, être assujettis à des décisions commerciales, financières ou de gestion avec lesquelles la Société n'est pas d'accord ou qui ne servent pas les intérêts de la Société;
- le processus de vérification diligente entrepris relativement à un placement précis pourrait ne pas mettre au jour tous les faits pertinents pour établir si un tel placement sera favorable.

L'incapacité de Fiera Capital à gérer et à résoudre adéquatement les risques de placement pourrait avoir une incidence défavorable sur ses actifs sous gestion, la rentabilité de ses honoraires de gestion et sur ses perspectives de croissance.

Risques relatifs aux activités

Les activités de Fiera Capital sont exposées à un certain nombre de facteurs de risque, dont les suivants :

Risque de réputation

Le risque de réputation s'entend de la possibilité qu'une publicité négative, fondée ou non, puisse entraîner une réduction du résultat ou de la clientèle de Fiera Capital en raison de son incidence sur l'image de marque de Fiera Capital. Le risque de réputation est inhérent à pratiquement toutes les opérations effectuées par Fiera Capital, même lorsque l'opération est entièrement conforme aux exigences des lois et de leurs règlements d'application. Le risque de réputation ne peut être géré indépendamment des autres risques, car il est souvent lié au risque d'exploitation, au risque lié à la réglementation et aux autres risques inhérents aux activités de Fiera Capital. Par conséquent, le risque de réputation de Fiera Capital est intégré au code d'éthique mondial auquel l'ensemble du personnel de Fiera Capital est assujéti.

Risques de poursuite et risque lié à la réglementation

La capacité de Fiera Capital d'exercer ses activités est tributaire de sa conformité et de son inscription continue aux termes des lois sur les valeurs mobilières des territoires dans lesquels elle exerce ses activités. La surveillance et la prise de mesures nécessaires en réaction à l'évolution rapide de la réglementation des valeurs mobilières, au Canada comme à l'étranger, nécessite d'importantes ressources de gestion, opérationnelles et financières.

Des lois et des règlements qui régissent les activités de Fiera Capital, ou l'un de ses produits ou services de placement en particulier, pourraient être modifiés ou interprétés d'une manière qui lui soit défavorable. Toute modification du cadre réglementaire des valeurs mobilières ou non-respect de celui-ci pourrait entraîner des amendes, l'interdiction temporaire ou permanente des activités de Fiera Capital ou des activités menées par son personnel ou des dommages à sa réputation, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable importante sur les activités, la situation financière et les résultats d'exploitation de Fiera Capital.

Le risque de poursuite est inhérent au secteur de la gestion d'actifs dans lequel Fiera Capital exerce ses activités. Ce risque ne peut pas être éliminé, même lorsqu'il n'existe aucun motif légitime de poursuite. À cet égard, les risques juridiques auxquels sont exposés Fiera Capital, ses administrateurs, ses dirigeants, ses employés et ses placeurs pour compte comprennent le risque de responsabilité en cas de contravention aux lois sur les valeurs mobilières, de manquement aux obligations fiduciaires ou d'abus des fonds des investisseurs. En outre, en raison de l'existence, dans certains territoires, du régime de responsabilité civile du marché secondaire, des actionnaires insatisfaits pourraient plus aisément tenter des poursuites contre Fiera Capital, ses administrateurs et ses dirigeants.

Fiera Capital détient divers types de contrats d'assurance pour couvrir certains risques potentiels et elle évalue régulièrement le caractère adéquat de cette couverture. Rien ne garantit que la couverture d'assurance de Fiera Capital sera adéquate pour couvrir tous les risques liés à ses activités.

Couverture d'assurance

Fiera Capital détient divers types de contrats d'assurance, notamment des assurances pour ses administrateurs et dirigeants, des assurances contre les erreurs et omissions, des assurances responsabilité civile des entreprises et le cautionnement d'une institution financière. L'adéquation de la couverture d'assurance est évaluée en permanence, notamment en comparant ses coûts à ses avantages.

Facteurs de risque

Rien ne garantit que les réclamations éventuelles ne dépasseraient pas le plafond de la couverture ou que l'assureur accepterait ces demandes de règlement, ni que Fiera Capital pourra à l'avenir obtenir une couverture d'assurance suffisante selon des modalités économiques avantageuses.

Un jugement porté à l'encontre de Fiera Capital dont le montant dépasserait l'assurance disponible ou auquel l'assurance ne s'appliquerait pas pourrait avoir une incidence défavorable importante sur ses activités, sa situation financière ou ses résultats d'exploitation.

Croissance et intégration des entreprises acquises

La croissance future dépendra, entre autres, de la capacité à exploiter efficacement afin d'absorber la croissance et de réaliser les synergies, retombées et économies attendues de l'intégration de toute entreprise acquise par Fiera Capital. Le maintien des activités actuelles et l'intégration des entreprises acquises pouvant poser des défis considérables, la direction de Fiera Capital pourrait trouver difficile de mettre en œuvre ces intégrations sans heurt, avec succès ou sans y engager des ressources financières importantes, tant sur le plan de la direction, de l'exploitation que des finances. Par ailleurs, en raison des acquisitions, Fiera Capital pourrait être exposée à des incohérences sur le plan des normes, des contrôles internes, des procédures et des politiques, qui pourraient nuire à la capacité de la direction de Fiera Capital de maintenir de bonnes relations avec ses clients, ses fournisseurs et son personnel ou de récolter les retombées attendues.

Toute incapacité de Fiera Capital à gérer avec succès sa croissance ou l'intégration des entreprises acquises, y compris la gouvernance, les processus réglementaires, les plateformes de technologie de l'information, les processus opérationnels et les processus de présentation de l'information financière pourrait nuire considérablement aux activités, à la situation financière et aux résultats d'exploitation de Fiera Capital.

Croissance des actifs sous gestion de Fiera Capital

La disponibilité en temps opportun d'occasions de placement appropriées pour les nouveaux clients est une composante importante du rendement des placements. Si les actifs sous gestion de Fiera Capital devaient augmenter rapidement, celle-ci pourrait ne pas être en mesure de tirer parti des occasions de placement qui lui étaient offertes par le passé ou de cerner suffisamment d'occasions de placement pour atteindre les rendements absolus ciblés.

Toute incapacité de cerner en temps opportun un nombre suffisant d'occasions de placement pour ses nouveaux clients pourrait nuire aux résultats d'exploitation et à la situation financière de Fiera Capital.

Fiera Capital pourrait décider de limiter sa croissance et de réduire la fréquence à laquelle elle gagne les actifs de nouveaux clients.

Membres clés du personnel

Les activités de Fiera Capital dépendent des personnes hautement qualifiées et spécialisées qu'elle a à son service. L'apport de ces personnes aux équipes de gestion d'actifs, de gestion des risques de placement et de service à la clientèle de Fiera Capital est crucial pour conserver les clients et en attirer de nouveaux. Compte tenu de la croissance du total des actifs sous gestion dans le secteur de la gestion d'actifs, le nombre de nouvelles sociétés faisant leur percée dans ce secteur et la dépendance envers les bons résultats pour vendre des produits financiers ont entraîné une hausse de la demande d'excellents professionnels des placements et du service à la clientèle, et le risque que le personnel de gestion ou d'autres membres clés du personnel puisse décider de quitter Fiera Capital est toujours présent. De plus, dans un contexte caractérisé par l'intensification de la concurrence pour le recrutement de professionnels expérimentés dans le secteur, il se pourrait que Fiera Capital ne soit pas en mesure de recruter de nouveaux employés de grande qualité possédant les qualifications recherchées avec promptitude le moment venu.

Facteurs de risque

La perte des services de membres du personnel de direction ou d'autres membres du personnel clé et l'incapacité de recruter de nouveaux employés de grande qualité pourraient avoir des répercussions défavorables importantes sur les activités, la situation financière et les résultats d'exploitation de Fiera Capital.

Fiera Capital consacre des ressources considérables au recrutement, à la formation et à la rémunération des membres clés de son personnel, et prend des mesures pour les encourager à continuer de travailler pour elle. Les mesures liées à la rémunération comprennent l'offre d'un régime d'options d'achat d'actions, d'un régime d'unités d'actions assujetties à des restrictions, d'un régime d'unités d'actions liées au rendement, d'un régime d'unités d'actions liées au rendement applicable aux unités d'exploitation et au droit à l'appréciation des unités d'exploitation et d'un régime incitatif à court terme ainsi que d'un environnement de travail qui favorise la satisfaction du personnel.

Or, la rémunération de ces professionnels tend à augmenter à un taux bien supérieur à celui de l'inflation et à celui observé dans d'autres secteurs. Fiera Capital prévoit que ces coûts continueront de représenter une partie importante de ses charges. Par conséquent, une telle hausse des charges pourrait avoir des répercussions défavorables sur les activités, la situation financière ou les résultats d'exploitation de Fiera Capital.

Pressions concurrentielles

La concurrence est vive dans le secteur de la gestion d'actifs (y compris dans le secteur des placements non traditionnels). Certains des concurrents actuels et éventuels de Fiera Capital disposent ou pourraient disposer de ressources techniques et financières et de ressources de marketing, de distribution et autres bien plus considérables que celles de Fiera Capital. Ils pourraient également proposer ou mettre au point une panoplie de produits et de services plus attrayants pour les clients existants ou éventuels de Fiera Capital.

Cette concurrence pourrait nuire considérablement aux honoraires de gestion ou honoraires de performance de Fiera Capital et rien ne garantit que Fiera Capital pourrait livrer une forte concurrence.

Secteur de la gestion d'actifs

La capacité de Fiera Capital de dégager des produits d'exploitation a beaucoup été influencée par la croissance qu'a connue le secteur de la gestion d'actifs et par la performance relative de la Société dans ce secteur. La croissance que nous avons connue jusqu'à présent dans le secteur de la gestion d'actifs pourrait ne pas se poursuivre, et une conjoncture défavorable ainsi que d'autres facteurs, notamment un recul important des marchés des capitaux, pourraient nuire à la popularité des services de Fiera Capital ou faire en sorte que les clients se retirent des marchés ou diminuent le montant ou la fréquence de leurs investissements.

Un quelconque repli du secteur de la gestion d'actifs ou un quelque autre changement touchant le secteur qui aurait pour conséquence de dissuader les investisseurs de faire appel aux services de Fiera Capital pourrait nuire à la capacité de celle-ci d'attirer des clients et ainsi contribuer à une baisse de ses produits d'exploitation.

Client important

Dans le cadre de la transaction de Natcan, Fiera Capital a conclu la Convention régissant les actifs sous gestion et cette Convention régissant les actifs sous gestion a été renouvelée jusqu'au 30 juin 2022. La Banque Nationale est devenue le principal client de Fiera Capital, représentant une part importante des 169,7 milliards de dollars d'actifs sous gestion de Fiera Capital. La résiliation de cette convention pourrait faire baisser considérablement les actifs sous gestion de Fiera Capital, ce qui ne manquerait pas de porter un grand préjudice à ses affaires, à sa situation financière et à ses résultats d'exploitation.

Facteurs de risque

Conflits d'intérêts

Certains des Fonds et des comptes gérés ont des objectifs de placement qui se recoupent, et les décisions quant à la répartition des occasions de placement parmi ces Fonds pourraient entraîner des conflits d'intérêts. Il se pourrait aussi que des conflits d'intérêts réels, éventuels ou perçus entraînent l'insatisfaction des investisseurs ou encore des litiges ou des sanctions réglementaires. Le défaut par Fiera Capital de gérer et de résoudre adéquatement ces conflits d'intérêts, ainsi que les réclamations découlant de conflits d'intérêts pourraient nuire considérablement à la réputation de Fiera Capital, ce qui pourrait, à son tour, nuire à ses activités de plusieurs façons, y compris en entraînant la perte de clients.

Erreur ou inconduite du personnel

Ces dernières années, plusieurs cas de fraude ou d'autres genres d'inconduite de la part d'employés du secteur des services financiers ont retenu l'attention du public et, malgré les mesures d'envergure que Fiera Capital a mises en place pour empêcher et prévenir ce genre d'activités (dont l'instauration d'un code de conduite mondial), la Société reste toujours exposée aux risques liés aux cas d'inconduite de la part de membres de son personnel. L'inconduite de la part du personnel peut comporter plusieurs facettes, notamment lier Fiera Capital à des opérations qui excèdent les limites autorisées ou qui présentent des risques inacceptables, ou lui cacher certaines activités qui ne sont pas autorisées ou qui n'ont pas donné les succès escomptés et qui peuvent, dans un cas comme dans l'autre, entraîner des risques ou des pertes inconnus et non gérés. L'inconduite de la part de membres de son personnel pourrait également comprendre l'utilisation abusive de renseignements confidentiels, ce qui pourrait entraîner des sanctions réglementaires et entacher considérablement sa réputation. Fiera Capital pourrait également subir des pertes à la suite d'une erreur d'un membre de son personnel.

Il n'est pas toujours possible de prévenir l'inconduite de la part d'un employé ou d'empêcher les erreurs des employés, et les précautions que Fiera Capital prend pour empêcher et détecter ce genre d'activités pourraient ne pas être efficaces dans tous les cas, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable importante sur ses activités, sa situation financière ou ses résultats d'exploitation.

Évaluation des placements

L'évaluation de certains titres et autres placements peut comporter des incertitudes et des décisions qui sont basées sur des jugements et, si les évaluations en question devaient se révéler inexactes, la valeur liquidative d'un Fonds et les actifs sous gestion de la Société pourraient être mal évalués. Des renseignements de tiers indépendants sur les cours pourraient ne pas tout le temps être disponibles à l'égard de certains des titres et des autres placements. De plus, les Fonds pourraient investir dans certains biens qui, en raison de leur nature, pourraient être extrêmement difficiles à évaluer avec exactitude, notamment les placements en capital-risque détenus par Fiera Capital dans des sociétés de portefeuille à capital fermé ainsi que les placements non traditionnels (p. ex., en immobilier, dans les infrastructures et dans le financement privé) et sur les marchés émergents de même que certains types de fonds de couverture.

Fiera Capital pourrait devoir engager des coûts considérables pour corriger les erreurs de prix découlant de l'évaluation inexacte de la valeur des placements.

Facteurs de risque

Engagement des clients

Les ententes aux termes desquelles Fiera Capital gère l'actif de ses clients peuvent être résiliées à bref préavis, conformément à la pratique du secteur. Les clients dont l'actif est investi dans des Fonds peuvent également faire racheter leurs parts à bref préavis. La perte de clients importants ou d'un nombre significatif de clients existants pourrait avoir une incidence défavorable importante sur les résultats d'exploitation et la situation financière de Fiera Capital.

Rien ne garantit que Fiera Capital serait en mesure d'atteindre ou de conserver un certain montant d'actifs sous gestion, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable importante sur sa capacité d'attirer et de conserver les clients ainsi que sur les honoraires de gestion, les honoraires de performance potentiels et sa rentabilité globale.

Politiques, procédures et capacité de sécurité de l'information

Fiera Capital dépend de l'efficacité de ses politiques, de ses procédures et de ses mesures concernant la sécurité de l'information pour protéger ses systèmes informatiques et systèmes de télécommunications ainsi que les données qui s'y trouvent ou qui sont transmises par leur entremise. Les services administratifs fournis par Fiera Capital dépendent de logiciels fournis par des tiers. Un quelconque incident concernant la sécurité de l'information dont la cause est externe, notamment une attaque informatique, un virus ou un programme-ver informatique, ou un incident dont la cause est interne, notamment l'incapacité de contrôler l'accès à des systèmes sensibles affectant de tels services administratifs pourrait perturber de façon importante les activités de Fiera Capital ou entraîner la diffusion ou la modification de renseignements critiques ou confidentiels.

Une faille de sécurité, la violation de données sensibles, un problème de sécurité ou un défaut de tiers clés, la perte de la capacité d'utiliser les produits de tiers, des problèmes ou des erreurs liés à ces produits, ainsi que la résiliation ou le non-renouvellement d'une convention avec des tiers pourraient entraîner des pertes financières importantes, la prise de sanctions réglementaires, la rupture des contrats conclus avec des clients, des dommages à la réputation de Fiera Capital ou des obligations juridiques qui, à leur tour, pourraient avoir des répercussions défavorables importantes sur les activités, la situation financière et les résultats d'exploitation de Fiera Capital.

Fiera Capital a mis en place un programme exhaustif en matière de sécurité informatique qui est défini par un cadre de gouvernance et des processus, notamment les appréciations du risque à la sécurité d'information et les évaluations des répercussions sur la vie privée instaurés dans le but de renforcer la sécurité. Le programme géré par des professionnels qualifiés en cybersécurité, comprend des investissements dans des technologies de sécurité de l'information ainsi que des partenariats avec des tiers pour mieux protéger l'information et les systèmes informatiques et améliorer notre résistance et notre cybersécurité. Nonobstant ces mesures, les menaces à la cybersécurité sont en constante et rapide évolution. Il existe une possibilité que les processus et contrôles mis en place ne puissent pas prévenir une infraction à la sécurité. Fiera Capital peut être vulnérable et elle travaille de concert avec des tiers qui peuvent également être vulnérables aux virus informatiques et à d'autres types de logiciels malveillants, à des cyberattaques et à des tentatives de piratage de personnes non autorisées, à des vols matériels de systèmes informatiques, à des problèmes de programmation interne ou à des erreurs humaines, à de la fraude ou à la survenance d'autres problèmes ou événements imprévus. Il y a également un risque que certains contrôles internes échouent, ce qui pourrait aussi exacerber les conséquences de tels événements.

Restrictions en matière de gestion des risques d'entreprise

Les activités de Fiera Capital sont assujetties à des risques externes des marchés auxquels tous les investisseurs sont exposés ainsi que les risques internes découlant de la nature même de ses activités. Fiera Capital surveille, évalue et gère les principaux risques liés à l'exercice de ses activités. Dans certains cas, les méthodes de gestion des risques utilisées par la Société reposent sur des observations des antécédents du marché, ces méthodes pourraient ne pas être à même de prévoir l'exposition future au risque, laquelle pourrait se révéler, à terme, bien plus élevée que celle prévue à partir des antécédents.

Facteurs de risque

D'autres méthodes utilisées pour la gestion du risque d'entreprise reposent sur l'évaluation de l'information concernant les marchés, les clients ou d'autres éléments dont les renseignements ont été rendus publics ou auxquels Fiera Capital peut accéder autrement. Ces renseignements pourraient ne pas se révéler exacts, complets, à jour ou bien évalués dans tous les cas. La gestion des risques stratégiques, technologiques, d'exploitation, financiers, juridiques et réglementaires nécessite, entre autres, des politiques et des procédures, y compris la séparation des tâches, qui pourraient ne pas être entièrement efficaces. L'incapacité de Fiera Capital à gérer les risques de ses portefeuilles et de ses activités pourrait avoir une incidence défavorable importante sur ses activités, sa situation financière et ses résultats d'exploitation.

Afin d'atténuer ces risques, Fiera Capital a adopté des pratiques de gestion des risques sous la supervision du comité d'audit et de gestion des risques de Fiera Capital. Voir la rubrique *Comité d'audit et de gestion des risques*.

Charges d'exploitation des Fonds

Si la valeur des actifs sous gestion des Fonds devait diminuer au point que l'imputation de la totalité des charges d'exploitation aux Fonds affaiblisse les ratios de frais de gestion ou rende les Fonds non concurrentiels, Fiera Capital pourrait alors choisir d'absorber certains de ces frais.

Toute décision discrétionnaire de ce type ferait augmenter ses charges et baisser sa rentabilité.

Risque opérationnel

Fiera Capital dépend de la disponibilité de son personnel et de ses bureaux, du bon fonctionnement de ses systèmes informatiques et systèmes de télécommunications ainsi que des produits et services obtenus auprès de fournisseurs externes.

Advenant une catastrophe ou autre cataclysme touchant les installations de la Société ou celles de ses fournisseurs externes (comme des dégâts causés par l'eau, une explosion ou une panne d'électricité prolongée) ou touchant les régions dans lesquelles la Société ou ses fournisseurs externes mènent leurs activités (comme une catastrophe naturelle ou un incident découlant d'une guerre, de désobéissances civiles, d'actes de terrorisme, de crises de santé publique, notamment une épidémie, une pandémie ou l'écllosion d'une nouvelle maladie infectieuse, y compris plus récemment, le coronavirus (COVID-19) et d'autres événements connexes), pourraient perturber considérablement les activités de Fiera Capital et entraîner des pertes financières importantes, la perte ou la pénurie de ressources humaines, l'imposition de sanctions réglementaires, l'interruption de la livraison de produits ou de la prestation de services de nos fournisseurs externes à la Société ou à ses clients, la rupture de contrats conclus avec des clients et des dommages à la réputation ou des obligations juridiques qui, à leur tour, pourraient avoir une incidence défavorable importante sur les activités, la situation financière et les résultats d'exploitation de Fiera Capital. Bien que nous le revoyions tous les ans, rien ne garantit que le plan de reprise après sinistre dont s'est dotée la Société sera adéquat pour atténuer l'incidence d'une telle catastrophe.

Risques relatifs à la structure et aux actions

Actionnaires importants

À la date des présentes, M. Jean-Guy Desjardins détient indirectement environ 28,62 % des titres avec droit de vote en circulation de Fiera S.E.C., actionnaire dominant de Fiera Capital détenant 24,95 % des actions en circulation et le seul porteur d'actions de catégorie B avec droit de vote spécial. Desjardins Holding financier Inc. (« DHF »), filiale directe entièrement détenue de la Fédération des caisses Desjardins du Québec (« FCD »), détient 28,87 % des titres avec droit de vote en circulation de Fiera S.E.C. DFH a proposé l'élection de deux des huit administrateurs de Fiera Capital que le porteur d'actions de catégorie B avec droit de vote spécial a le droit de nommer. M. Desjardins est en position d'exercer un contrôle notable sur les décisions de Fiera Capital nécessitant l'approbation des actionnaires, notamment l'élection des administrateurs et la prise de mesures stratégiques importantes.

Dilution potentielle

Fiera Capital est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions de catégorie A avec droit de vote subalterne, d'actions de catégorie B avec droit de vote spécial et d'actions privilégiées, et elle peut décider d'émettre des actions ou des actions privilégiées additionnelles afin de financer ses projets d'investissement ou d'accroître ses liquidités, ce qui pourrait avoir un effet dilutif sur l'actionnariat.

En outre, aux termes de la convention des investisseurs avec Sceptre, Fiera S.E.C. bénéficie des droits antidilution de Fiera S.E.C. (définis ci-après), lesquels sont décrits dans la notice annuelle à la rubrique « Description des contrats importants – Convention des investisseurs avec Sceptre ». En conséquence d'une émission effectuée aux termes des droits antidilution de Fiera S.E.C., l'actionnariat de Fiera Capital pourrait être dilué.

Par ailleurs, en vertu de la convention relative aux droits de l'investisseur de Natixis, Natixis Canada Holdings bénéficie de certains droits antidilution permettant à Natixis Canada Holdings de maintenir sa participation dans Fiera Capital. L'émission d'actions de catégorie A avec droit de vote subalterne aux termes de tels droits diluerait la participation de Fiera Capital.

De plus, Fiera Capital peut décider de rembourser les débetures en circulation contre des actions avec droit de vote subordonné de catégorie A ou de rembourser les montants du principal impayé à l'échéance des débetures en émettant des actions avec droit de vote subordonné de catégorie A. De plus, les débetures de 2023 sont convertibles à la discrétion du porteur en actions avec droit de vote subordonné de catégorie A au prix de 18,85 \$ par action. L'émission d'actions avec droit de vote subordonné de catégorie A pourrait avoir un effet dilutif pour les actionnaires de Fiera Capital et des répercussions négatives sur le cours des actions avec droit de vote subordonné de catégorie A. Voir la rubrique « Description de la structure du capital – Débetures » dans la notice annuelle de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Risques relatifs à la situation de trésorerie et à la situation financière de la Société

Endettement

Les facilités de crédit de la Société contiennent des clauses restrictives qui limitent la capacité de Fiera Capital et de certaines de ces filiales (collectivement, les « **emprunteurs** ») d'exécuter certains types de transactions et elle impose des restrictions importantes sur le plan de l'exploitation, ce qui pourrait empêcher les emprunteurs de saisir certaines occasions d'affaires et de prendre certaines mesures pouvant servir leurs intérêts.

Ces clauses restrictives peuvent limiter la capacité des emprunteurs de prendre des mesures qui, selon elle, seraient dans l'intérêt de son entreprise et pourraient faire en sorte qu'il soit difficile pour Fiera Capital d'exécuter avec succès sa stratégie d'affaires ou de livrer une concurrence efficace aux sociétés qui ne sont pas assujetties à de telles restrictions.

En outre, les facilités de crédit de la Société prévoient que Fiera Capital doit respecter certains critères et ratios financiers et qu'une acquisition du contrôle de Fiera Capital constituerait un cas de défaut.

Le défaut de respecter ces clauses restrictives, notamment le défaut de respecter les critères ou les ratios financiers, pourrait occasionner un cas de défaut aux termes des facilités de crédit de la Société.

Ces clauses restrictives n'empêchent pas Fiera Capital d'exercer ses activités commerciales de la façon dont elle le fait en ce moment, mais rien ne garantit que, à l'avenir, la capacité de Fiera Capital à apporter des changements à ses activités commerciales ou concurrentielles ou à procéder à des fusions, à des acquisitions ou à des aliénations d'actifs ne serait pas limitée.

Facteurs de risque

Par ailleurs, à l'échéance des facilités de crédit de la Société, Fiera Capital pourrait ne pas être en mesure de refinancer le principal impayé aux termes des facilités de crédit, ou les modalités de ces facilités de crédit pourraient être plus coûteuses que celles des facilités de crédit existantes.

Risque de taux d'intérêt

Une partie de la dette de Fiera Capital, notamment aux termes des facilités de crédit de la Société, porte intérêt à des taux variables et expose Fiera Capital à un risque de taux d'intérêt. En cas d'augmentation des taux d'intérêt, les obligations liées au service de la dette à taux variable de Fiera Capital augmenteraient même si le montant emprunté demeurait le même, et le résultat net et les flux de trésorerie diminueraient.

Le défaut de gérer les risques de taux d'intérêt pourrait avoir une incidence défavorable importante sur les activités, la situation financière et les résultats d'exploitation de Fiera Capital.

Pour couvrir une partie du risque de taux d'intérêt à laquelle elle est exposée par l'intermédiaire de ses facilités de crédit, Fiera Capital a conclu des swaps de taux d'intérêt pour fixer une portion de ses versements d'intérêts. Étant donné que les variations des justes valeurs des dérivés doivent être présentées dans les états financiers de la Société, les fluctuations du taux d'intérêt peuvent avoir une incidence sur les profits et les pertes présentées trimestriellement par Fiera Capital, se traduisant par une certaine volatilité du résultat.

Risque de change

Le risque de change s'entend du risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours du change. Une partie importante du résultat et des actifs sous gestion de la Société est libellée en dollars américains et en livres sterling. Pour la Société, ce risque découle principalement de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, de la trésorerie soumise à restrictions, des débiteurs, des placements, des instruments financiers dérivés, des créditeurs et charges à payer, des passifs au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur, des obligations au titre du prix d'achat et de la dette à long terme libellée en dollars américains et en livres sterling. La Société et certaines de ses filiales gèrent le risque de change en concluant des contrats de couverture de change liés au dollar américain et à diverses autres monnaies.

Les événements futurs qui pourraient faire augmenter ou diminuer de manière importante le risque de fluctuations futures des cours du change pour ces devises ne peuvent être prédits. Les fluctuations des cours du change entre le dollar canadien et ces devises pourraient avoir des répercussions négatives sur les résultats et sur la situation financière de la Société.

Cette page a été laissée vierge intentionnellement.

Cette page a été laissée vierge intentionnellement.

Cette page a été laissée vierge intentionnellement.

